IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT

NOTES DE ROUTE

« J'étais là, telle chose m'advint. »

L'arçon d'une selle est un pupitre peu commode pour écrire, et j'ai dû attendre, avant de pouvoir griffonner ces notes de route, notre arrivée dans le charmant village de la Haute-Alsace où, soldat de 2e classe, je cantonne aujourd'hui 15 août.

Avant d'entrer dans mon sujet, avant d'essayer de faire revivre, par quelques notations brèves, ces heures intenses et joyeuses, mes lecteurs me permettront de leur présenter une requête. Je n'imaginais guère, lorsque je rédigeais pour eux ma dernière « Revue Scientifique, » que si tôt après j'aurais à leur donner des feuilles de route crayonnées le sabre au côté, tandis que la basse chantante du canon emplit l'horizon de sa grave musique. Ils voudront bien admettre, j'en suis sûr, qu'il y a des circonstances atténuantes à cette obligatoire confusion des genres. D'autre part, le premier devoir du chroniqueur scientifique est d'oublier complètement sa personnalité ; maintenant, au contraire, je ne pourrai faire de même, puisque ces lignes sont des *impressions*, c'est-à-dire les reflets dans une âme particulière d'événemens particuliers. Je parlerai, néanmoins, le moins possible de moi, juste ce qu'il faut pour qu'on n'oublie point que ces heures ont été vécues, que ces choses ont été vues, senties, c'est-à-dire des notations, à l'encontre des

écrits scientifiques, lentement « subjectives. » Qu'on me pardonne ce mot, que j'emprunte aux Allemands, mais nous avons bien d'autres choses à leur emprunter, et même à leur prendre...

LE DÉPART.

Ce que fut Paris dans ces jours, dans ces heures qui précédèrent la guerre, ceux qui ont eu le bonheur de le voir ne l'oublieront jamais. L'issue âprement disputée et discutée d'un procès fameux, l'assassinat absurde et navrant du tribun Jaurès avaient déferlé comme des vagues menaçantes et troubles sur la grande ville, et plus d'un se sentait la gorge serrée d'une angoisse à ces signes inquiétans de scandale et de division. Puis tout d'un coup la perspective de la guerre soudaine, inévitable, nivelle comme un grand coup de vent ces choses encore si proches et déjà si lointaines, et l'âme nationale se retrouve calme et unie comme une vaste plage de sable fin. Cette impression réconfortante me pénètre surtout tout entier le dimanche 2 août, premier jour de la mobilisation, veille de mon départ pour le front. J'avais hâtivement réglé mes petites affaires, — ce fut vite fait. — En prévision de toute éventualité, je profitai de ces dernières heures dans mon cher Paris pour aller respirer encore dans tous les quartiers le souffle de la grande ville, m'en bien pénétrer pour longtemps. J'ai parcouru les quartiers ouvriers, les milieux bourdonnans de l'antimilitarisme : le même calme, la même gaieté qui partout ailleurs illumine les yeux, ennoblit les visages. Ils sentent, ces simples, ces durs travailleurs, que la guerre qu'ils vont faire, c'est la grande, la définitive « guerre à la guerre, » et une farouche résolution les anime. Sur les boulevards, dont l'aspect est si étrange sans ses terrasses, sans ses autos, — ou presque, — même animation, même fermeté. Je rencontre des amis, beaucoup d'amis, presqu'à chaque pas, dans les rues ou dans les cafés, qui partent aussi le lendemain ou peu après, et les dialogues les plus drôles s'engagent, où l'esprit, s'il n'est pas toujours attique, ne manque jamais d'à-propos : « Au revoir à Munich, » dit l'un, installé devant un somptueux *demi* de bière brune couronné d'écume. — « Non, moi je vais jusqu'à Pilsen, je la préfère. » Comme ce dernier contact avec Paris m'a rasséréné ! On sent qu'un même péril a cimenté les cœurs qui se croyaient séparés ; maintenant, ils vont battre tous ensemble

du même rythme. C'est qu'il s'agit de sauver la douce France, sa langue, sa culture délicate et idéaliste malgré tout; il s'agit de rendre au monde tout entier la liberté de respirer, de penser, de progresser et de vivre; il s'agit de montrer aux barbares que la force a cessé de primer... et de brimer le droit. Cela, tous le sentent plus ou moins confusément, du plus humble ouvrier à l'intellectuel le plus raffiné, et c'est pourquoi on voit tous les Français soulevés par le même sentiment et comme unis aux grandes heures de la Révolution, de la « Patrie en danger. » — Quelle joie d'avoir vu ce miracle, et combien seraient à plaindre ceux qui, plus tard, retomberaient dans les ornières dont un coup d'aile vient de nous arracher!

Voici arrivé le grand jour du départ (lundi 3 août). Pourquoi parlerais-je du tranquille courage de mes vieux parens qui ont aujourd'hui trois fils à la frontière, l'aîné à Dunkerque, le second à Briançon, et l'auteur de ces lignes? N'est-ce pas pareil dans toutes les familles françaises, et surtout dans toutes les familles alsaciennes? On se quitte enfin. On a sorti les mouchoirs, mais seulement pour s'adresser de loin, en les agitant, un dernier « au revoir. » En route pour la gare de Lyon. C'est très difficile de trouver un taxi. J'ai vu dix fois de suite des chauffeurs — il n'en reste guère d'ailleurs dans Paris — refuser dédaigneusement à des passans la promesse de pourboires dépassant leur salaire d'une journée : « Je me moque des pourboires, je ne transporte que les réservistes. » Ayant justifié dûment de cette qualité, j'arrive enfin à la gare avec mon balluchon. Là, il faut quitter, avant d'entrer derrière les barrages gardés militairement, les amis qui vous ont fait escorte. Franchi ce barrage, on est *séparé* de ceux qu'on aime. Ce barrage est comme un couteau où va se trancher le dernier fil qui vous rattache aux douces choses habituelles. C'est le plus dur moment, mais combien vite oublié!

Un instant je me retourne, je pense au vieil Observatoire où j'ai passé tant de bonnes heures à travailler, à mes appareils, à mes travaux, aux secrets que j'aurais encore aimé arracher aux étoiles. Mais « la science sans conscience n'est que le trouble de l'âme. » L'univers avec ses merveilles, ses astres d'or, son immensité dans le temps et l'espace, ses transformations étonnantes, tout cela n'existe réellement que parce que cela est *pensé* par nous. « Tout ce qui n'est pas la pensée est le pur

néant, » a dit le grand Lorrain Henri Poincaré. Mais c'est tout justement pour la pensée et ses droits que nous allons nous battre, pour la liberté de mieux étudier, mieux connaître, mieux utiliser la nature. Nous allons briser le fardeau de fer qui pesait sur les épaules de l'humanité en marche, et nous hâterons ainsi l'avènement du jour rêvé par Henri Poincaré, où tous les hommes ou du moins beaucoup d'hommes pourront se livrer aux travaux de l'esprit. Qui veut la fin veut les moyens. Commençons par eux.

Me voici dans le train qui va me conduire à Besançon. Il est composé de wagons de marchandises munis dans le sens de la longueur de deux rangées de bancs soigneusement et très pratiquement ajustés et d'un wagon mixte de 1re et 2e. Ce train comporte une quarantaine de wagons. Il est bientôt plein de réservistes de toutes les classes sociales, qui avec son balluchon, qui avec une valise, qui les mains dans les poches. Il y a même, dans le wagon où j'ai réussi à me caser, deux jeunes femmes élégantes et simples, des parentes d'officiers supérieurs évidemment, car il leur a fallu montrer patte très blanche pour arriver sur les quais de la gare, à travers les employés affairés comme on ne les vit jamais, circulant avec leur brassard de mobilisation. Il n'y avait que peu de trains de mobilisés en partance à la gare de Lyon; un grand nombre des voies étaient inoccupées. J'eus bientôt l'explication du fait qui m'avait d'abord étonné, et même, l'avouerai-je? inquiété : c'est des stations suivantes, Bercy, Villeneuve-Saint-Georges, que partaient du P.-L.-M. presque tous les mobilisés parisiens, et c'était un réconfort de les voir au passage massés par milliers sur les quais, gais et alertes comme nous. Le train s'ébranle au son d'une *Marseillaise* spontanée et unanime qui vibre d'un bout à l'autre du convoi. Au sortir de Paris, voici la nuit qui tombe, il fait frais, il pleut, les gouttes fouettent les glaces des portières, mais à travers les sillons humides qu'elles y laissent et où tremble, au bas, une larme, nous voyons à chaque station, sous la flamme falote des réverbères, les stations gorgées de réservistes qui attendent leur train et saluent le nôtre en chantant. Voici maintenant le jour qui se lève tout de gris vêtu ; il nous montre tout le long de la voie, calmes et stoïques sous la pluie, les territoriaux gardiens de notre sécurité. Tous n'ont pas des fusils dernier modèle, tous ne sont même pas encore

complètement équipés; il en est qui n'ont encore que le képi, d'autres que le pantalon garance; beaucoup ont torturé leurs épaules d'un vieux sac d'où la pluie ruisselle en cascade; il en est de très vieux, de plus de soixante ans certainement, qui ont été dès le premier jour offrir leur service pour garder un bout de voie. Ils nous regardent passer d'un air un peu las, — ils en ont déjà tant vu des trains descendre vers l'Est! — et nous sourient. Voici bientôt Dijon; nous passons près des Laumes-Alésia où la statue colossale de Vercingétorix nous voit défiler du haut de la colline où elle est posée, comme un souvenir riche d'espoir. Le vieux Gaulois nous a montré jadis l'exemple de l'héroïsme contre l'envahisseur. Plus heureux que lui, qui luttait pour la patrie, mais contre la civilisation, nous devons défendre à la fois l'une et l'autre. Combien d'autres pensées nous suggèrent ces lieux! C'est tout près de là que prend sa source la Seine, parure incomparable de cet incomparable creuset de pensée humaine : Paris.

Souvent nous ralentissons et nous garons un moment sur des voies latérales. C'est pour laisser passer les trains de troupes qui eux se succèdent à quelques minutes d'intervalles. Pendant ces haltes, les paysannes le long de la voie, les enfans, les bons vieux (les jeunes sont partis) nous apportent du thé, du sirop, du vin, nous tendent des bouquets et des branchages dont nous garnissons nos wagons. Si bien qu'au milieu du voyage notre train est tout orné de verdure fleurie. Jamais aucun train de luxe, jamais aucun train présidentiel ou royal ne m'a paru aussi somptueux, aussi riche que notre humble convoi de wagons de marchandises avec les branchages qui l'empanachaient et que de pauvres mains ont cueillis pour lui.

Tous les trains que nous dépassons ou qui nous dépassent, et avec qui le nôtre échange des chants, sont pareillement ornés, pareillement précédés d'une locomotive dont les lanternes sont coiffées de bouquets et où des mécaniciens noirs et joyeux « ouvrent l'œil et le bon. » J'en ai interrogé plusieurs de ces rudes ouvriers; ils fournissent un service qui les tuerait, si leurs nerfs n'étaient pas, comme les nôtres, tendus par une énergie divine : « Nous voudrions conduire encore vingt fois plus de trains chaque jour, » me disent-ils. Où sont les mauvais germes qu'on avait craint de voir se lever naguère, lors de la grève des cheminots?

A BESANÇON.

Nous voici à Besançon. La ville m'a paru d'abord beaucoup moins modifiée que Paris par l'état de guerre. C'est qu'on y voit toujours beaucoup de soldats et presque pas de voitures. Dans les vieilles rues si pittoresques et gaies avec leurs boutiques appétissantes, le long des quais du Doubs où les antiques maisons de l'époque espagnole ont tant de noblesse avec leurs arcades ininterrompues, c'est toute la journée la même animation qui donne tant de charme à cette ville. Les boutiques regorgent de toutes les marchandises possibles; on n'y a à aucun moment, comme à Paris, manqué de lait, de beurre ou d'autres choses essentielles. D'ailleurs, les alimens de première nécessité ont été, dès le jour de la mobilisation, tarifés par l'autorité militaire. Mais en dehors même de cela, il n'est pas un objet quelconque dont le prix ait augmenté et dont les magasins ne soient pourvus. — Une des raisons qui font aussi que Besançon m'a paru moins changé que Paris est le caractère des habitans : calmes, froids et décidés, naturellement, ils n'ont rien eu à modifier à l'attitude habituelle de leur âme pour devenir ce qu'il fallait en face du danger. Au contraire, les Parisiens se sont fait soudain un caractère « franc-comtois, » ce qui fut un grand changement. Pourtant, par suite de l'état de siège, les rares cafés de l'endroit doivent fermer à huit heures. Ils ne fermaient guère plus tard d'habitude. Ils ont d'ailleurs conservé leurs terrasses où fourmillent les buveurs de bière civils et surtout militaires, le soir.

Stendhal a dit, dans *Le Rouge et le Noir*, que « Besançon est une ville où les pâtissiers font fortune et les libraires faillite... » (je cite à peu près, de mémoire.) La première partie de cette appréciation est toujours vraie, et les pâtissiers du pays cher aux gourmets sont comme toujours bien achalandés, et on en voit presque autant que de marchands de vins dans certaines villes. Quant aux libraires, c'est une ruée chez eux d'officiers et de soldats qui viennent se munir de cartes, de dictionnaires franco-allemands (on ne doute pas d'avoir bientôt à les utiliser), etc.

Les Bizontins et leurs hôtes militaires se pressent surtout vers le soir aux abords de la vieille mairie, si curieuse avec ses

vieilles sculptures noires, et de la préfecture où on affiche les nouvelles officielles (car les journaux parisiens n'arrivent plus depuis quelques jours.) Mais la foule devient si nombreuse devant ces affiches qu'il faut renoncer à en approcher; un soldat alors les lit à très haute voix dans le silence religieux des assistans qui par moment acclament une joyeuse nouvelle : action de l'Angleterre, défense de Liége, etc. — Mais la voix de Stentor lui-même n'eût pas porté jusqu'aux derniers rangs de la foule qui, vers le soir et dès le second jour de l'apparition du « Bulletin des Communes, » se presse sur la curieuse place Saint-Pierre, entre l'église Renaissance si curieuse et la vieille mairie où on voit encore, sous l'aigle de Charles Quint, des inscriptions de l'époque révolutionnaire. Les autorités municipales ont eu alors une idée fort ingénieuse. Elles ont fait tendre au milieu de cette place, sur deux énormes poteaux, une grande toile blanche large de peut-être dix mètres de côté et, le soir venu, on y projette d'une fenêtre de l'Hôtel-de-Ville, comme sur un écran de cinéma, les nouvelles que vingt mille yeux palpitans de curiosité peuvent lire ainsi en même temps.

Que de rencontres imprévues dans les rues : amis de Paris ou d'ailleurs qu'on n'a pas vus depuis des années et qui surgissent soudain au coin d'une rue, plus ou moins galonnés et empanachés! De joie, on en oublie parfois un instant le respect dû aux galons, et la hiérarchie s'efface devant la camaraderie. La façon dont les dizaines de milliers de réservistes et de territoriaux de toutes armes qui viennent se concentrer ici ont été équipés, habillés, armés, nourris, mérite l'admiration. Je n'eusse point rêvé un ordre pareil, une organisation aussi bien faite et aussi rapide, des prévisions si minutieuses et où rien n'a été oublié. Certes, chacun fait de son mieux, tous paient de leur personne au maximum, mais tout ne marcherait pas comme cela si la préparation n'avait été admirable. La confiance dans le succès final s'en trouve affermie.

Les employés de la poste, ceux des services civils circulent munis de leur brassard. Ceux de la ville ont un brassard aux couleurs belges (noir, jaune et rouge) : et de voir ici ces couleurs sœurs des nôtres, en un pareil moment, cause une joyeuse surprise, une émotion, aux non-initiés. Les autres savent que ce fait curieux est dû simplement à ceci que Besançon a les mêmes couleurs que la Belgique parce qu'elle appartint comme

les Pays-Bas à Charles-Quint et que son grand ministre, le cardinal de Granvelle, fut un Bizontin.

Je passe sur de menus incidens qui ne troublent guère les habitans : espions fusillés à la citadelle, auto fusillée pour avoir franchi les avant-postes placés aux portes de la ville sans donner le mot. J'aperçois un matin un long défilé d'autos de livraison des « Galeries Lafayette, » qui ravitaillent maintenant une division de cavalerie. O fanfreluches, « occasions, » mille riens qui passionnaient tant les Parisiennes, c'est par de gros quartiers d'appétissante viande qu'on vous a remplacés!

Presque chaque soir, des bataillons de chasseurs, des régimens formés dans la place traversent la ville, se rendant à la gare et le *Chant du départ*, cet hymne si beau, supérieur à mon sens à la *Marseillaise* elle-même, et celle-ci dont on ne se fatigue pas, sortent de toutes ces poitrines, rythmés par le martèlement alerte sur les pavés des pas que le sac plein à craquer et le fusil n'arrivent point à alourdir.

J'y ai été plusieurs fois, dans cette gare de Besançon-Viotte; j'y ai passé des heures attendant l'arrivée de mon frère affecté à un régiment de la place; quel spectacle réconfortant! Presqu'à chaque minute, avec une régularité admirable, venant de l'Ouest, venant de toute la France, des longs trains de troupes la traversent, fleuris et ornés de branchages, et des milliers de jeunes visages, artilleurs, alpins, cavaliers, fantassins, l'air frais et dispos comme s'ils ne venaient pas de passer de longues heures en wagon nous sourient, nous parlent, et nous envoient des chants. Dans les wagons de queue, les chevaux régimentaires solidement amarrés, leurs gardiens assis dans la paille au milieu d'eux, nous regardent aussi familièrement, déjà habitués à ces choses. Sur les wagons de marchandises, qui en majorité constituent ces trains de troupes, des artistes improvisés ont tracé des dessins humoristiques dans lesquels des guerriers à casque à pointe n'ont pas des attitudes brillantes. Des inscriptions joyeuses aussi. Je relève, sur plusieurs trains venant de diverses régions de la France, celle-ci, qu'une coïncidence sentimentale bien typique a fait répéter comme si on s'était donné le mot : « Train de plaisir. » Que de choses bien françaises, dans ces trois mots griffonnés partout à la craie!

Une chose par-dessus tout a donné dans ces journées à la ville une physionomie bien particulière : l'arrivée des Alsaciens.

qui, par milliers, viennent s'enrôler sous nos drapeaux et que de tous les points de la frontière voisine on dirige sur la place de Besançon. Un air d'allégresse les transfigure tous. Ils marchent en rangs serrés, au pas, déjà spontanément militarisés, malgré l'habit civil et le balluchon en bandoulière. Toute la journée, ils défilent agitant leurs casquettes, chantant la *Marseillaise*. Pour éviter des méprises dont ils pourraient pâtir à cause de leur accent alsacien (l'un d'eux a failli être écharpé, il y a peu de jours, dans un faubourg de Besançon), on leur a mis à tous au bras droit un brassard tricolore. Beaucoup ne parlent que le patois alsacien. J'en avise un dans la rue, un tout jeune à l'air candide. Je lui demande en son patois (que je connais fort mal d'ailleurs) d'où il vient. « De Mulhouse, » me dit-il. Il a dix-huit ans. Je lui demande pourquoi il n'a pas craint de venir s'engager ainsi au milieu de tous les dangers qu'il courait à passer la frontière et à ceux qu'il courra encore, et il me fait cette simple réponse dont il ne soupçonne pas la sublime tristesse : « Mutter ist gestorbe. (Je n'ai plus ma mère.) » Je le quitte, voulant rester sur l'impression que me cause ce mot.

D'ailleurs, il semble qu'en ce moment tout le monde a de l'esprit, du talent, du courage, de l'abnégation; l'égoïsme, toutes les petitesses courantes dans lesquelles on pataugeait semblent avoir disparu. Chacun s'oublie soi-même et se sent l'âme fondue dans quelque chose de grand. J'en arriverais presque à bénir la guerre, — n'étaient les douleurs qu'elle prépare aux mères, aux sœurs, aux fiancées, — à y voir, comme fit Joseph de Maistre, je ne sais quelle étincelle divine qui fait fleurir dans les cœurs toutes les bonnes semences. Et pourtant... la paix serait si douce si les hommes étaient un peu sages!...

Ces quelques jours de Besançon, je les ai occupés à m'équiper et à me laisser fêter par tous mes amis bizontins et aussi par tous les inconnus, militaires ou civils, dont l'œil est attiré sur mon uniforme de soldat de 2e classe par la croix que m'ont valu des circonstances où mon mérite entre pour peu de chose. Je me sens un peu honteux du petit scandale qu'elle cause, et il me semble qu'il s'agit maintenant de la mériter après coup au point de vue militaire.

Le vendredi 7 août, trois jours après mon arrivée, j'apprends

que la compagnie du génie à laquelle je suis affecté est désignée pour assurer la défense de Besançon et des forts environnans. Étant donnée la tournure que prennent les événemens, il est peu probable que la place soit attaquée avant longtemps. Les Allemands ne paraissent guère, en effet, en disposition de violer la neutralité de la Suisse. Le Kaiser n'a sans doute pas oublié la conversation qu'il eut avec un maire suisse lorsqu'il assista naguère aux manœuvres helvétiques. « Évidemment, disait l'empereur allemand avec son gracieux sourire, vous pouvez aligner 100 000 hommes pour arrêter 100 000 Allemands qui voudraient entrer en Suisse. Mais si j'en envoie 200 000, que ferez-vous? » Et le petit maire suisse de répondre : « Nous rechargerons nos fusils. » Cette allusion aux qualités de tir des Suisses a dû être méditée de l'autre côté du Rhin, et l'importance défensive de Besançon s'en trouve pour l'instant diminuée. Et moi qui avais rêvé d'aventures fabuleuses! Je suis un peu déçu; il faudra que je m'arrange pour partir coûte que coûte pour le front, ne fût-ce que par curiosité et amour de l'imprévu. On n'a pas tous les jours l'occasion de participer à une campagne aussi intéressante que celle qui s'annonce!

Justement, j'apprends qu'une unité de réserve montée part après-demain pour le front. Je ne dirai pas à mes lecteurs quelle est cette unité, ni quel est son rôle assez délicat, et de la sorte je pourrai, sans nuire en rien aux opérations militaires et conformément au règlement, leur nommer les étapes que je vais parcourir. — Après quelques démarches un peu audacieuses, en faisant valoir mes capacités équestres et ma connaissance de l'allemand, — et en exagérant quelque peu, — je réussis à me faire affecter à cette unité. O joie! En un tour de main, je suis déshabillé et transformé en cavalier, armé d'un sabre gigantesque, auprès duquel les sabres de combat en usage dans nos salles d'armes sont des fétus, d'un revolver impressionnant, guêtré de cuir, muni d'éperons qui sonnent sur le pavé. Quelques gens de ma connaissance se demandent bien quel est ce Frégoli, mais la plupart ne remarquent même pas la transformation. Il y a bien d'autres choses étonnantes, dont chacun a pris depuis quelques jours l'habitude de ne plus s'étonner. L'imprévu n'est-il pas devenu la règle?

JUSQU'EN ALSACE

Le dimanche 9 août au soir, nous nous embarquons, hommes, chevaux et matériel, à la gare de Besançon-Viotte. J'ai baptisé ma monture « Mars » qui est un nom à la fois guerrier et astronomique. Ce sera d'ailleurs un nom, si j'ose dire, dynastique, car je changerai quelquefois de monture dans l'avenir. Notre capitaine veille à tous les détails de l'embarquement. C'est un homme à la fois cultivé et énergique, l'allure étonnamment jeune; quoique quadragénaire, il a l'air plus alerte que le plus ingambe de ses hommes. Il a les qualités de décision et d'activité qu'il faut pour diriger une unité isolée. Il nous inspire confiance.

Après une nuit qui ne rappelle que de loin celles qu'on passe dans les *sleepings* de la Compagnie des wagons-lits, nous débarquons dans un petit bourg à quelque distance au nord de Belfort. Il fait une chaleur implacable, le ciel est d'un bleu sans tache; nous ne sommes pas encore très habitués au gros drap militaire et à toutes les sacoches, bidon, musette, courroies diverses que les cavaliers ont en bandoulière. Un bon bain froid dans la rivière de l'endroit nous a vite remis d'aplomb.

Il n'est pas utile de relater nos mouvemens pendant les jours qui suivent. Après l'étape sur la grand'route, c'est toujours l'arrivée au cantonnement où chaque escouade déploie des prodiges d'ingéniosité pour faire une bonne popote dans un pays sans ressources, et y réussit pourtant. Il faut dire que nous sommes abondamment et merveilleusement fournis sans cesse, par un service de ravitaillement automobile, de pain, de vin, de sucre et de café, de viande fraîche exquise. Quant à la pitance des chevaux, elle ne le cède pas à la nôtre. La fourniture des viandes nous est assurée d'une façon admirable chaque jour, de Belfort, par nos bons autobus parisiens dont les chauffeurs militarisés pilotent chacun sa voiture habituelle et la soigne avec amour. O Madeleine-Bastille, Contrescarpe-Place Pereire, et vous aristocratique Trocadéro-Gare de l'Est, qui eût pu prévoir, il y a un mois, que, démunis de vos banquettes, garnis tout du long de crochets de fer où pendent des demi-bœufs appétissans, vos glaces, enlevées et remplacées par de fins treillages de fer qui laissent passer l'air, et non les insectes, qui eût supposé, ô bons autobus,

qu'on vous verrait sitôt après courir sur les routes du Haut-Rhin, résistant admirablement à ces pérégrinations improvisées!

La soupe du soir cuit posée sur deux pierres sur un feu de brindilles en plein air; nos troupiers savent presque toujours faire un appétissant chef-d'œuvre : il y a toujours dans une escouade au moins un cuisinier de talent, et je gage qu'on y mange plus finement en moyenne que dans un mess de colonels allemands. Après la soupe, c'est, soit le couchage, soit la garde. Le premier a lieu dans un lit quand, par faveur spéciale, on en trouve un, plus souvent dans la paille ou le foin, le grand manteau servant de couverture. J'ai passé ainsi de fort bonnes nuits, et quand je me réveillais le matin au milieu d'un rêve relatif aux petites niaiseries où l'on vivait il y a encore quelques semaines, je me demandais en me frottant les yeux si ce rêve était fini ou bien s'il commençait. Une bonne ablution à l'eau fraîche et au savon le torse nu, à la proche fontaine, et on est plus dispos que si on sortait du lit de Louis XIV. Puis, c'est le bon café, le « jus, » comme on dit dans la langue technique. Il est toujours délicieux.

Les nuits de faction sont moins reposantes. Le sabre au clair dans le pli de l'épaule, le revolver chargé dans son étui, à dessein entr'ouvert, ce sont les cent pas mille fois répétés, sous les étoiles qui clignotent et ne reconnaissent plus leur humble serviteur, ou sous la pluie qui, comme par des gargouilles de drap, dégringole le long des plis du long manteau cavalier dont elle n'arrive jamais à traverser la merveilleuse étoffe. Parfois un pas qui s'approche, une auto qu'il faut arrêter, prêt à tirer si on ne donne le mot, rompent la mélancolique promenade. Sur les routes on relève aux auberges des enseignes pittoresques comme celle-ci : « Au pneu crevé. »

J'ai gardé un souvenir particulièrement charmant du cantonnement de Giromagny, petite ville du Haut-Rhin, posée au pied du Ballon d'Alsace, sur les derniers contreforts des Vosges, au bord de la trouée de Belfort où elle fait pendant à cette place forte. A notre arrivée, les habitants s'emparent positivement de nous; l'un m'emmène dîner, l'autre tient absolument à me loger; il en est qui nous offrent des couvre-nuques, mille friandises. Les braves gens qui m'ont accueilli, — je devrais dire : fait prisonnier, — de notables commerçans du bourg, ont pour

moi des délicatesses qu'on ne saurait imaginer. Leur maison a ce confort vétuste que l'on ne trouve plus qu'au fond des lointaines provinces; elle est « *heimlich,* » comme dit un mot que connaissent bien les Alsaciens, qui manque à notre langue et qui serait l'adjectif correspondant à « *home.* »

On sent qu'on les blesserait si on n'acceptait pas bénévolement tout cela, et si on avait seulement la pensée de vouloir les en dédommager. Aussi on se laisse faire. Dans ce cantonnement et les suivans, où nous étions assez près de l'ennemi et où la musique grave du canon était presque ininterrompue, les factions nocturnes avaient quelque chose d'assez impressionnant : tous les accès du village barrés par les grands chars à échelle du pays, mis en travers de la route, l'oreille attentive au moindre bruit, le revolver à portée du poing, on se sent tendu de tout son être vers le danger possible; l'intensité de chaque sensation en est décuplée.

Dans le bureau de tabac de la Grand'Place, la buraliste, qui tient absolument à m'offrir un cigare, me dit qu'elle était déjà là en 1870, dans le même bureau où rien n'est changé. « J'avais dix-huit ans, les uhlans sont arrivés par ce petit pont, là, en face; ils nous ont acheté du tabac qu'ils ont payé poliment. Mais, le lendemain, sont arrivées les autres troupes en masse pour l'envahissement de Belfort, qui ont dévalisé les maisons inhabitées. Nous logions trois réservistes allemands qui passaient leur temps à verser de vraies larmes sur leurs femme et enfants et à nous apporter de gros blocs de viande qu'il fallait cuire avec une sauce à la farine et beaucoup de pommes de terre. Après Villersexel, quand les autres sont arrivés, enragés, pillant tout, ils ont protégé notre maison en disant que nous avions la petite vérole... »

Réflexion d'une bonne femme entendue pendant que je monte la faction : « On n'est déjà pas pour si longtemps sur la terre et les Puissances nous massacrent. Si toute la terre était de même *(sic)*, ça n'arriverait pas. » Il y a du sens dans cette remarque si naïvement formulée. Arrivent les restans d'un bataillon du ***me d'infanterie, qui a été quelque peu éprouvé entre Cernay et Thann. Ils nous disent leurs impressions : j'en reparlerai quelque jour.

Le 13 août, un habitant me passe un journal de Paris de l'avant-veille, aubaine inespérée et longtemps attendue. Je n'y

apprends d'ailleurs rien d'essentiel que je n'aie lu quotidiennement dans le *Bulletin des Communes* qu'affichent régulièrement les mairies et auquel succédera pour nous, dans quelques jours, quand nous irons en Alsace, le *Bulletin des Armées de la République*. Vers quatre heures, deux aéroplanes allemands viennent planer au-dessus de nous très haut, filant vers Belfort. Immédiatement, le fort de Roppe envoie une quinzaine d'obus; on voit très bien, jusqu'au zénith, la flamme d'éclatement de ceux-ci et le petit nuage de fumée blanche très compact et persistant de plusieurs minutes que chacun d'eux laisse à l'endroit où il a éclaté. Ce sont des obus spécialement construits à cet effet, et ces petits nuages servent de repères pour régler le tir et assurer les coups suivants.

Les soldats regardent, et rient; les avions allemands ne paraissent nullement les impressionner. Le premier de ces avions ne paraît pas avoir subi de dommage et nous le verrons dans une demi-heure revenir vers l'Allemagne, ayant sans doute accompli sa mission et s'élevant très vite au-dessus de nous pour éviter les nouveaux obus qui le saluent au retour. Quant au second, il a été blessé par la première bordée et nous le voyons tomber assez vite à quelques kilomètres de nous. Morts ou vivans, ceux qui le montent seront pris dans quelques instans.

Au petit café du bourg où nous faisons la popote, trois artilleurs du ***me trinquent. L'un d'eux, au milieu de la conversation, me dit avec simplicité et sans tristesse apparente : « Mon frère est mort hier à l'hôpital de Belfort de deux balles reçues à Cernay. Nous sommes encore cinq frères sous les drapeaux. » Il semble trouver cela tout naturel, puis vide son verre d'un seul coup. Cette nuit, les projecteurs des forts voisins balayent le ciel de leur grand cône lumineux. Gare aux avions ennemis! Jupiter, à l'horizon sud, brille d'un éclat immobile au milieu des étoiles qui frémissent doucement. La Voie lactée est si apparente qu'on dirait un immense cumulus blanc et long qui barre le ciel. Nous couchons cette nuit-là dans une grange où le foin sent bon; les poules nous sonnent le réveil. Les bouches inutiles du village sont évacuées. Aux autres on distribue le pain soigneusement fractionné. Ils font une longue queue devant le poste.

Je profite d'une seconde de liberté pour monter au fort de

Giromagny où je connais un officier; une grande activité y règne. Réservistes et territoriaux s'initient au maniement des pièces. De là-haut la vue est merveilleuse, d'un côté sur le Ballon d'Alsace trônant tout dénudé au milieu des Vosges, et de l'autre sur la trouée de Belfort et une ville dont les cheminées fument au loin. Partout de vastes fumées d'incendies. Ce sont les forts qui dégagent leurs abords des arbres et des broussailles.

A l'heure des repas, à la T. P. L. G. (Tout pour la... bouche), petit groupe gastronomique fondé par des sous-officiers et où on a bien voulu me faire l'honneur de m'admettre, on se délasse des sévérités du service en laissant toutes bondes ouvertes au torrent joyeux des gauloiseries. Certaines sont réellement amusantes, mais leur caractère ne me permet, hélas! pas de les rapporter ici.

Voici deux sergens du génie chargés du ravitaillement de leur compagnie. L'un d'eux nous raconte que, lors de notre première entrée à Mulhouse, il a été reçu de façon admirable, et avec toute l'obséquieuse amabilité germanique, par une famille bourgeoise allemande composée du père, de la mère, d'une jeune fille, d'un jeune homme de dix-huit ans qui l'ont piloté toute la journée et comblé de mille gâteries. Le soir, quand il nous fallut momentanément et brusquement quitter la ville sous la poussée de forces supérieures, il vit le même jeune homme lui tirer de sa fenêtre un coup de fusil dans le dos. Sans commentaires!

Je remplace mes souliers décidément trop citadins et incapables de résister longtemps, par ceux d'un chasseur à cheval allemand de Mulhouse, qui était descendu pour faire le coup de feu dans une escarmouche et qui a suivi gentiment les nôtres jusqu'au cantonnement. Ces bottines toutes neuves étaient dans les sacoches de la selle; elles sont fort bien faites, cousues à la main, le talon cerclé de fer. Je voudrais bien les rembourser à leur propriétaire, mais comment faire? Le manteau du chasseur est d'un joli drap gris, mais qui comme qualité ne vaut pas les nôtres. Chacun essaie ce trophée.

Notre avant-dernier cantonnement avant d'entrer en pays ennemi est Anjoutey. Il y a déjà par là un certain nombre de tombes fraîches de soldats allemands. Nous voyons arriver quelques éclopés du ***me d'infanterie conduits dans un char échelle par un vieil Alsacien de quatre-vingts ans, à la figure

rasée et franche. Il ne parle que son patois. Nous leur donnons à lui et à eux un peu à manger sur notre ordinaire qui continue à être abondamment pourvu de nourriture fraîche. Ce sont presque des enfans. Ils ont l'air fatigué, mais une flamme dans les yeux. Ils se sont battus l'avant-veille près de Reppe. Notre canon de 75 a fait merveille. Des Prussiens qui s'avançaient en masse, en colonne par quatre, ont été fauchés par lui soudain et sont tombés ...toujours en colonne par quatre. L'un de ces petits soldats nous raconte que, parmi les monceaux de cadavres prussiens, il en a vu un resté debout sur ses jambes, figé et comme pétrifié par la mélinite dans cette attitude. Encore une nuit de faction nocturne sur un petit pont, et cette fois sous la pluie torrentielle. Les seules personnes que j'arrête sont des officiers et quelques gardes d'écurie. On regrette le chaud soleil. Le réduit où nous couchons sur la paille a servi à abriter la veille une dizaine de prisonniers prussiens. Déjà quelques chevaux crevés par-ci par-là.

Avant, on a fait la popote chez le cordonnier du pays. Il admire en connaisseur mes chaussures allemandes. Il nous parle de sa voix posée et calme, dans l'échoppe bien chaude, tandis que la pluie tambourine aux vitres. Il refait des talons à de vieilles chaussures tout en parlant, les coupe avec le tranchet, les ajuste avec la râpe, les cloue sur la bigorne posée entre ses genoux serrés, le dos un peu voûté pour avoir été penché trop d'années. Le cuir a une bonne odeur. Au mur une vieille pendule d'Alsace, des cuirs, des boîtes de clous. Il nous dit qu'un aubergiste de Bussang (côté allemand) qui avait miné la voûte de la route et avait avant de partir empoisonné son eau et son vin dont plusieurs dizaines de nos soldats furent malades à en mourir presque, a été repris et fusillé ici il y a deux jours. Il y avait encore ici un déserteur alsacien, sous-officier, fils d'un grand industriel allemand, qui dans son uniforme badois circulait librement parmi nos hommes et mangeait avec eux. Il a été dirigé vers l'arrière s'il veut s'engager chez nous. A un moment, un visage triste de paysan se colle derrière la vitre embuée. C'est un voisin. Il dit : « Ma mère vient de mourir. » Le cordonnier dit : « Ah ! » Là se bornent ses condoléances. Ces simples parlent moins qu'ils ne pensent. Un quart d'heure après, les cloches de l'église se mettent à sonner. « C'est pour le trépas, » dit le cordonnier. C'est l'usage

ici. Elles gémissent longtemps, plus d'une heure, et leurs sourdes notes de bronze sont tristes dans la pluie de ce pays vosgien.

Bonne nuit chez un paysan. Dans toute cette contrée, les lits sont faits de bizarre façon : pas de drap supérieur : il est remplacé par la face inférieure de la taie dont s'enveloppe l'édredon qui est quadrillé de bleu ou de rouge en dessus et blanche en dessous. Un motocycliste nous apporte le courrier. Il y a quelques lettres pour moi qui ont mis deux semaines à me parvenir.

Après une dernière étape qui nous dépose à la Chapelle-sous-Rougemont, par un temps gris de pluie fine, à travers un pays charmant de bruyères mauves que parsèment de minces bouleaux tordus, on voit beaucoup de troupes et de convois sur les routes. A la Chapelle, des alpins, des dragons, des artilleurs. Un jeune médecin-major me fait un récit émouvant du combat de Nider-Anspach. J'y reviendrai plus tard. Un va-et-vient continuel d'autos ambulancières pleines de blessés, la croix de Genève au vent, anime le village. Toutes les autos d'excursion des pays de tourisme, toutes celles des grands hôtels, ont été réquisitionnées pour ce service qu'elles assurent admirablement. Tous les « Splendide Hôtel », tous les « Continental, » tous les « Beauséjour », de Nice et des villes d'eaux ont là leurs autos et dedans des malades ou des blessés évacués sur Belfort et au delà. Ce service, comme ceux de l'intendance, fonctionne d'une façon étonnante.

Le 19 août, nous quittons la Chapelle. A un kilomètre de là, nous passons à côté du poteau frontière, une petite pyramide de granit qui est renversée sur le bord de la route, la pointe vers le côté allemand. Sur le dessus, le mot FRANCE est gravé dans la pierre. Quant au DEUTSCHLAND qui doit lui faire pendant, il est invisible, écrasé sous la lourde masse de pierre, dans la boue du chemin... Nous sommes en Alsace.

CHARLES NORDMANN,
Soldat de 2e classe.

(A suivre.)

LE PONTIFICAT DE PIE X

Le pape Pie X a rendu à Dieu l'une des âmes les plus religieuses qui aient imprimé une direction aux affaires de l'Église sur cette chaire apostolique où tant de grands et de saints pontifes se sont assis. Au printemps de l'année dernière, la santé de l'auguste vieillard avait subi une atteinte grave dont il semblait qu'elle ne se fût pas complètement relevée. On l'avait vu se dresser encore pour prononcer, en imposant la barrette à de nouveaux cardinaux, une de ces allocutions où ses idées et son caractère apparaissent quelquefois mieux que dans les actes solennels de son pontificat. Et, chez un homme dont on sentait décliner les forces, cette affirmation énergique de ses tendances et de ses convictions ne pouvait qu'impressionner.

Le début de la guerre coïncidait avec le onzième anniversaire de l'élection qui avait conféré à Giuseppe Sarto, désormais Pie X, fils d'humbles paysans de Riese, dans la Marche de Trévise, la plus haute puissance morale de l'univers. Et le Pape, qui avait tenté vainement un appel à cet autre vieillard, l'empereur d'Autriche, dont l'intervention s'était montrée au conclave de 1903, voulut élever à cette occasion sa voix affaiblie pour une exhortation à la paix qu'on n'entendit point. Dix-sept jours plus tard, le Père commun de ceux qui s'entr'égorgeaient sur des champs de bataille, ayant béni, à Rome, des séminaristes partis pour des armées adverses, ayant ouï parler d'atrocités sauvages, de curés fusillés, brisé par l'âge, l'usure, la maladie, les émotions, expirait, après une brusque rechute, dans une chambre au sommet du Vatican. Son agonie brève s'achevait, dans la prière, dans le sacrifice de la vie du pasteur pour son troupeau, au bruit loin

tain de tout ce fracas meurtrier, pendant la nuit du 19 au 20 août 1914, tandis que près de lui l'assistaient des prêtres, les deux sœurs qui lui restaient avec une nièce, son fidèle entourage vénitien.

On a dit que, contraint d'abandonner la lagune et son pays aimé de Venise sans espoir de retour, il aurait désiré revenir au moins reposer sous le *bel san Marco*. Il avait modifié depuis ses intentions, réglant avec précision ce qui concernait ses funérailles et sa tombe. Il avait défendu qu'on l'embaumât; il avait choisi le lieu définitif de son repos dans les grottes vaticanes, ces galeries qui s'étendent sous Saint-Pierre, à l'entour et en avant de la Confession. Et il s'est trouvé que Léon XIII, son prédécesseur dont le sépulcre est vide à Saint-Jean-de-Latran, dormait encore dans la tombe provisoire, au-dessus d'une porte, où l'on hisse traditionnellement le pape mort, quand la dépouille de Pie X a passé pour descendre aux *Grotte vecchie*. C'est la partie la plus basse de la crypte aménagée par des papes constructeurs du vaste édifice, de Paul III à Paul V, qui garde, sous ses voûtes sans architecture, les vestiges et le pavé de l'ancienne basilique, des monumens divers de l'histoire et de la papauté. Des débris, des inscriptions, des sarcophages, des statues, sont aux parois, le long des murailles de ces souterrains sombres et parfois étroits.

C'est dans ces catacombes que, le soir du 23 août, quatrième jour après sa mort, Pie X est allé attendre l'heure du réveil universel. On a procédé aux cérémonies rituelles de la mise en triple bière, ce pendant que les chantres entonnaient les répons liturgiques, des motets chers au restaurateur de la musique sacrée. Puis le cortège s'est formé pour mener le pontife à travers la nef illuminée cette fois, la nuit tombée, sous la majestueuse coupole, sous le baldaquin du Bernin, jusqu'au seuil de la Confession. Et l'on vit le pape Pie X disparaître mystérieusement dans la crypte, près du tombeau de l'apôtre, comme s'il s'enfonçait dans les profondeurs de l'histoire.

*
* *

Les onze années du pontificat de Pie X marqueront pour l'Église à la suite des pontificats de Pie IX et de Léon XIII qui ont duré respectivement trente-deux et vingt-cinq ans. Beaucoup plus court, le règne de Pie X, monarque sans royaume qui

ne voulait pas avoir de politique, n'aura pas été moins important. Et ces trois quarts de siècle, qui embrassent trois pontificats avec leurs alternances, leurs réactions, leurs changemens de direction, forment une chaîne qui unit fortement Pie IX, Léon XIII et Pie X. Avec eux s'ouvre une ère, dont on ne saurait dire quand elle sera terminée. La force et l'autorité dont ces trois papes, si différens par l'esprit et le caractère, ont été revêtus dans l'Église apparaissent très grandes.

Le pontificat de Pie IX, c'est la diminution, puis la fin du domaine temporel; c'est plus encore l'extension continue du pouvoir spirituel et du pouvoir moral de la papauté. Pie IX, aimable et séduisant, ardent et familier, orateur enjoué, impétueux et touchant, conquiert les cœurs. Et le culte du Pape s'installe, grâce à lui, dans la dévotion des fidèles, pendant que, par ses actes, l'autorité du Pape grandissait partout. Nulle part ces progrès et ce triomphe de la Papauté n'éclatent mieux qu'en France où, sous l'action de Pie IX, aidée par les circonstances, disparaissent les derniers vestiges de l'esprit gallican. Et la même année, à deux mois de distance, voit la proclamation, à Rome, par un concile, de l'infaillibilité doctrinale du Pape et l'écroulement de son règne temporel. Et huit ans plus tard, Pie IX, enfermé dans son Vatican, entouré de la vénération exaltée du monde catholique, insouciant de trouver l'indifférence ou l'hostilité chez les gouvernemens que sa politique de mysticisme intransigeant n'a pas gagnés à l'Église, meurt à Rome en même temps qu'y meurt le premier roi d'Italie.

Après lui, le pontificat de Léon XIII continue et achève Pie IX en paraissant le contredire quelquefois : c'est le rapprochement et l'entente avec les gouvernemens, sauf un seul; c'est l'extension du pouvoir moral de la Papauté et de son prestige dans le monde. Léon XIII a compris la situation et les conditions nouvelles de la Papauté, le rôle qu'il lui serait possible de jouer; il a revendiqué ce rôle sans renoncer à la revendication matérielle, nécessaire, selon lui, pour mettre la Papauté en état de l'exercer (1). Jusqu'où, dans sa pensée, allait cette revendication matérielle, il n'a jamais eu à le dire expressément. La véritable et profonde dissidence entre Léon XIII et l'Italie portait sur la conception toute différente qu'ils se faisaient de la

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er août 1903, le très bel article de M. Georges Goyau sur *Le Pape Léon XIII*.

Papauté. Pour l'Italie, la Papauté restait la puissance italienne qui devait toujours servir le pays qui l'avait dépossédée. Pour Léon XIII, la Papauté était et devenait de plus en plus la puissance mondiale et universelle. Il pouvait être vrai que l'Italie, en lui prenant un petit territoire, avait contribué à la pousser dans cette voie. L'unité italienne, avec Rome capitale, si elle ne visait pas à l'asservir, la Papauté devait avoir pour conséquence de la désitalianiser. Le caractère dominant du pontificat de Léon XIII, c'est le souci qui ne l'a jamais abandonné de montrer et de mettre la Papauté en contact avec le monde, de lui ouvrir les larges horizons, de lui attirer partout des sympathies. Qu'il se soit ou non mêlé une part de rêve et d'illusion, même, si l'on veut, quelque recherche de gloire personnelle, aux idées généreuses et nobles d'un Léon XIII, il n'en est pas moins vrai que ce sont elles surtout qui ont fait la grandeur du nom laissé par lui dans le monde et qui l'ont imposée bien au delà du cercle de ses fidèles. Un écrivain italien, que la politique italienne de Léon XIII ne pouvait satisfaire, mais qui avait aussi l'esprit noble et généreux, Antonio Fogazzaro, a marqué ce trait admirablement dans une simple phrase : « Il a forcé, disait-il du Pape au lendemain de sa mort, à penser à lui non seulement ceux qui ne croyaient pas en son autorité, mais encore les hommes qui avaient une autre foi, et même les hommes qui n'avaient point de foi. »

***

Le 31 juillet 1903, s'ouvrait le conclave qui devait désigner le successeur de Léon XIII. Un tel pontificat, par sa durée, par les directions et les idées qui l'avaient marqué si fortement, par toutes les questions de politique qu'il avait soulevées, ne pouvait manquer de laisser après lui des mécontens. Il y avait des gens pour critiquer les tendances larges et les idées; d'autres se plaignaient que la préoccupation politique eût trop absorbé. La politique italienne du Pape mort et son attitude à l'égard de l'Italie n'avaient pas été sans déplaire à certains catholiques italiens. La politique anticléricale française, qui, sourde à la voix du bon sens et de l'intérêt national, avait répondu si mal aux avances d'un Pape exceptionnellement disposé pour la France, était alors à son apogée : elle servait d'argument puissant contre la politique de Léon XIII, qui paraissait avoir

échoué. Il y avait enfin la Triple Alliance et ses efforts, prêts à tout pour exercer et modifier une politique qu'à tort ou à raison elle jugeait avoir travaillé contre elle. Le *veto* de l'Autriche, qui venait atteindre le cardinal Rampolla, était l'expression de toutes les défiances éveillées contre le fidèle secrétaire d'État de Léon XIII. Mais est-ce le *veto* autrichien qui a été la vraie cause de l'élection de Pie X? Nous croyons plutôt qu'il faut la chercher dans l'idée très répandue alors qu'il fallait un Pape « religieux, » comme on disait alors, un Pape étranger à la politique, même étranger à la curie romaine, l'évêque d'un diocèse italien et d'un diocèse situé dans l'Italie du Nord.

Ce fut le cardinal Ferrari, archevêque de Milan, qui le premier prononça le nom, appuyé par son collègue de Turin, du cardinal Sarto, que l'on murmurait faiblement avant le Conclave. Deux cardinaux de curie, d'abord le cardinal Agliardi, puis le cardinal Cavagnis, tous deux originaires de Bergame, devaient le recueillir. Un autre cardinal de curie, qui était de l'Ombrie, le cardinal Satolli, parut le découvrir et se fit l'agent le plus actif de la candidature Sarto. On a remarqué plus d'une fois depuis que les premiers champions de l'élection du cardinal de Venise n'avaient pas toujours semblé complètement d'accord avec toutes les directions du pontificat de Pie X.

Tous les témoignages montrent le cardinal Sarto, au conclave, recueilli dans les larmes et la prière, ému, accablé, protestant de son indignité. Il fallut recourir à la pression de vives instances pour emporter, vers la fin, le consentement de son humilité. Ce qui emporta toutefois les dernières résistances du prêtre, ce ne sont pas les insistances de ses collègues les cardinaux, c'est le sentiment d'un grand devoir. Quand le matin du 4 août, le scrutin proclamé, les cardinaux s'avancèrent vers lui, quand le doyen prononça la formule : « Acceptes-tu? » le futur Pape épuisé, tremblant et pleurant, répondit d'abord par les paroles du Christ aux Oliviers où il est question du calice et de la volonté divine. A une seconde interrogation, il se redressa pour déclarer d'une voix plus assurée : J'accepte ; je me nomme désormais Pie X.

***

On a dit souvent de ce Pape qu'il puisait ses inspirations au pied de son crucifix. On a dit et répété qu'il était le Pape

de l'absolu, dédaigneux du réel, insouciant des pures contingences humaines. Il y a sans doute une part de vérité dans de telles assertions qui peuvent rendre raison d'un certain nombre de ses déterminations. Elles ne suffisent pas à les expliquer toutes, car Pie X n'a pas toujours été le Pape de l'absolu : en ce qui concerne l'Italie, il s'est inspiré plus d'une fois de la réalité. Pour le bien comprendre, il faut remonter à ses origines.

Il est l'homme d'un milieu dont on ne saurait exagérer l'influence sur lui. Ce milieu si particulier, il y est né, il y a grandi, il y a passé soixante-huit années jusqu'au moment de le quitter dans les regrets, pour la solitude du Vatican. Forcé de vivre là dorénavant, en sa qualité de chef suprême de la hiérarchie et du monde catholique, il continue de vivre, plus qu'avec son entourage officiel, avec ses deux secrétaires vénitiens, auxquels il accorde sa vraie confiance. Près de lui, il a ses sœurs qu'il a fait venir; elles ne tiennent plus le ménage du Pape, comme celui de l'abbé, du prélat, du cardinal; mais il les voit souvent. Avec elles et ses fidèles compagnons, il parle encore le cher dialecte!

Ce dialecte vénitien, l'un des langages les plus gracieux et aimables, se nuance suivant les régions. Pie X, né à Riese, élevé au gymnase de Castelfranco, séminariste à Padoue, vicaire à Tombolo, curé à Salzano, chanoine, directeur du séminaire et chancelier de l'évêché à Trévise, évêque de Mantoue, patriarche à Venise, a habité successivement des régions diverses dans la Vénétie de terre ferme et de la lagune. Il n'existe de lui qu'une biographie originale et documentée et cette vie, écrite au commencement du pontificat, s'arrête au moment où commence celle que l'histoire retiendra. Elle peut bien souvent servir à la faire comprendre. La première vie du pape Pie X, beaucoup plus longue que l'autre, est si unie et si simple, si dénuée de grands événemens, que ce gros volume, mal composé, mais si curieux, est surtout la peinture, et c'est son intérêt capital, de tous les milieux vénitiens qu'a traversés Pie X et parmi lesquels il s'est formé (1).

Le village de Riese où le futur Pape est né, le 2 juin 1835, de Jean-Baptiste Sarto et de Marguerite Sanson, est un « pays »

(1) *Papa Pio X, nella sua vita e nella sua parola*, 1 vol. in-4°, 720 p., Benziger, 1905. L'ouvrage, orné de très nombreuses illustrations, a pour auteur Mgr Marchesan, professeur au séminaire de Trévise, où il a été l'élève du Pape.

minuscule dans la province et le diocèse de Trévise, entre Castelfranco et Asolo, château pittoresquement assis sur les contreforts des *prealpi*. Le petit paysan Giuseppe Sarto s'en allait à pied chaque matin, à sa classe de Castelfranco, sept kilomètres de route blanche bordée d'ormeaux à travers les cultures de cette campagne riante qui s'étend entre la montagne et la lagune. L'humble village de Riese, l'humble maison natale de Pie X, à côté de l'auberge *Alle due Spada* où l'on était servi par les siens, où l'on pouvait, l'été, causer avec les sœurs venues de cette Rome où le retenait sa papauté, tout cela pouvait rappeler à un visiteur de France les origines de tant de membres de notre clergé. Une vie pauvre et droite, la piété et le travail, les fortes vertus familiales, la charité pour les plus pauvres et le respect naturel pour ceux qui sont au-dessus, voilà l'héritage que Pie X a trouvé. Et c'est à peu près l'héritage qu'il a laissé. Cette famille, restée toujours pareille, il a refusé de l'élever. Le « népotisme, » depuis longtemps disparu à Rome, a semblé une chose encore plus complètement périmée sous le pontificat de Pie X. Très loin de Rome, à quelque distance de Riese, on pouvait, jusqu'à ces derniers temps, rencontrer sur la route un ecclésiastique, son gros parapluie sous le bras. C'était le propre neveu du pape, don Parolin, curé-archiprêtre de Possagno, patrie de Canova, petit endroit montagneux et charmant, archiprêtré fort peu brillant. Dans un autre siècle, celui-là eût été le « cardinal-neveu » occupant la place du cardinal Merry del Val et remplissant ses fonctions qu'il eût peut-être remplies très bien.

L'enfant de Riese, l'écolier de Castelfranco obtint une bourse au séminaire de Padoue où il poursuivit toutes ses études. Rentré dans son diocèse de Trévise, « chapelain, » puis curé dans deux bourgades rurales, il y fit, dans un petit cercle, l'apprentissage des hommes en commençant d'exercer son zèle sacerdotal. Ce zèle et les vertus du prêtre, il les cultiva ensuite chez lui et chez les autres à Trévise, en récitant l'office dans une stalle cathédrale, en dispensant au séminaire l'enseignement religieux et la direction spirituelle, tandis que des postes administratifs à l'évêché lui montrèrent le côté pratique des réalités ecclésiastiques. Les recommandations de plusieurs évêques et du cardinal Parocchi le désignèrent pour l'évêché de Mantoue : il y passa neuf années dans le gouvernement d'un

diocèse réputé difficile où il y avait à organiser et à réformer. Réformateur, administrateur ferme et sévère, inflexible sur la tenue extérieure et morale de son clergé, soucieux aussi de celle des églises et s'intéressant déjà à la musique sacrée, tel il apparaît à l'évêché de Mantoue, comme à Venise, et, plus tard, à Rome. Il est créé patriarche de Venise en juin 1893, en même temps qu'il reçoit le chapeau. Mais il ne vint occuper le siège qu'au mois de novembre de l'année suivante. Une longue contestation avec le gouvernement italien, qui réclamait pour lui un antique droit souverain sur la nomination du patriarche, se dénouait par un accord de fait sur le choix du Saint-Siège. En revanche, le Saint-Siège remplaçait des Lazaristes français par des capucins italiens dans la Mission de l'Érythrée.

L'entrée solennelle dans Venise qui l'acclame, par le Grand Canal pavoisé, c'est sans doute le plus beau jour dans la vie de Giuseppe Sarto, c'est celui où il ne pleura point. Le siège patriarcal de Saint-Marc est pour le paysan de Riese l'échelon suprême, inespéré, de cette carrière ecclésiastique toute vénitienne dont il a gravi les autres par une ascension continue à l'ombre du campanile qui domine et borne son horizon. Ce campanile qu'il pouvait distinguer jadis par les temps clairs de son pays de terre ferme, il l'a vu crouler un jour, et cette chute a pris pour lui, comme pour le peuple de Venise, les proportions d'un cataclysme historique. Il n'a pas vu celui qui a été relevé à sa place ; il envoya sa bénédiction de Rome, pour la Saint-Marc de 1912, après avoir voulu payer la refonte des cloches du carillon. Pour la Saint-Marc de 1903, bien peu de temps avant de perdre des yeux cet horizon, il avait béni la première pierre et prononcé à cette cérémonie officielle, que présidait un prince de la maison de Savoie, un discours patriotique et religieux, très significatif de ses sentimens vénitiens et italiens.

A Venise, il a pu concevoir et pratiquer une politique qu'il a favorisée depuis chez les catholiques d'Italie. Le jour de son entrée, sur le Grand Canal, un édifice n'était pas décoré, celui du municipe anticlérical. Quelques mois après, les élections substituaient à celle-ci une municipalité « clérico-modérée, » à l'avènement de laquelle le patriarche ne s'était pas caché de travailler. Il commençait à Venise des choses qu'il devait pousser plus loin sur un plus vaste théâtre : réforme de la musique, de la discipline, guerre implacable aux nouveautés. Dans les rap-

ports avec le monde catholique italien, il contractait des amitiés et des inimitiés que, les unes et les autres, il n'a pas oubliées. Affable aux petits et aux grands, largement charitable, bon avec des traits d'intransigeance accusée, avec cette nuance de sensibilité qu'on relève parfois en Italie dans le caractère vénitien, qui n'exclut pas, dans ses effusions émues, une certaine sévérité, très aimé de tous, chez les laïques peut-être un peu plus que parmi le clergé, il était figure populaire à Venise. Moins connu dans le reste de la péninsule et à Rome en dehors de quelques autres religieux, il était ignoré du monde; il avait jusqu'ici vu le monde dans ce cadre vénitien.

***

Rien ne lui était moins familier que Rome ; à soixante-huit ans, au cours d'une longue carrière, il y était à peine venu en passant. Il semblait garder à l'endroit des pratiques et des habitudes romaines une sorte de méfiance instinctive. A l'encontre de ses prédécesseurs Pie IX et Léon XIII, qui étaient aussi ou avaient été longtemps des évêques de diocèses, mais qui, formés à Rome, imprégnés d'esprit romain, ayant exercé des fonctions diplomatiques et politiques, n'avaient guère perdu Rome des yeux, surtout le dernier, ce monde romain lui était complètement étranger.

La conception romaine des choses de l'Église, appuyée ici sur l'histoire et les traditions, c'est une part accordée, sans altérer la majesté de l'édifice, sans fléchir la rigueur du dogme et de la discipline, à l'élément humain dans le domaine religieux. L'Église romaine, dépositaire d'une doctrine et d'une règle morale, est aussi un gouvernement qui, comme tel, admet le système de ne point s'abstraire des conditions parmi lesquelles vivent et meurent les hommes.

Des âmes pures, ardentes, intransigeantes, supportent parfois avec peine de telles combinaisons, qui souvent ont apporté de la paix et du bien au monde. C'est une combinaison que le Concordat de Bonaparte et de Consalvi. Rome a hésité et pesé avant d'accepter; Rome a accepté. Qui dira, sans parler de bienfaits d'ordre différent, ce qui a pu pousser d'œuvres de piété et de vie religieuse à l'ombre du Concordat? Ce Concordat, qui n'était pas pour l'Église sans inconvéniens, ce n'est pas Pie X qui l'a dénoncé; c'est d'un autre côté, pour lequel il avait tant

d'avantages, qu'est venue la rupture. Pie X, intransigeant certes sur plus d'un point, inflexible sur ce qu'il juge essentiel pour l'Église, rejette-t-il partout les combinaisons de l'ordre politique et humain ? Il ne paraît pas toujours exact de l'affirmer.

Il faut distinguer, suivant les domaines, ceux où l'intégrité de la doctrine ne lui semblait pas engagée, parfois aussi, suivant les pays, ceux qu'il connaissait mieux et où il était naturel qu'il fût un peu plus sensible aux contingences. Voici un pays, l'Italie, que Pie X connaît mieux que les autres et dont il s'est soucié davantage. Il n'a pas fermé les yeux aux contingences italiennes. Et s'il est vrai que, pour quelques-uns au moins de ceux qui l'avaient choisi, le désir qu'on en tienne compte soit entré en jeu, il n'a pas déçu complètement leurs espérances. Il n'a pas tranché la question qui importait le plus aux Italiens, conformément à leurs affirmations nationales et à la façon dont s'est constituée leur unité. Il a eu soin de réserver et même de formuler au besoin les protestations du Saint-Siège. Mais il était visible que la revendication du pouvoir temporel laissait personnellement Pie X indifférent. Il était né et avait grandi dans une province encore sujette de l'Autriche; son patriotisme l'avait vue avec joie rattachée à l'Italie unifiée. Sensible à l'intérêt national, il avait eu des relations courtoises avec des fonctionnaires du royaume; il a continué à les accueillir. Il avait rendu ses devoirs aux souverains et aux membres de la famille royale. Une de ces histoires que se plaît à colporter l'imagination italienne, où il entra parfois quelque vérité morale dans l'inexactitude matérielle, l'a fait se retrouver mystérieusement, un soir, avec la reine Marguerite au Vatican. On a rapporté qu'il disait en parlant : *notre* armée, *notre* flotte. A-t-il dit *notre* roi ?

D'autres allaient plus loin; il les arrêtait, il ne les a pas condamnés ni contredits formellement. La question la plus grave et la plus agitée depuis longtemps était celle de la participation des catholiques italiens à la vie publique. En maintenant l'interdiction officielle de prendre part aux élections politiques, en refusant d'abolir pour elles le *Non expedit*, la prudence avisée de Léon XIII, qui froissait en Italie bien des gens, tenait surtout à écarter l'idée du parti catholique qu'il jugeait ailleurs gênant, qu'il devait juger bien plus gênant encore et plus dangereux en Italie. Pie X a cherché aussi à empêcher la formation du parti catholique, mais en favorisant l'entente élec-

torale des catholiques avec les élémens qui pouvaient les aider dans la lutte contre les partis antireligieux. Par là, on entrait dans la politique italienne, ce que Léon XIII avait voulu éviter. On déclarait qu'il pourrait y avoir des « catholiques députés, » mais non des « députés catholiques : » nuance subtile. On recommandait de voter surtout pour les autres, les évêques restant juges, maîtres de donner l'investiture et de décider de la dispense du *Non expedit*. Le résultat d'un système un peu compliqué a été l'intervention de plus en plus avouée et étendue des catholiques dans les élections; c'est en réalité leur entrée, qu'il est impossible d'arrêter, dans la politique de l'Italie.

Un rapprochement de fait, plus fort que les protestations et les contestations qui venaient le contredire, s'est établi entre l'Italie et le Saint-Siège, avec le pontificat de Pie X. Et ce rapprochement tacite ne caractérise pas moins ce pontificat pour l'histoire que l'intransigeance doctrinale qu'il a si catégoriquement affirmée. Il a été facilité par nos fautes sans que nous ayons eu le droit et la possibilité de nous plaindre des avantages que l'Italie devait en retirer. Une politique moins aveugle et bornée que celle de la République aurait compris que, pour le jour où le Saint-Siège et l'Italie se rapprocheraient d'une façon quelconque, plus encore dans le cas probable d'un rapprochement indirect, à peine sensible au spectateur lointain, il serait pour nous bien grave de n'être plus représentés auprès du Vatican, de n'être plus en état de causer avec Rome et d'y défendre les intérêts français. Le rapprochement s'est sans doute opéré de lui-même par l'action lente, par le contact et la pénétration des hommes et des milieux. L'histoire dira dans quelle mesure il aura été l'œuvre du pontife qui ne s'y est pas opposé.

Ce caractère italien restera la marque du pontificat de Pie X. Plus d'une des mesures que Pie X a prises, plus d'une de ses directions pour l'Église lui ont été peut-être suggérées par ce qu'il savait de certains milieux italiens. Si l'intransigeance mystique qu'on a voulu noter chez lui, en négligeant trop quelquefois le sens ferme et pratique qu'il a manifesté à côté, n'est pas, à première vue, une vertu spécifiquement italienne, l'Italie trouve chez elle plus de facilités pour s'en accommoder. Et Pie X connaît ici la plupart des hommes directement. Pour quelques-uns, dont il lui était impossible de suspecter la foi et

la piété, il a eu des ménagemens qu'il n'a pas toujours eus pour des personnalités éminentes dans d'autres pays. Tel religieux aux idées larges et généreuses a gardé sa confiance et a reçu d'importantes missions. Et tels autres, atteints par un blâme et des mesures du Saint-Siège, n'ont pu s'empêcher de garder quelque sentiment pour le pontife italien. Sentiment touchant et au fond légitime. Pie X a rendu service à l'Italie.

L'Italie sceptique et l'Italie officielle n'ont pas cessé, malgré les difficultés de détail et les témoignages d'une intransigeance qui ne les touchait guère, de regarder d'un œil sympathique le pontificat de Pie X. L'Italie a fini par revendiquer, après sa mort, la gloire italienne d'un Léon XIII ; elle n'a pas eu de peine, sentant qu'elle lui devait de la reconnaissance, à adopter Pie X de son vivant.

***

Il y a, chez Pie X, un écrivain et un orateur italiens qu'il est bien intéressant d'étudier. L'italien d'un Léon XIII, qui a tant excellé, dans ses lettres, à faire dire de grandes choses à la majesté de la langue latine, c'est un italien académique qui peut sembler celui d'un membre de « l'Arcade. » L'italien du pape Pie X est plus direct ; il révèle son esprit, il jaillit quelquefois de son cœur. Il faut lire, dans le texte original, telle allocution aussi importante par sa signification que des actes plus solennels. Il faut lire telle encyclique que le Pape a rédigée lui-même en italien, notamment ces deux lettres sévères, *Il fermo proposito, Pieni l'animo,* qui fixent des règles pour l'action catholique et populaire en Italie. Il n'est pas indifférent de lire ainsi l'encyclique *Gravissimo,* qui condamne et repousse définitivement la loi française de séparation. On a fait remarquer très justement que, dans l'italien, langue où il a été d'abord écrit, on aperçoit mieux les sentimens qui inspirent ce document (1).

Si l'on voulait voir là une simple marque du fait que Pie X a moins connu la France que l'Italie, il faudrait se demander aussi à qui incombe surtout la faute de ce qu'il n'ait pu la connaître davantage. C'est un grand malheur que son avènement ait coïncidé avec le plus haut point de notre politique anti-

(1) Maurice Pernot, *La Politique de Pie X.*

cléricale, qu'une maladresse diplomatique, divulguée au milieu de querelles misérables, ait suffi à amener la rupture de nos relations avec le Saint-Siège, qui nous était si préjudiciable. On se rappelle les considérations avec lesquelles a été faite la loi de séparation. Cette loi, préparée dans des intentions de guerre, améliorée trop faiblement par de courageuses initiatives et par les retours d'un rapporteur avisé, restait l'instrument qu'après des délais et des interventions dont on n'a pas perdu la mémoire, le Saint-Siège devait interdire aux catholiques français d'accepter. L'état de choses qui a suivi, avec l'admirable soumission des catholiques de France, leur généreux sacrifice des ressources matérielles que la loi leur laissait, rentre dans l'ordre de ces ensembles complexes et vastes, où le jugement de l'historien sent la nécessité de s'élever, comme cette détermination du pape, confirmée et complétée par d'autres, au-dessus des petites contingences. Pour juger les résultats de la politique religieuse de Pie X en France, il faut se placer peut-être à la hauteur où il s'est lui-même placé. Tous ne se sont pas élevés avec lui aussi haut; l'Église de France s'est trouvée en butte à des attaques, exposée quelque temps aux coups d'une campagne de presse qui a été une triste page d'histoire romaine. Les intentions du Pape, qui s'en est aperçu, avaient été défigurées par des serviteurs compromettans. Ceux-ci n'avaient que trop compris le parti qu'ils pouvaient tirer de l'esprit de soumission inconditionné et sans réserves à l'égard de tout ce qui venait ou paraissait venir de Rome, auquel les circonstances avaient disposé les catholiques français. Cet esprit, assez différent de celui que montraient souvent d'autres catholiques, les évêques de France n'ont pas semblé faire beaucoup pour l'éclairer et le retenir.

L'histoire aura à tenir compte de responsabilités nombreuses et très diverses, si elle veut apprécier avec équité les conditions religieuses de la France sous le pontificat de Pie X. Les catholiques français ont subi les conséquences de la rupture des relations diplomatiques: ils ont paru quelquefois traités à Rome comme s'ils y avaient été pour quelque chose. Pie X, qui n'a certainement pas voulu ce traitement, n'a été pour rien non plus dans cette rupture, qui a eu des effets désastreux, de quelque côté qu'on l'envisage, soit pour les intérêts religieux, soit pour les intérêts nationaux. Pour ces derniers, on commence enfin à s'en apercevoir. De la situation qui sortira de cette terrible guerre,

comme de celle qu'on est en droit d'attendre du nouveau pontificat, on peut espérer ces deux biens : le rétablissement des rapports avec Rome, un statut pour l'Église de France. Quand ce statut verra le jour, il faudra dire que l'attitude et la soumission des catholiques, leurs efforts méritoires dans une position difficile, auront contribué à le préparer. Et Pie X, qui, à maintes reprises, a protesté de son amour pour la France, lui aura rendu le service de fondre au creuset de l'épreuve, par son inflexible fermeté, les forces résistantes et vivaces du catholicisme français.

***

Parmi tous les pays du monde où s'est exercée l'action du pontificat de Pie X, nous noterons, quoique trop brièvement, l'importance et les difficultés particulières qu'ont présentées les affaires de l'Allemagne. Pour les longs antécédens qui expliquent les récentes affaires catholiques allemandes, il n'est pas besoin de rappeler ici la série si complète et minutieusement documentée des fortes études de M. Georges Goyau. Pie X a trouvé le Centre qu'avait trouvé Léon XIII. Il l'a trouvé plus fort en tant que parti politique. Il a trouvé chez les catholiques un particularisme plus vigoureux et plus développé qu'ailleurs. Il a trouvé l'impérialisme allemand, cette ardeur d'expansion, ce besoin de conquêtes qui, dans un pays en majorité protestant, ont employé aussi l'élément catholique à satisfaire les instincts de domination de l'Allemagne.

Des questions générales que posait partout le pontificat de Pie X se posaient ici d'une façon spéciale et elles ne s'y résolvaient pas toujours comme ailleurs. C'était par exemple la question de la confessionnalité des syndicats ouvriers qui mettait aux prises les deux tendances dites de Berlin et de Cologne, celle-ci la plus forte et la plus étendue représentant la politique du Centre et ces syndicats mixtes ou « chrétiens » qui permettaient aux ouvriers catholiques de s'associer avec des protestans. Pie X devait naturellement favoriser la tendance intransigeante, celle des syndicats exclusivement confessionnels ; il a été obligé de ne pas le faire d'une manière absolue, et de déclarer plusieurs fois que, s'il préférait les autres, il ne condamnait pas les syndicats mixtes.

Les mesures prises par le pontificat de Pie X contre le « mo-

dernisme » ont pu aussi mettre en lumière la force du particularisme allemand et la nécessité où se trouvait Rome de le ménager. On a vu un nonce dire d'abord que l'encyclique *Pascendi* n'avait pas été écrite pour l'Allemagne; plus tard, sur l'intervention des pouvoirs publics, les professeurs d'universités allemandes ont été dispensés de l'obligation de prêter le serment « antimoderniste. » Et quand une autre encyclique, celle du centenaire de saint Charles Borromée, où des expressions vives traitaient fort mal les réformateurs protestans, eut soulevé des tempêtes, il fut entendu, cette fois par une déclaration publique, sur des réclamations officielles, que l'encyclique borromienne n'existait pas pour l'Allemagne. Plus tard, enfin, tandis que le décret sur l'âge de la première communion excitait de l'émotion en France où il bouleversait les habitudes, l'Allemagne l'accueillait sans protestation, avec le ferme propos d'en tenir le compte qu'elle voudrait. Ainsi, sur plusieurs points, dans cette Allemagne à laquelle le Pape avait manifesté de la bienveillance, qui a paru obtenir souvent sous son pontificat un traitement de faveur, les directions de Pie X et la politique de Pie X rencontraient des résistances qui les arrêtaient.

***

« Nous déclarons que, dans l'exercice de notre pontificat, notre but unique est de tout restaurer dans le Christ, *instaurare omnia in Christo.* » Ainsi s'exprimait Pie X au lendemain de son élection, dans sa première encyclique, citant une parole de l'apôtre qu'il aimait à répéter. Avant d'être Pape, en effet, dans sa première lettre au clergé vénitien, il citait cette même parole et il professai qu'il ne fallait jamais « peser les jugemens ou discuter les ordres du Pape pour ne pas faire une injure directe à Jésus-Christ... La société est malade... L'unique refuge, l'unique remède, c'est le Pape. » Devenu le Pape, dans son humilité absolue, il n'a pas modifié sa conviction. Et c'est là en effet tout le programme, toute la signification de son pontificat.

Pontificat intransigeant et aussi pontificat réformateur. Il n'y a point là contradiction, s'il y a peut-être l'un de ces contrastes qui marquent le caractère du pontificat de Pie X. Il est nettement réformateur dans l'ordre purement ecclésiastique.

Réformateur d'abord du chant sacré et de la musique d'église, la première des réformes qu'il ait commencée à peine installé dans la chaire de saint Pierre. L'idée est fort belle, les principes posés d'une admirable justesse, si l'application n'a pas donné, même à Rome, tous les résultats qu'il attendait. Réformateur de la dignité du temple et de la maison de Dieu; réformateur souvent très énergique de la tenue, des habitudes et de l'éducation du clergé. L'œuvre entreprise, sous ce rapport, en Italie, est importante; on peut dire que, pour quelques régions au moins, celles du Centre et du Midi, il aura été vraiment le Pape de l'Italie du Nord.

La refonte et la codification, poussées très avant, du droit canonique, la réforme accomplie des Congrégations romaines sont des œuvres considérables qui resteront liées, pour l'histoire, au pontificat de Pie X. Sur ce terrain, la fermeté de l'ancien administrateur de diocèse, ici médiocre admirateur de l'antique et majestueux édifice romain, a eu raison de l'esprit de curie. Le système du gouvernement de l'Église par les Congrégations, s'il avait dû se modifier sous l'action des changemens et par la suppression du pouvoir temporel, n'avait pas été touché dans son ensemble depuis Sixte-Quint. La loi organique de Pie X supprime des Congrégations; elle en crée ou en renforce d'autres; elle délimite les attributions et les compétences; elle établit une justice curiale régulière; elle fixe le travail et les traitemens des employés. C'est une révolution dans un petit monde, c'est une centralisation effective, très forte, au profit de la Consistoriale dont dépendent les évêques et dont le Pape se réserve la présidence. C'est une révolution au profit de la Secrétairerie d'État, de qui relève désormais la congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires à laquelle sont rattachés de nombreux pays d'Europe et d'Amérique soustraits à la juridiction de la Propagande.

Le bénéfice de cet accroissement de pouvoir retombait sur celui dont les circonstances et le choix du Pape avaient fait un très jeune cardinal et un secrétaire d'État. On a posé souvent la question des influences exercées auprès de Pie X. Il n'est pas douteux que toutes les déterminations importantes ne puissent être attribuées qu'à lui seul, influencé ou non par des renseignemens du dehors et par des conseillers. Comme conseillers, il a eu, pour la politique, le cardinal Merry del Val, pour la théo-

logie et les affaires religieuses, le cardinal Vivès, disparu récemment, le cardinal De Lai, dont le crédit avait semblé grandir beaucoup dans ces dernières années, et qui était devenu secrétaire de la Consistoriale. Près de lui, il avait toujours ses deux secrétaires vénitiens.

*
* *

Réformateur pour l'organisation ecclésiastique, le pontificat de Pie X se montre, et plus encore, intransigeant pour tout ce qui touche à l'enseignement doctrinal de l'Église. Sa principale préoccupation, dominante de plus en plus, aura été de préserver cet enseignement de toute infiltration de l'esprit et des erreurs modernes. Il semble au Pape, qui a pris pour cela tant de précautions, qu'il n'en a pas encore prises assez. Un catholique italien, qui a approché souvent Pie X, le marquis Filippo Crispolti, a raconté que, dans une audience où il exprimait cette idée que le pontificat avait fait beaucoup pour combattre le modernisme et pour l'atteindre, Pie X lui avait répondu simplement en branlant la tête : « Croyez-vous? » Pie X n'est pas théologien; d'un esprit ferme et d'un bon sens parfois avisé dans les questions pratiques, d'une piété ardente, d'une foi mystique, il écoute les théologiens et, avec eux, les inspirations de sa prière et de son crucifix. Et cette lutte contre l'ennemi terrible, perfide, insaisissable, qui lui paraît s'être insinué jusqu'au sein même de l'Église, est un spectacle émouvant, si l'on se place, pour la voir, dans l'âme du pontife qui la livre. Le laïque respectueux ne se sent ni le droit, ni l'envie d'entrer dans ces débats qui échappent à sa compétence. Plutôt qu'exposer de graves actes du pontificat de Pie X ayant trait à cette bataille antimoderniste, on préfère relever deux discours du Pape qui marquent le commencement et la fin de ces combats, avec, entre eux, sept années de pontificat (1).

Tous deux ont été prononcés pour l'imposition de la barrette cardinalice à de nouveaux membres du Sacré-Collège. Cette cérémonie, à laquelle Pie X a donné un importance qu'elle n'avait pas auparavant, était pour lui l'occasion d'allocutions familières, parfois véhémentes, qui avaient plus de signification

(1) Texte original italien, dans l'*Osservatore romano* des 19 avril 1907 et 28 mai 1914. Pour l'Encyclique *Pascendi*, on peut s'en tenir aux réflexions si complètes qui ont paru dans la Chronique de cette Revue (1er octobre 1907).

que l'allocution officielle du Consistoire faite à tous les cardinaux. Parmi ceux auxquels a été adressée la première, il y avait des cardinaux qui ont obtenu, a-t-on dit, et comme on l'avait annoncé, des voix assez nombreuses au conclave. Parmi ceux qui ont reçu la seconde, il y avait celui qui est aujourd'hui le successeur de Pie X.

L'allocution du 17 avril 1907, quand elle éclata, inattendue, à Rome, fit un effet énorme dans les milieux religieux. Depuis bientôt quatre années que durait le règne de Pie X, on avait vu poindre les signes précurseurs d'une guerre dont on était loin de soupçonner l'extension qu'elle prendrait. L'avènement du Pape avait trouvé les esprits agités par des discussions passionnées sur des matières graves, où bien des idées troubles et hardies semblaient se faire jour, où la temporisation diplomatique de Léon XIII avait évité de rendre des arrêts. Pie X commença par des condamnations retentissantes et on sentait qu'il ne s'en tiendrait pas là. Il était ému, disait-on, par ce qu'on lui avait rapporté des séminaires d'Italie où les idées nouvelles avaient pénétré. C'est alors que, dans l'allocution à ces cardinaux, tous italiens, sauf l'un d'eux, il se dresse publiquement, pour la première fois, contre le « modernisme. » Il ne lui donne pas encore ce nom, il le dénonce déjà comme « ce qui n'est pas une hérésie, mais le résumé et le suc vénéneux de toutes les hérésies, ce qui tend à saper les bases de la foi et à anéantir le christianisme. »

Ce n'était que l'annonce de tout ce qui allait suivre. Peu de temps après, paraissait le décret *Lamentabili*, le « Syllabus » du modernisme dont il cataloguait un certain nombre d'erreurs. Le 8 septembre, était publiée l'encyclique *Pascendi*. C'est un vaste document collectif dans l'histoire de l'Église; on peut y détacher, pour la psychologie personnelle du Pape, le portrait satirique du « modernisme, » où s'excite la verve d'un pontife que, dans son sens simple, choquent et indignent tant de détours et de subtilités. Et il faut mettre à part, en les attribuant à son esprit pratique, les « remèdes » de la fin, tout cet ensemble de dispositions minutieuses qui établissent dans l'Église un régime sévère de surveillance et de répression. Ce système, renforcé bientôt par le *Motu proprio* du 18 novembre, *Præstantia*, puis par d'autres mesures parmi lesquelles nous ne citerons que celle du « serment antimoderniste, » devait faire naître certaines

craintes. Il semblait, sans que la droiture et la hauteur de vues du Souverain Pontife eussent prévu ce résultat, introduire dans l'Église l'esprit de suspicion et de délation que des gens exploiteraient pour satisfaire leurs rancunes, ou même comme moyen de parvenir. Enfin on condamnait ou l'on arrêtait bien des choses qui ne paraissaient pas toujours aux profanes relever directement de la théologie.

Dans les derniers temps, un mouvement de réaction, d'abord timide, qui avait pris peu à peu de la force et de la consistance, s'était produit. Il s'était manifesté, dans des revues dirigées par des Pères de la Compagnie de Jésus, par des documens émanés de membres de l'épiscopat de divers pays. Une protestation s'élevait contre la tendance des catholiques qui s'intitulaient « intégralistes, » dénonçant à leur tour ceux qui dénonçaient et attaquaient tout le monde. Et, aux yeux des « intégralistes, » les jésuites étaient suspects. Les cardinaux promus au récent consistoire apparaissaient la plupart ennemis de l'intransigeance; quelques-uns s'étaient signalés dans la campagne contre l' « intégralisme. » Sur ces entrefaites, le Pape adressait à ces cardinaux, qui recevaient de sa main la barrette, l'allocution du 27 mai, aussi inattendue que celle d'il y a sept ans. Au bout de ce temps, elle lui répond, elle la complète, et, semblant aujourd'hui achever une période d'histoire, elle peut apparaître, ainsi qu'on l'écrivait au moment où Pie X venait de la prononcer, comme un testament.

Des hauteurs mystiques où il est parvenu, le Pape ne voit plus que la lutte que mènent le mal et l'erreur contre l'Église, et celle qu'il a lui-même, sans trêve ni merci, menée, au nom de l'Église, contre l'erreur et le mal. C'est un rappel de tout ce qu'il a fait, de toutes les tendances qu'il a combattues. Et c'est aussi des allusions à ceux qui discutent ou interprètent les intentions du Pape. Ces inquiétudes qu'autour de sa chaire, il sent monter, il les repousse sur un ton qui n'est plus celui de l'irritation et de la colère, mais d'une inflexible et mélancolique fermeté. C'est surtout cette allure de tristesse grave qui donne au document son caractère de grandeur et de beauté. On oublie cette intransigeance qu'il semble approuver, ces dénonciateurs auxquels il paraît donner raison. On ne voit que l'Église universelle avec son chef qui se lève pour dire sa foi. Et si on songe qu'il est sur le point d'aller se présenter devant le Dieu qui lui

a confié ce troupeau, et que va éclater dans si peu de temps la plus formidable des humaines mêlées, comment ne pas être ému de cette invocation où il peut affirmer, à la fin, l'unité de l'Église et de la chrétienté : « Prions le Seigneur Jésus-Christ, qui a lié et scellé de son sang l'universelle fraternité du genre humain, d'unir par notre moyen les intelligences et les volontés de tous dans une concorde si parfaite que tous les fils de l'Église soient une seule chose entre eux, comme il est, Lui et le Père ! »

Ceux auxquels Pie X adressait ces paroles, avant d'aller dormir dans les grottes de Saint-Pierre, étaient des prêtres appartenant à des nations qui aujourd'hui s'entre-déchirent et peut-être demain s'entre-déchireront davantage. Ils sont revenus à Rome pour élire le successeur de Pie X. Et celui qui recueille l'héritage apporte la tradition de Léon XIII et du cardinal Rampolla. Puisse sa voix dans l'Église et, s'il peut, dans le monde, être une voix de paix !

L'histoire d'Église ne se clôt pas comme les autres ; les jugemens y sont à plus longue portée. Rien ne s'y perd : la prière du pontife agenouillé dans l'oratoire compte comme une politique aux grands desseins. La piété fervente d'un Pie X, sa foi mystique dans l'absolu, sa haine de l'erreur, le rassemblement de forces opéré dans le catholicisme sont des élémens que l'histoire a le devoir d'apprécier. Et, pour saluer ici deux Papes, celui qui s'en va et celui qui vient, l'histoire trouve ces mots chantés par des anges à la naissance du Sauveur : Gloire à Dieu au plus haut des cieux, et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté !

***

LA
DÉFENSE ÉCONOMIQUE DE L'ANGLETERRE

Les Anglais sont des financiers et des négocians de premier ordre. Ils viennent de le prouver une fois de plus par les mesures qu'ils ont prises, avec une décision et une promptitude remarquables, en vue d'assurer le fonctionnement du gigantesque mécanisme qui fait de Londres l'un des centres principaux des affaires internationales. L'explosion soudaine de la guerre continentale a surpris la Cité; l'entrée en scène du gouvernement anglais a achevé de lui montrer la grandeur de la lutte et l'énormité des risques encourus. La Bourse a été fermée; quatre jours ont été déclarés fériés, de façon à laisser aux esprits le temps de se calmer et aux autorités responsables le loisir de préparer l'ensemble du programme destiné à remettre en mouvement la machine économique brusquement arrêtée. Nous examinerons successivement ce qui a été fait pour la banque, le commerce, la Bourse et le budget.

I

Il est naturel de commencer par la banque. C'est elle en effet qui forme la charpente de l'édifice. C'est par son intermédiaire que se règlent non seulement les transactions entre Anglais, entre Anglais et coloniaux sujets britanniques, entre Anglais et étrangers, mais encore, dans des cas nombreux, entre étrangers, qui prennent Londres comme centre de liquidation. Ils ont des comptes ouverts dans la Cité et soldent leurs opéra-

tions par des transferts enregistrés sur les livres des banques de dépôt (*Joint Stockbanks*). La raison principale de cette situation exceptionnelle est que l'Angleterre est restée invariablement fidèle à l'étalon d'or; elle n'a permis à aucun moment, depuis la fin des grandes guerres du début du XIXe siècle, qu'un doute s'élevât sur la valeur de son unité monétaire. Jamais la livre sterling n'a cessé de représenter un poids d'or certain; toujours le billet de la Banque d'Angleterre a été remboursable en or, et cela d'autant plus aisément qu'une loi d'émission très rigoureuse (*Bank Act* de 1844) ne permet de créer des billets, au delà d'une somme de 18 millions de livres (450 millions de francs), représentée par une dette du Gouvernement ou des rentes immobilisées, que proportionnellement aux rentrées de métal dans les caisses de la Banque. Londres est le grand marché international de l'or. De tous les points du monde, les mines lui expédient leur produit : une fraction en est retenue en Angleterre, la majeure partie se distribue parmi les autres pays, selon les cours des changes, selon les positions internationales de débiteurs et de créanciers, selon la politique des grands instituts d'émission, toujours désireux d'accroître leur encaisse. En ce moment même, les arrivages de métal jaune n'ont pas cessé; mais l'or reste à Londres, au lieu de se répandre, comme en temps normal, dans un grand nombre de directions.

Ce n'est pas pour l'or seulement que la Cité est le marché régulateur. Grâce au régime du libre échange, dont, malgré les efforts de feu Chamberlain, la Grande-Bretagne n'a pas voulu se départir, une foule de matières premières, objets d'alimentation, métaux, laines, cuirs, cotons, arrivent à Londres et à Liverpool, et s'y vendent aux enchères à des époques régulières, ou bien au comptant au fur et à mesure des arrivages, ou encore à terme, en des bourses organisées à cet effet. C'est ainsi que le cours de l'once d'argent, de la balle de laine, de la tonne de cuivre, de la livre de coton, coté en Angleterre, sert de baromètre universel pour ces matières. Il arrive que des Américains achètent en Angleterre des marchandises produites dans leur propre pays et qui leur sont réexpédiées par des navires anglais. Car, de même que les Anglais ont su créer chez eux un vaste marché pour tant d'objets divers, ils ont, grâce à leur marine, réussi à monopoliser en partie les transports, non seulement

ceux de leurs importations et de leurs exportations, mais aussi ceux de marchandises expédiées d'un pays ou d'un continent à l'autre : ils interviennent pour fournir les vaisseaux destinés à amener à l'acheteur étranger l'objet vendu par un autre étranger. C'est à des centaines de millions de francs que s'élèvent les frets ainsi perçus annuellement. Ces sommes, jointes à celles que les Anglais touchent du chef des coupons des titres coloniaux et étrangers qu'ils possèdent, leur permettent de solder l'écart normal qui sépare leurs importations de leurs exportations de marchandises; ils en achètent en effet chaque année plus qu'ils n'en vendent. Pour que cet immense mouvement d'affaires se poursuive, il est indispensable que les paiemens soient effectués sans le moindre retard. Ils s'opèrent presque exclusivement par l'intermédiaire des banques dépositaires des fonds de leur clientèle : elles ne cessent de virer d'un compte à l'autre les montans des transactions quotidiennes. Les règlemens, à la seule chambre de compensation de Londres, dépassent 1 milliard de francs par jour.

L'immense édifice repose sur une base qui a paru quelquefois étroite; mais l'organisation de la Banque d'Angleterre, au cours des 70 ans qui nous séparent de la date à laquelle elle reçut sa charte nouvelle, a, malgré tout, fait ses preuves. La Cité a connu des jours sombres, notamment en 1857, 1867 et 1890 : chaque fois la panique a été de courte durée. Les adversaires du système lui adressent le reproche suivant : à trois reprises, disent-ils, il a fallu suspendre la loi qui limite l'émission des billets et autoriser la Banque à dépasser le maximum légal. Nous répondrons que deux fois l'annonce de cette mesure législative a suffi pour ramener le calme sur le marché; la troisième fois, le chiffre des billets créés en excès a été insignifiant, et, dès la semaine suivante, il était revenu au chiffre normal : il n'existe aux archives de l'établissement qu'un seul bilan, celui du 18 novembre 1857, dans lequel il se soit écarté des prescriptions originaires. Il est vrai que chaque fois la Banque a dû élever son taux d'escompte à une hauteur insolite : mais, au bout de peu de temps, elle revenait à un niveau modéré.

C'est ce qui vient de se produire encore au moment de la déclaration de guerre. Le jeudi 30 juillet, l'escompte, qui était à 3 depuis le 29 janvier, a été élevé à 4; le lendemain il était à 8,

et le surlendemain, 1er août, à 10. Mais, dès le 6 août, il était ramené à 6, et le 8 août à 5 pour 100. Ces fluctuations violentes indiquent qu'à la première minute, la Banque a dû se protéger contre des demandes d'escompte qui eussent dépassé ses forces et aussi contre les retraits d'or qui en eussent été la conséquence. Grâce à une série de mesures habiles, elle a pu, en huit jours, abaisser de moitié le taux maintenu pendant cinq jours seulement à 10, et le ramener à 5 pour 100, c'est-à-dire 1 pour 100 seulement au-dessus de ce qu'il était à la veille de la guerre. Le gouvernement a émis des billets de 10 shillings (12 fr. 50) et d'une livre sterling (25 fr.), destinés à faciliter les transactions quotidiennes. Il a garanti la Banque d'Angleterre contre toute perte pouvant résulter de l'escompte de traites acceptées, soit dans le royaume, soit à l'étranger, antérieurement au 4 août. La Banque s'est aussitôt déclarée prête à escompter des effets de la catégorie indiquée, en renonçant à exercer aucun recours contre le cédant et en promettant à l'accepteur de lui donner délai pour le paiement, moyennant un intérêt supérieur de 2 pour 100 au taux courant de la Banque. C'est la première fois dans l'histoire qu'on voit la Banque travailler avec la garantie du Trésor. Dans des crises antérieures, elle avait été couverte contre les risques par des syndicats de banquiers, mais jamais encore les circonstances n'avaient été assez graves pour nécessiter et justifier l'intervention de l'État.

Voici le texte de l'avis publié à cet égard par la Trésorerie : « Le Chancelier de l'Échiquier a, depuis plusieurs jours, été en communication constante avec le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, les banquiers, les accepteurs et les principaux négocians : il a recherché avec eux les moyens de fournir au pays les facilités bancaires dont il a besoin en ce moment. Les arrangemens définitifs ont maintenant été pris, de façon à mettre un terme à l'arrêt qui s'était produit sur le marché monétaire et à permettre au commerce de reprendre son cours normal. La plus grande difficulté provenait de ce que Londres avait cessé de recevoir des remises de la province et de l'étranger. De là une chute dans le cours des changes et un refus absolu des banques d'escompter le papier comme à l'ordinaire. »

Les banques pouvant, grâce à la garantie gouvernementale, céder une partie importante de leur portefeuille à la Banque d'Angleterre, sont en mesure de consentir de nouvelles avances

à leur clientèle. Il s'agira maintenant de déterminer les maisons faisant métier d'accepter des traites, à mettre leur signature sur de nouveaux engagemens. Il se passera quelque temps avant que les conditions normales soient rétablies sous ce rapport.

Une autre mesure qui facilitera les échanges est celle en vertu de laquelle les Américains qui auraient de l'or à envoyer en Europe sont autorisés à le déposer au crédit de la Banque d'Angleterre, entre les mains du Ministre des finances canadien à Ottawa. Il en sera de même dans l'Afrique du Sud, où les banques locales recevront l'or pour compte de la même Banque. Ceci permettra de prompts règlemens et évitera les dangers et les frais de transport à travers l'Océan.

La marche des principaux chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre depuis la fin du mois de juillet résume d'une façon saisissante l'histoire du marché monétaire de Londres au cours de cette période dramatique :

Actif.				(Millions de livres sterling)	Passif.			
29 juillet	5 août	19 août	26 août		29 juillet	5 août	19 août	26 août
38	28	38	44	Encaisse or				
47	65	95	110	Portefeuille et avances.				
				Billets en circulation. .	30	36	35	36
				Compte du Trésor . . .	13	11	14	24
				Dépôts particuliers . .	54	55	108	124

Le mouvement qui s'est produit témoigne de l'efficacité des mesures prises par la Banque. Elle a porté, en un mois, son encaisse à un total supérieur au niveau antérieur à la guerre. Sa circulation effective, c'est-à-dire celle des billets qui sont aux mains du public, n'a augmenté que d'une quantité insignifiante. Le compte créancier du Trésor, après avoir fléchi au moment de l'ouverture des hostilités, est presque double de ce qu'il était en juillet. Les deux changemens essentiels sont ceux du portefeuille et des avances d'une part, des dépôts particuliers de l'autre. Les banques et établissemens de crédit ont apporté en masse leurs ressources à la Banque d'Angleterre, qui a vu, en vingt jours, ce chapitre passer de 55 à 124 millions de livres sterling, soit 3 100 millions de francs. La Banque ainsi renforcée a pu intervenir largement sur le marché et y augmenter dans la même proportion ses escomptes de papier et ses avances, qui ont passé de 47 à 110 millions de livres, soit 2750 millions de francs.

On est d'accord pour considérer cette intervention de la Banque d'Angleterre, qui a escompté en moyenne pour 125 millions de francs de lettres de change par jour, comme des plus heureuses. On demande maintenant aux banques et aux courtiers d'ouvrir à leur tour les écluses du crédit et de faciliter à leurs cliens la reprise d'activité qu'amènera la possibilité pour eux de négocier leur papier. Ce sont les banques particulières qui ont reçu la majeure partie des sommes distribuées par la Banque d'Angleterre. On attend d'elles qu'elles les rendent à la circulation.

A la fin de 1913, l'ensemble des dépôts aux banques du Royaume-Uni atteignait 1 077 millions de livres sterling, soit 27 milliards de francs. L'actif de ces établissemens dépassait ce passif de 200 millions de livres, soit 5 milliards de francs; il était constitué par les élémens ci-après :

Encaisse.	172	millions	de livres.
Avances remboursables à vue .	129	—	—
Placemens en titres.	205	—	—
Portefeuille de lettres de change.	151	—	—
Prêts.	539	—	—
Couvertures d'acceptation. . .	65	—	—
Immeubles.	11	—	—
Total, 32 milliards de francs =	1 272	—	—

En outre, le capital non versé par les actionnaires et que ceux-ci peuvent être appelés à fournir à tout moment représentait pour les créanciers une garantie supplémentaire de 211 millions de livres, 5 300 millions de francs. L'ensemble de l'or qui se trouve dans les banques et entre les mains du public est évalué à 5 milliards de francs : on considère que l'émission de petits billets par le Gouvernement va faire rentrer dans les caisses des banques des quantités d'or importantes. La position de celles-ci sera fortifiée d'autant.

La Banque de France ayant cessé de publier ses bilans, nous ne pouvons donner aucun chiffre précis en ce qui la concerne. Il semble probable que, parmi les élémens de son actif, l'encaisse n'a pas dû varier sensiblement, tandis que le portefeuille s'est accru parallèlement à la circulation. D'après certaines dépêches, la Banque impériale d'Allemagne aurait émis à ce jour 4 milliards de *reichs mark*, soit 5 milliards de

francs, elle aurait une encaisse de 1 500 millions et un portefeuille de 2500 millions; il lui resterait, d'après ses statuts, une marge d'émission de 500 millions de *reichs mark*.

La situation des succursales londoniennes de certaines banques allemandes a préoccupé à juste titre le Gouvernement anglais : la *Deutsche bank*, la *Disconto gesellschaft*, la *Dresdner bank*, c'est-à-dire trois des plus importans établissemens berlinois, sont dans ce cas. Le secrétaire d'État a autorisé ces banques à rester provisoirement ouvertes, aux conditions suivantes : la permission ne s'étend qu'au règlement d'affaires engagées avant le 5 août ; il leur est défendu d'en traiter de nouvelles. Les opérations ne pourront avoir d'autre objet que de mobiliser les élémens d'actif devant servir à acquitter les obligations contractées. Rien ne se fera que sous la surveillance d'un délégué de la Trésorerie. Celui-ci a le droit de s'opposer à tout paiement qu'il jugerait contraire à l'intérêt public et, en général, à une transaction quelconque. L'excédent d'actif qui pourrait exister après règlement de tous les engagemens sera déposé à la Banque d'Angleterre pour compte de la Trésorerie.

II

Au point de vue commercial, l'intervention du Gouvernement anglais a été remarquable en ce qui concerne les assurances maritimes. Si la certitude de paiement des lettres de change et des chèques est indispensable pour que les marchés se concluent, ils ne peuvent se régler qu'après que les marchandises qui en font l'objet auront été effectivement livrées aux acheteurs. En d'autres termes, il faut que les armateurs puissent faire voguer leurs navires des ports étrangers aux ports anglais, ou *vice versa*. Aucun d'eux n'aventurera un bâtiment sans l'avoir assuré. En temps ordinaire, le taux de cette assurance ne représente qu'une fraction minime de la valeur de la coque et de la cargaison. En temps de guerre, la prime s'élève à des hauteurs parfois excessives, et il arrive que, même à un prix énorme, il ne se trouve personne pour prendre le risque. Le trafic maritime est vital pour la Grande-Bretagne, puisqu'il représente la totalité de son commerce extérieur. S'il venait à être arrêté, c'est toute une partie, et non la moindre, de la vie économique du pays qui serait suspendue. Le Gou-

vernement a jugé que cette raison de salut public justifiait son intervention. Il a déclaré qu'il assurait les quatre cinquièmes de la coque et de la cargaison des navires, moyennant une prime de 5 p. 100.

L'amirauté anglaise se considérant comme certaine de conserver la maîtrise des mers et d'assurer la libre circulation de ses navires marchands, de ceux de ses alliés et des neutres, il est possible que l'activité continue à régner et que le mouvement des transactions se maintienne. La Grande-Bretagne profitera de l'arrêt complet du commerce ennemi ; une partie des navires marchands allemands a été capturée ; la majorité en est enfermée dans des ports d'où ils ne peuvent sortir. Il est vrai que, d'autre part, un certain nombre de navires anglais se trouvaient, au moment de la déclaration de la guerre, dans des ports allemands, où ils ont évidemment été saisis. Mais la route des mers est libre pour les armateurs anglais. Aussi le Gouvernement britannique a-t-il pu réduire le taux de son assurance, qui était primitivement de 5 pour 100, d'abord à 4, puis à 3 pour 100 (1). Il est à remarquer que ces taux sont supérieurs à ceux du marché libre, où les navires peuvent être assurés à environ 1 pour 100 de moins qu'auprès du Gouvernement. Celui-ci d'ailleurs a atteint son but, qui était de fixer une limite maximum, en deçà de laquelle la majorité des contrats se concluraient. Certains armateurs ont préféré payer plus cher pour avoir la garantie du Trésor : mais ce fut l'exception; ceux qui y ont recours soumettent à l'approbation de l'Amirauté le plan de voyage de leurs navires. Le résultat obtenu est que le marché des assurances maritimes, qui joue un rôle si important dans la vie économique anglaise, a retrouvé son équilibre.

Le commerce extérieur de la Grande-Bretagne, qui, en 1913, a dépassé 34 milliards de francs, se répartissait comme suit : avec les Puissances européennes actuellement engagées dans la guerre, il s'élevait à 9 milliards de francs, tandis qu'avec les autres pays, y compris les colonies des belligérantes, il dépassait 25 milliards. Pour l'Allemagne, la proportion du commerce avec

(1) Les taux ne sont pas exactement de 5, 4 ou 3 pour 100, mais de 5, 4 ou 3 guinées pour 100 livres sterling. La guinée est une vieille monnaie, qui ne sert plus qu'à établir des comptes : elle vaut un vingtième de plus que la livre (21 shillings au lieu de 20). Par conséquent un taux de 5 guinées par 100 livres représente exactement 5,25 pour 100.

les belligérans était beaucoup plus forte : elle faisait avec eux, avant la guerre, plus de 10 milliards d'affaires, et 14 milliards avec les autres nations. Le pays qui expédie la plus grande quantité de marchandises à l'Europe est l'Amérique du Nord : les belligérans ont reçu d'elle, en 1912, pour 5 milliards de francs de plus qu'ils ne lui ont vendu.

En Angleterre, ni l'industrie, ni le commerce ne sont arrêtés. Toute la population valide n'est pas sous les armes. Elle continue à fabriquer et à vendre. La question est de savoir dans quelle mesure la demande de produits manufacturés va se maintenir. Après la guerre, les nations victorieuses auront de gros besoins et achèteront largement, tandis que les vaincus, obligés sans doute d'acquitter de lourdes indemnités, verront pour longtemps leur force économique affaiblie. C'est ce que l'ancien président, M. Taft, exprime dans un message qu'il adresse au peuple des États-Unis : « Le commerce du monde, dit-il, contribue beaucoup à la prospérité des nations; son interruption implique de grandes souffrances pour elles, pour les neutres aussi bien que pour les belligérans. Les capitaux que les Européens ont placés par milliards aux États-Unis, au Canada, en Australie, dans l'Amérique du Sud, en Orient, doivent être retirés pour remplir les caisses des États engagés dans une lutte à mort. Les entreprises fondées à l'aide de ces capitaux seront atteintes et doivent renoncer à tout espoir de développement. »

Les Anglais se sont préoccupés de réglementer le commerce avec les belligérans. Tout trafic avec les ennemis est naturellement interdit. Mais on se plaint que les proclamations royales ne soient pas claires à cet égard. Celle du 12 août défend à toute personne ou société résidant ou commerçant sur les territoires soumis au Roi de fournir des marchandises à des ennemis, à des résidens ou négocians en territoire ennemi ou d'en recevoir d'eux; d'envoyer aucun navire anglais aux ports ennemis ou de communiquer avec les dits ports; de conclure aucun nouveau contrat d'assurance avec aucune des personnes ou sociétés ci-dessus désignées, de leur payer aucune somme du chef de dommages qui auraient pu leur être causés par les armées de la Grande-Bretagne ou de ses alliées. La proclamation autorise les transactions autres que celles qu'elle interdit expressément, à la condition qu'elles n'aient pas le caractère d'une « trahison. » L'*Economist*, dans son commentaire sur ces décisions, conclut

qu'il est permis d'envoyer de la monnaie, de payer des chèques tirés avant l'ouverture des hostilités, de remplir les obligations dérivant de contrats d'assurance antérieurs à la guerre, à l'exception de ceux qui garantissaient les assurés contre les risques de capture par navires anglais ou alliés.

Ces diverses opérations semblent cependant défendues par ce que les Anglais appellent le *Common Law*, c'est-à-dire la coutume, et il n'apparaît pas qu'aucune transaction de ce genre ait eu lieu. Les négocians anglais demandent à ce que les obligations qui leur sont imposées et qu'ils sont désireux de remplir strictement soient définies avec clarté.

Parmi les mesures prises par le Gouvernement britannique, on doit signaler l'annulation des brevets allemands pris sur le territoire du Royaume-Uni.

III

La Bourse de Londres a été fermée le 31 juillet. A ce moment, l'Angleterre n'était pas encore directement engagée dans la guerre, et les capitalistes du continent essayaient de se créer des ressources en vendant des titres sur le seul marché européen qui paraissait capable d'en absorber. Devant l'énormité des offres, le comité du *Stock Exchange* crut sage de clore ses portes. La liquidation de mi-août a été reportée d'abord à fin août, ensuite à mi-septembre. Entre temps, beaucoup de courtiers (*brokers*) et de négocians en valeurs (*Jobbers*) réclament la réouverture du marché : ils disent recevoir certains ordres au comptant de leur clientèle, désireuse de profiter des bas cours pour faire des placemens. D'autre part, des affaires considérables sont engagées pour des cliens étrangers, particulièrement des Allemands, qui, dans les circonstances actuelles, ne paieront pas ce qu'ils doivent aux courtiers qui ont opéré pour leur compte. Ceux-ci sont donc dans une situation difficile, et on comprend que le comité hésite à fixer une date pour des liquidations qui ne pourraient sans doute pas s'achever sans que de nombreux courtiers fissent faillite. C'est, de tout l'organisme économique, la partie qui a le plus souffert et qu'il est le plus difficile de remettre en mouvement. D'un autre côté, en prévision de l'émission prochaine d'un grand emprunt national, on voudrait voir le marché des fonds publics ouvert. La solution consistera peut-être à rétablir

les opérations au comptant seulement, en laissant le marché à terme provisoirement fermé.

IV

L'Angleterre est dans une meilleure situation budgétaire qu'aucune des grandes Puissances engagées dans le conflit actuel. Elle a toujours suivi une politique financière énergique; elle n'a jamais permis au déficit de s'installer dans ses budgets; non seulement elle a couvert ses dépenses, sans cesse accrues, par l'impôt; mais elle a su réaliser des excédens et les employer à amortir sa dette. En douze ans, elle a remboursé ce qu'elle avait emprunté pour la campagne du Transvaal. Elle est la seule nation dont la dette soit aujourd'hui plus faible qu'il y a un siècle. En 1815, elle dépassait 20 milliards de francs; aujourd'hui elle n'atteint pas 17 milliards. Elle va augmenter au cours de la présente guerre. Évidemment la Grande-Bretagne devra consentir à ses prêteurs un intérêt supérieur à celui de 2 1/2 pour 100 qui est actuellement le taux nominal de sa rente. Le dernier cours coté 70 correspondrait à un revenu effectif de 3,55 pour 100, s'il n'y avait pas lieu de déduire l'*income-tax* (impôt sur le revenu), qui, variable suivant les cas, ramène le rendement net, en moyenne, aux environs de 3 1/4 pour 100.

Un premier crédit de 2 milliards et demi de francs (100 millions de livres sterling) a été voté par le Parlement. Le Gouvernement a emprunté à la Banque et a procédé à des émissions de Bons du Trésor. Le 19 août, il a placé 15 millions de livres (375 millions de francs) en Bons à 6 mois au taux très modéré de 3 21/32. Le 26 août, il a fait une nouvelle émission d'un montant égal qui a été souscrit à 3 3/4, c'est-à-dire légèrement au-dessus du prix de la semaine précédente.

La Dette flottante britannique comprend, à l'heure actuelle, les engagemens suivans :

8	millions de bons du Trésor à échéances variables			
1 1/2	—	—	—	au 29 novembre 1914
1	—	—	—	au 20 décembre 1914
2	—	—	—	au 14 janvier 1915
15	—	—	—	au 22 février 1915
15	—	—	—	au 28 février 1915

Total : 42 1/2 millions de livres, soit 1 065 millions de francs.

Sur cette somme, ont été prélevés les 10 millions de livres (250 millions de francs) que l'Angleterre a avancés à la Belgique pour aider ce vaillant pays à supporter une partie des frais de la guerre. Le gouvernement français, dit-on, a agi de même.

Dès maintenant, le Chancelier de l'Échiquier, M. Lloyd George, étudie l'émission d'un premier emprunt qui ne tardera sans doute pas à être offert en souscription publique. Même après cette création de dette, la charge en capital de la nation sera inférieure à ce qu'elle était en 1815, et la charge en intérêt ne dépassera pas de beaucoup la moitié du chiffre d'alors. C'est la récompense de la belle politique financière à laquelle tous les cabinets qui se sont succédé au pouvoir depuis la fin des guerres napoléoniennes, sont restés fidèles.

Le budget anglais a suivi, depuis le début du XXe siècle, une marche semblable à celle de la plupart des budgets européens. Peut-être même l'accélération des dépenses y a-t-elle été plus rapide qu'ailleurs. Depuis la guerre du Transvaal, le chiffre en a été plus que doublé. Les prévisions pour l'année financière s'étendant du 1er avril 1914 au 31 mars 1915, soumises au Parlement le 4 mai dernier, atteignaient 200 millions de livres sterling, c'est-à-dire 5 milliards de francs. Et il faut remarquer qu'en dehors des postes, télégraphes et téléphones, la Grande-Bretagne n'a aucune de ces exploitations d'État, dont les besoins, chez d'autres nations, grossissent singulièrement les budgets. Le chapitre principal est celui de la marine, qui a toujours été maintenu, avec une énergie que nous apprécions aujourd'hui, à une hauteur telle que la suprématie navale de la Grande-Bretagne ne peut être mise en question. Les recettes se partagent à peu près également entre les impôts directs d'une part, les taxes de consommation et les droits de douane de l'autre. Ces derniers frappent un très petit nombre d'objets, tels que les spiritueux, le thé, le sucre, le tabac ; ils ne touchent aucune matière première, aucun objet fabriqué, aucune denrée d'alimentation essentielle, telle que le blé et la viande ; ils rapportent néanmoins près d'un milliard de francs. Les droits intérieurs sur l'alcool et la bière fournissent une somme à peu près égale.

Au premier rang des contributions directes, figure l'impôt sur le revenu, remanié à plusieurs reprises, au cours des dernières années ; une distinction a été établie au point de vue de

l'origine des revenus; certaines exemptions ont été supprimées; une supertaxe a été établie sur les revenus dépassant la limite fixée pour l'application du taux normal. Les taxes sur les successions, assises d'après les principes nouveaux posés par sir William Harcourt en 1893, ont également été l'objet de remaniemens durant les dernières législatures; elles paraissent avoir atteint un niveau qu'il est difficile de dépasser. L'income-taxe sera sans doute élevé; mais il faudra simultanément avoir recours à des augmentations des impôts indirects, sans lesquels l'Angleterre ne pourrait faire face à l'énorme effort que la guerre contre l'Allemagne va exiger d'elle. Elle ne demandera à l'emprunt qu'une partie des ressources nécessaires. Dès maintenant, le Chancelier de l'Échiquier recherche le mode le meilleur : on a parlé d'un type s'éloignant de celui des consolidés 2 1/2 qui constituent la majeure partie de la Dette anglaise et dont le cours actuel, inférieur à 70, ne permettrait guère de créer des quantités nouvelles. Peut-être choisira-t-on une rente amortissable, rapportant un taux d'intérêt plus élevé, et remboursable dans un délai relativement rapproché. Le jour où la souscription sera ouverte, le public apportera avec empressement son argent au Trésor : une bonne partie des énormes dépôts accumulés dans les banques sera versée à l'Échiquier.

V

L'impression qui se dégage de la rapide revue que nous venons de faire de la situation économique du Royaume-Uni, est tout à l'honneur de nos alliés. Sur aucun terrain ils n'ont perdu leur sang-froid. En matière de banque, les traditions enracinées, en vertu desquelles le billet de la Banque d'Angleterre ne doit jamais perdre son caractère d'équivalence avec le métal, ont, cette fois encore, maintenu l'émission à un niveau très bas; la circulation n'en a pas augmenté. C'est au moyen de petites coupures créées par le Gouvernement que les besoins de monnaie du public ont été satisfaits. Du côté du marché des changes et des valeurs, la machine est plus lente à se remettre en mouvement : toutefois les négociations de papier tiré sur un certain nombre de places étrangères ont repris à Londres. La Bourse des fonds d'État, actions et obligations, n'est pas encore

réouverte; mais les courtiers s'en préoccupent et cherchent à rétablir tout au moins les transactions au comptant.

C'est dans le domaine commercial que les efforts des Anglais sont le plus intéressans à observer. Grâce à leur flotte de guerre, ils ont maintenu la liberté des mers, c'est-à-dire celle de leurs échanges pour eux, leurs alliés et les neutres. Cette sécurité a été affirmée par le Gouvernement, lorsqu'il offrit d'assurer les navires et leurs cargaisons. La question budgétaire sera plus facilement résolue par la Grande-Bretagne que par ses adversaires, grâce à la persévérante ténacité que ses hommes d'État ont apportée à la réduction de la dette. D'une façon générale, la vie économique est moins atteinte chez elle que sur le continent, par la double raison qu'elle est à l'abri de l'invasion et que, le service militaire universel obligatoire n'existant pas, la partie de sa population valide qui est enlevée aux travaux de l'agriculture et de l'industrie est bien moins considérable que chez les autres belligérans.

L'ensemble de cette situation justifie les mâles paroles adressées à la Chambre des Lords par l'illustre général Kitchener, ministre de la guerre depuis le 5 août dernier : « L'Angleterre ira jusqu'au bout. » Nous aussi, les Belges, les Serbes, les Monténégrins, les Japonais et les Russes avec nous.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LES

OPÉRATIONS MARITIMES

Au moment où le conflit actuel a éclaté, seule des armées navales qui pouvaient y être intéressées, la flotte française de la Méditerranée était concentrée dans le port qui reste sa base d'opérations principale, Toulon. Elle était prête à marcher et à marcher vite. La force de ses unités de combat récentes, le parfait entraînement des autres lui promettaient de beaux et rapides succès — à la condition, toutefois, que l'adversaire ne se dérobât point. Car enfin, comme je le disais ici même, il y a peu de temps, pour se battre, il faut être deux, au moins...

En ce qui concerne l'Italie, il serait injuste et malséant de prétendre qu'elle s'est dérobée. Le mot serait très déplacé. Surprise et mécontente du tour que l'Autriche, « poussée par les destins, » comme le disait Napoléon de la Prusse, en 1806, donnait aux préliminaires diplomatiques de l'agression méditée contre la Serbie, justement inquiète pour ses propres intérêts dans l'Adriatique des conséquences de cette agression, l'Italie avait tous les droits de se déclarer neutre et n'hésitait pas à le faire. Qu'adviendra-t-il, dans un avenir prochain, de cette neutralité et ne sommes-nous pas fondés à concevoir de ce côté de sérieuses espérances, je ne l'examinerai pas. Cette question n'est point de mon ressort. Tant y a que, dès le début des hostilités, notre armée navale, unie à l'escadre anglaise de la Méditerranée (1), ne trouvait plus devant elle que la flotte

(1) 2e escadre de croiseurs cuirassés de combat (type *Dreadnought*) : *Inflexible* et *Indomitable* (17 500 tonnes); *Indefatigable* (19 000 t.). 1re escadre de croiseurs (croiseurs cuirassés de 2e rang): *Defence* (14 600 t.); *Duke of Edinburgh, Black*

autrichienne et que la petite division allemande, composée du *Gœben* et du *Breslau*.

Ces deux croiseurs ont beaucoup fait parler d'eux. Après s'être efforcés de gagner rapidement l'Atlantique, — non sans canonner au passage et par une inutile bravade Bône et Philippeville, — ils ont rétrogradé en voyant le détroit gardé par l'escadre anglaise, se sont ravitaillés à Messine et, finalement, ont gagné la mer Égée et les Dardanelles. La Turquie, au lieu de les désarmer purement et simplement, les a, dit-elle, achetés à l'Allemagne. Cette transaction, déjà, est fort irrégulière, et, ce qui l'est encore davantage, c'est que la plupart des « marins des spécialités, » mécaniciens, électriciens, torpilleurs, canonniers mêmes des anciens équipages allemands sont restés à bord, avec, probablement, quelques officiers bien choisis. Au reste, on annonce de bonne source, au moment où j'écris, que des détachemens de marins de la flotte impériale arrivent à Constantinople par la voie du continent. Ces contingens vont retrouver dans la Corne d'Or le *Kurfürst Fr. Wilhelm* et le *Weissenburg*, devenus le *Kaïreddin Barbarossa* et le *Torghut Reiss*, il y a trois ans, ainsi que les quatre contre-torpilleurs de 700 tonnes achetés à Schichau en 1910. Ainsi se prépare dans les eaux turques, et couverte par les deux détroits abondamment minés déjà, une force navale plus sérieuse que celle qui se montra si prudente devant l'escadre grecque, il y a dix-huit mois.

Je reviendrai tout à l'heure là-dessus.

Le *Gœben* et le *Breslau* (1) n'eussent-ils pu jouer dans le bassin occidental de la Méditerranée un rôle plus important et plus prolongé? N'était-on pas en droit de craindre qu'ils ne troublassent les opérations du transport des troupes d'Algérie en France? Et, d'autre part, n'a-t-on pas quelque droit de s'étonner qu'ils aient échappé aux flottes combinées anglaise et française?

Autant de questions qu'il n'est pas possible de résoudre en ce moment avec les très faibles lumières que nous possédons

Prince, Warrior (13 600 t.); 3e escadre de croiseurs légers : *Gloucester* (4 800 t.); *Chatham, Dublin* (5 400 t.); *Proserpine* (2 200 t.); 5e flottille de « destroyers »; 2 avisos (*Hussor* et *Imogene*) et 16 destroyers.

(1) *Gœben*, croiseur cuirassé type *Dreadnought*, 24 000 tonnes, 28-30 n. de vitesse, 3 100 tonnes de charbon, ceinture de 280 m/m d'épaisseur, armement de 10 canons de 28 cm, 12 de 15 cm, 12 de 88 mm.; 4 tubes lance-torpilles sous-marins; 1013 h. d'équipages. *Breslau*; croiseur protégé, éclaireur d'escadre, 4 550 t., 28 n., 1 200 t. de combustible, cuirasse de 100 mm, armement de 12 canons de 105 mm, 2 tubes sous-marins, 373 h. d'équipage.

sur les mouvemens des escadres au commencement d'août.

Ce que l'on peut constater dès maintenant, c'est que les deux croiseurs allemands avaient une supériorité de vitesse sensible, le *Gœben*, sur les trois croiseurs dreadnoughts : *Inflexible*, *Indomitable* et *Indefatigable*, formant le noyau de l'escadre anglaise, le *Breslau* sur les croiseurs légers *Gloucester*, *Chatham*, *Proserpine*, etc., attachés à cette même force navale.

Je ne parle pas des nôtres : on sait quelle est notre infériorité en ce qui touche les grands croiseurs cuirassés modernes, et que nous n'avons, dans l'ordre de bataille de notre flotte, rien d'analogue aux éclaireurs de 5000 tonnes environ, — le *Gloucester* et le *Breslau*, par exemple, — qui sont considérés, en Allemagne et en Angleterre, comme indispensables à une armée bien organisée.

Quoi qu'il en soit, cette grave opération du transport du 19e corps au début d'une grande guerre continentale s'est poursuivie dans une tranquillité parfaite. On n'a pris que les précautions le plus naturellement indiquées et les difficultés qui avaient fait couler tant d'encre, qui avaient soulevé tant de controverses, se sont trouvées tout aplanies par le seul fait de l'abstention de la flotte italienne.

L'entrée en ligne, à nos côtés, de l'Angleterre, si maladroitement provoquée par l'arrogante brutalité du gouvernement allemand à l'égard de la Belgique, posait nettement, dans la Manche, le problème écarté dans la Méditerranée.

Comment allaient se dérouler, si près de la flotte allemande, les longues opérations de la mise à terre dans nos ports de Dunkerque, Calais, Boulogne, le Havre et Rouen, d'une « force expéditionnaire » de 70 à 80000 hommes au moins, bien pourvue de cavalerie et d'artillerie, parfaitement outillée, montée, au point de vue des « services à l'arrière?... »

Sans doute, dès le début du conflit, la *Homefleet* de l'amiral Jellicoe s'était portée dans la mer du Nord, dans une position de couverture. Deux *barrages* étaient créés, en outre, avec des croiseurs et bâtimens légers, torpilleurs et sous-marins, l'un dans le pas de Calais, constitué principalement avec des élémens anglais, l'autre dans l'étranglement Cherbourg-Wight, avec des élémens français (escadre légère du Nord, renforcée.) Sans doute aussi on était prêt à miner le pas de Calais, s'il le

fallait absolument, pour assurer la pleine sécurité des transports. Mais, en fait, aucune tentative ne se produisit du côté de la flotte impériale. Outre que celle-ci avait été surprise par les événemens et qu'elle était descendue en toute hâte des fjords de Norvège, non pas dans la mer du Nord, mais dans la Baltique, où elle avait pris une position d'attente à l'ouvert du *Kieler-bucht*, elle se fermait à elle-même la route du pas de Calais en semant à profusion dans le sud de la mer du Nord et même jusque sur la ligne Pentland-Skager rack, les mines sous-marines qui ont provoqué la perte de l'*Amphion* et de paquebots assez nombreux déjà.

Et c'est ainsi que, pour des causes bien différentes, — en 1815 notre marine était complètement désorganisée, surtout dans le Nord, — l'armée anglaise qui s'est battue avec nous à Mons a pu prendre terre aussi aisément, aussi paisiblement, dans nos ports que celle qui débarqua, il y a quatre-vingt-dix-neuf ans, à Anvers et à Ostende pour se ranger, sous Wellington, aux côtés des Prussiens de Blücher. Ce n'est pas l'un des moins curieux rapprochemens que l'on puisse faire à ce sujet.

Draguer toute, ou à peu près toute la mer du Nord ! C'est à cette besogne ingrate, dangereuse, fort longue en tout cas, que s'emploie la marine anglaise depuis plus d'un mois.

On savait bien que les Allemands avaient l'intention — et les moyens — de faire un large usage des mines sous-marines dans le cas où ils seraient obligés de rester sur la défensive. On ne supposait pas, ne les connaissant jamais assez, qu'ils en mettraient partout, et jusque sur les routes commerciales où n'apparait aucun intérêt stratégique. Il semble même qu'ils aient employé les mines dérivantes, flottantes, libres enfin, sans s'assurer que ces engins présentassent les garanties exigées par les conventions internationales. Nul doute que la navigation dans la Mer du Nord et dans les mers immédiatement voisines n'offre de sérieux périls pendant une longue période de temps après la cessation des hostilités.

En attendant, les Anglais se sont mis résolument, méthodiquement, à la besogne, non seulement avec leurs 12 dragueurs de mines réguliers (6 anciens chalutiers de 550 tonnes achetés par l'amirauté et les anciens avisos torpilleurs), mais avec un nombre considérable de dragueurs improvisés, qui ne sont autres que les chalutiers à vapeur ou à moteur à combustion interne des

grands ports de pêche de Hull, de Lowestoft, de Harwich, etc. Et le succès couronne ces efforts persévérans puisque, ces jours derniers, on annonçait qu'un brillant combat avait été livré, sous Helgoland, par les croiseurs d'avant-garde anglais aux navires légers allemands, bien appuyés pourtant sur le précieux poste avancé qui garde, à 28 ou 29 milles de distance, les estuaires de l'Elbe, du Weser et de la Jade.

Deux éclaireurs de 4500 tonnes, du type *Mainz* (1), ont été coulés, un autre semble avoir été incendié. On signale de source danoise que plusieurs « destroyers » allemands sont rentrés à Kiel fortement avariés : ils venaient sans doute de Helgoland. Quelques autres y ont succombé. Cette opération, sur laquelle plane encore un certain mystère, avait été annoncée dans une allocution de Lord Kitchener, qui a fait quelque bruit. En tout cas, c'est une très honorable affaire pour nos vaillans et habiles alliés, dont les cuirassés ne tarderont certainement pas à faire parler d'eux, soit en se mesurant directement avec l'armée allemande, soit, si celle-ci refuse le combat, en bombardant et ruinant de fond en comble cet Helgoland que la Grande-Bretagne céda si imprudemment, en 1890, à l'Allemagne, en compensation de Zanzibar.

Mais que font donc les sous-marins allemands? On nous avait annoncé à grand fracas, il y a quelques mois à peine (2), que ces petits bâtimens se chargeraient de rétablir promptement l'égalité des forces entre les deux flottes en coulant nombre de cuirassés anglais. Disons tout de suite qu'ils ont essayé, mais sans autre résultat que de faire couler l'un d'eux. L'attaque s'était produite en plein jour, et les Anglais se gardaient bien. Il faut que les sous-marins, — en général, — se persuadent que les guetteurs des grands bâtimens, exercés à cet effet, commencent à voir les périscopes de très loin. Les attaques de nuit, avec des appareils de vision spéciaux, ou, en attendant, les attaques exécutées à la pointe de l'aube et à la nuit tombante, « entre chien et loup, » paraissent être les seules assurées

(1) Le *Mainz*, très voisin du *Breslau*, a le même armement, mais un peu moins de charbon (900 tonnes au lieu de 1 200) et une vitesse de 26 à 27 nœuds, au lieu de 27 ou 28.

(2) On se rappellera sans doute, à ce sujet, la conférence de l'amiral Breusing, délégué de la Ligue maritime allemande, à Bâle.

désormais d'un plein succès. Il ne faudrait d'ailleurs pas juger de l'efficacité des sous-marins sur l'échec qu'ont subi ceux de la flotte allemande, bien moins entraînés que ses torpilleurs, par exemple. Et c'est un grand regret pour nous que des circonstances sur lesquelles il y aura lieu sans doute de revenir plus tard, n'aient pas permis aux nôtres de montrer ce qu'ils savaient faire. Mais la guerre n'est pas finie!...

La guerre commerciale, en tout cas, bat son plein. On pouvait être certain qu'elle serait, de part et d'autre, conduite avec activité. Comme je l'avais annoncé dans mon étude du 1er avril 1914 (1), nos prévoyans adversaires avaient pris leurs mesures pour que leurs grands paquebots, répandus à l'étranger au moment de la déclaration de guerre, fussent armés immédiatement sur place en croiseurs auxiliaires. Mais l'Amirauté anglaise avait, elle aussi, pris ses précautions et, si l'on en juge par les pertes déjà subies par les Allemands (*Kaiser Wilhelm der Gross*, *Kronprinz Wilhelm*, etc.), les dommages subis par la marine de commerce anglaise se réduiront à fort peu de chose. Pendant ce temps les prises allemandes encombrent les ports anglais de la métropole et des colonies; de véritables convois de paquebots germains sont bloqués dans les ports neutres, et des cris de détresse s'élèvent à Brême et à Hambourg.

Faut-il croire, toutefois, que l'Allemagne puisse être bientôt affamée? Ne l'espérons pas trop. Elle a pour elle de précieuses neutralités, celles de la Hollande, du Danemark, de la Roumanie, de l'Italie enfin. Cette dernière, à la vérité, semble un peu chancelante. Quant aux deux premières, je ne serais point surpris qu'il se produisît à bref délai de sérieuses modifications dans l'état de choses actuel. Il n'est plus possible d'admettre, en présence du caractère que prennent les immenses conflits modernes, qu'un belligérant puisse se ravitailler par les ports neutres voisins de son territoire. Je rappelle encore, — en m'excusant de cette insistance auprès des lecteurs de la *Revue*, — ce que je disais sur cet important et délicat sujet dans l'étude citée tout à l'heure.

Revenons à la Méditerranée, où les Anglais nous ont laissé

(1) *Le rôle des croiseurs cuirassés allemands.*

toute liberté d'action, en mettant leur escadre de croiseurs cuirassés sous les ordres du commandant en chef de notre armée navale.

C'est naturellement dans l'Adriatique que se porte notre effort. On a appris, avec une grande satisfaction, — et cette satisfaction serait plus grande encore sans doute si nous avions des détails sur l'engagement dont il s'agit, — que notre flotte avait coulé un cuirassé autrichien, le *Zrinyi* (1), et deux bâtimens de moindre tonnage, dont un croiseur de 2350 tonnes, le *Zenta*. Celui-ci aurait été atteint, affirme-t-on, à 14000 mètres, par un projectile de gros calibre. Ce chiffre de 14000 mètres a vivement frappé les imaginations. Quelques doutes ont même été émis, qui ne sont pas entièrement justifiés ; et, sous prétexte qu'il s'agissait de la Méditerranée, on a parlé d'exagération méridionale. La vérité est qu'avec la tension et la justesse de trajectoire des canons modernes, avec la perfection de leurs engins de pointage, avec, surtout peut-être, la limpidité d'atmosphère de l'Adriatique, des pointeurs exercés et de bons officiers de tir, comme le sont les nôtres, peuvent obtenir de surprenans résultats.

Au moment où j'écris ce rapide résumé des opérations maritimes, la flotte combinée canonne énergiquement les positions autrichiennes qui dominent le bassin si curieusement découpé (2) que l'on désigne sous le nom de *bouches de Cattaro*. Nos canonniers se trouvent là en présence de difficultés d'un genre tout différent de celles qu'ils sont appelés à résoudre d'ordinaire, car, s'il s'agit de buts fixes, ces objectifs sont souvent peu visibles, en tout cas placés très haut, les montagnes qui encadrent le bassin ayant des altitudes qui varient de 400 à 800 mètres. L'action de nos bouches à feu a cependant puissamment secondé les efforts des Monténégrins.

D'autre part, on assure qu'en employant certains procédés de

(1) Le *Zrinyi* était à peu près exactement du type de nos cuirassés de 15000 tonnes *Patrie, Vérité, Justice*, etc. Caractéristiques essentielles : 14500 tonnes, 20 nœuds, 1500 tonnes de charbon, 230 millimètres de cuirasse, 4 canons de 305 millimètres, 8 de 240, 20 de 100, 3 tubes lance-torpilles, 870 hommes d'équipage. — Je dois dire que la destruction de cette puissante unité n'a pas été confirmée officiellement.

(2) Le golfe de Cattaro proprement dit est précédé de deux bassins, — baie de Teodo et baie de Topla, — et d'un vestibule débouchant sur la haute mer. Les Autrichiens tiennent ces débouchés et bloquent les Monténégrins dans le fond du golfe de Cattaro.

tir indirect, nous aurions atteint, — probablement par-dessus l'isthme de la baie de Traste, — des navires autrichiens mouillés dans la baie de Teodo, où la marine impériale a, depuis longtemps, un établissement d'une certaine importance.

Tout cela est très bien et doit être considéré comme un bon préambule à l'attaque de Pola. Pourrons-nous pénétrer dans les bouches, en dépit des mines que la marine autrichienne a certainement disposées dans les trois ou quatre étranglemens qui en resserrent le plan d'eau? C'est un point douteux et peut-être une opération peu désirable.

On a parlé de l'intérêt qu'il y aurait, avant de rien entreprendre contre Pola, de s'assurer une base d'opérations secondaires dans une des îles de la Dalmatie. Un coup d'œil sur la carte montre tout de suite que c'est toujours Lissa qui remplirait le mieux le rôle dont il s'agit. Dans quel état sont les ouvrages de cette place, qui résista victorieusement, les 18 et 19 juillet 1866, aux cuirassés de Persano? Les renseignemens précis manquent là-dessus. Il semble cependant que l'attention de la marine autrichienne s'était un peu détournée de cette position pour s'attacher à Teodo, — dont je viens de parler, — à Castelnuovo et Sebenico, enfin à Lussin piccolo, dans une longue île qui s'étend à quelque trente milles au sud de la pointe de l'Istrie et de Pola.

Quant à Pola même, c'est une place maritime de premier ordre, parfaitement armée de forts à coupoles d'un type un peu ancien peut-être, mais qui ont dû recevoir, dans ces derniers temps, des perfectionnemens sérieux. L'altitude de ces ouvrages varie de 30 à 75 mètres (Fort Musil). Sur la plus grande des petites îles Brioni, qui couvre, au nord-ouest, l'entrée du port et la baie de Fasana, mouillage extérieur de la flotte autrichienne, s'élève le grand fort Tegetthoff. La défense sous-marine est parfaitement assurée. Enfin il faudrait compter sur de vigoureuses opérations de *défensive active* conduites par la force navale autrichienne, concentrée dans son port principal.

Ni la ville, ni l'arsenal de Pola (1) ne possèdent d'enceinte continue. Les hauteurs qui les dominent sont couronnées d'ouvrages auxquels on peut reprocher d'être trop près du noyau qu'ils prétendent couvrir.

(1) L'établissement central est d'ailleurs dans la petite île d'Olivi, au milieu de la rade.

De cet ensemble de faits, il résulte que c'est du côté de la terre ferme qu'il faudrait faire porter l'attaque principale, après le débarquement d'un corps de siège qui descendrait dans l'une des baies très favorables du revers oriental de l'Istrie. Voilà donc une grosse opération en perspective, sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir.

Elle deviendrait naturellement plus facile si nous avions à la faire avec le concours des Italiens qui y ont, en somme, plus d'intérêt que nous, et dont les forces terrestres ne sont pas, comme les nôtres, engagées ailleurs.

Au surplus, il se pourrait que notre flotte et l'escadre anglaise fussent bientôt obligées de partager leur attention entre l'Adriatique et la mer Égée. Voici que les préparatifs belliqueux de la Turquie s'accentuent au point qu'il devient difficile de douter des intentions, hostiles à notre cause, que nourrit le cabinet dominé par Enver-Pacha et le parti Jeune-Turc. La flotte grecque s'apprête, renforcée de deux puissantes unités qui ne sont peut-être pas, malheureusement, tout à fait « au point. » De l'autre côté, la flotte russe de la mer Noire brûle d'agir. A l'entrée du Bosphore, comme à l'entrée des Dardanelles, il y aura quelque chose à faire pour qui se rappellera que ce n'est pas seulement par une attaque de front — du côté de la mer — qu'on peut venir à bout de puissantes batteries de côte installées dans un passage étroit où l'on a mouillé des torpilles !

Quoi qu'il en soit, la physionomie de la guerre maritime dans la Méditerranée peut fort bien, dans un avenir rapproché, prendre la physionomie que voici :

Blocus et attaque de la flotte autrichienne dans Pola.

Formation d'une flotte combinée anglo-franco-grecque dans la mer Égée ; formation, en même temps, d'un corps expéditionnaire emprunté aux contingens français encore disponibles dans l'Algérie-Tunisie, à la puissante garnison anglaise de Malte, à celle de Chypre, aux troupes d'Égypte et de l'Inde, enfin à l'armée grecque.

Et, cela fait, il y aura sans doute encore de beaux jours pour les opérations combinées entre forces navales de terre et de mer.

Contre-amiral Degouy.

LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES TURCS

EN 1453

D'APRÈS UN LIVRE RÉCENT

L'histoire se fait par les témoignages ; quand l'attestation écrite des contemporains s'anime par la vision directe des lieux, à peine défigurés par les siècles, où se sont dénouées les péripéties d'un des événemens capitaux de l'histoire humaine, il naît vraiment, de ce double témoignage, l'impression de cette « résurrection » dont a parlé Michelet : le récit s'illumine par l'aspect ; l'émotion jaillit de l'intensité de l'évocation. Cette émotion, nous l'avons éprouvée dernièrement en lisant, sur les vieux remparts de Constantinople, le livre récent de M. Gustave Schlumberger : *Le siège, la prise et le sac de Constantinople par les Turcs en 1453* (1).

Du fond de la Corne d'Or jusqu'au château des Sept-Tours et à la Marmara, la vieille enceinte terrestre s'étend sans interruption sur près de sept kilomètres, et il n'est guère, dans cet incomparable décor du vieux Stamboul, d'excursion plus pittoresque et plus émouvante que d'en suivre les détours. Les Turcs, depuis la victoire, n'ont pas touché une pierre de la formidable muraille dont les assises remontent au Basileus Théodose II, et qui garde si fière allure, malgré les brèches et les lézardes qui racontent les scènes héroïques et terribles dont elle a été le théâtre. Témoins des temps passés, tours et remparts sont encore

(1) 1 vol. in-8; Plon.

debout ; les hommes les ont respectés ; le temps seul a opéré ses lentes destructions. Stamboul n'a jamais rempli l'enceinte de l'ancienne Constantinople ; la ville, sous les Turcs, s'est étendue sur la rive Nord de la Corne d'Or et le long du Bosphore ; elle n'a pas eu besoin de faire éclater ses murailles historiques pour s'épandre dans la campagne ; les fossés se sont peu à peu comblés ; d'habiles jardiniers, dont beaucoup sont des Bulgares, y ont établi des cultures maraîchères ; salades, choux et tomates ont pacifiquement conquis les deux terrasses où se tenaient jadis les défenseurs de la cité impériale ; des ormes, des figuiers, des cyprès ont poussé parmi les pierres ; ici s'est installé un petit *tekké* de Derviches, là quelques tziganes se sont blottis au pied de la muraille ; les vautours et les hiboux en habitent les créneaux. Une chaussée pavée, contemporaine des empereurs, longe le pied des remparts, mais elle est si défoncée, si rugueuse, que les véhicules ont tracé des pistes nouvelles à côté de la route qu'aucun cantonnier ne répara jamais : c'est la Turquie. Des troupeaux de moutons et de chèvres trouvent leur vie le long des anciens fossés et parmi l'herbe des vastes nécropoles. Autour de la ville, surtout du côté de la Corne d'Or, le terrain vallonné où les Byzantins possédaient jadis des villas et des jardins de plaisance, est envahi par la poétique désolation des cimetières ; sous l'ombre épaisse des grands cyprès, le peuple innombrable des morts a pris possession d'immenses espaces ; les stèles musulmanes, fichées en terre, soit groupées, soit disséminées de-ci de-là dans un pittoresque désordre, semblent les pièces d'un indéfini jeu d'échecs ; les plus anciennes portent le turban national des vieux Osmanlis, les plus récentes sont affublées d'un fez peint en rouge qui les fait ressembler à des champignons vénéneux. Les pierres couchées des cimetières chrétiens ou juifs se pressent en masses serrées, comme un dallage de dominos gris. Toutes ces tombes racontent des siècles d'histoire morte, une succession de générations qui ont passé, improductives pour la civilisation, sans laisser d'autre trace de leur vie que ces témoins de leur mort. Près des portes principales, des fontaines avec des bassins abreuvent hommes et bêtes ; quelques petits cafés turcs se cachent dans la paix des cimetières, à l'ombre des cyprès ; des chemins étroits et tortueux s'enfoncent dans la campagne, mais aucune grande route ne vient aboutir aux portes ; jamais les

environs d'une ville de deux millions d'âmes ne furent moins animés, plus déserts ; la façade vivante de Constantinople est sur la mer.

Presque à mi-chemin entre les deux mers, une petite vallée où coule le ruisseau du Lycus sort de Constantinople et creuse une dépression de terrain très sensible; le rempart descend et remonte suivant le mouvement du sol; il se trouve ainsi, sur certains points, dominé d'assez près, et cette disposition offre à l'assaillant un avantage dont les Turcs profitèrent. Des deux côtés du vallon du Lycus, et surtout près de la porte Saint-Romain, le rempart éventré, les tours lézardées ou en ruines portent la trace visible des énormes boulets de l'artillerie du Sultan; là s'ouvrent deux larges brèches. La plus importante est voisine de la porte Saint-Romain, que les Turcs appellent Top-Kapou, la porte du Canon, en souvenir de la monstrueuse bombarde que le transfuge Orban dressa en ce point pour battre le rempart. Ici, plus de murailles, les boulets les ont jetées bas; puis un cyclone d'hommes a passé, nivelant tout, faisant des trois remparts un glacis en pente rapide : ainsi apparaissent, dans les hautes montagnes, les endroits où le glissement séculaire d'un glacier et le ruissellement des eaux ont raboté et poli les aspérités de la roche. C'est ici qu'a passé le torrent des Janissaires lancés à l'assaut par l'ardente volonté d'un Sultan de vingt-cinq ans; sur ces talus de ruines, l'herbe n'a pas repoussé; on dirait que c'est hier que la foule hurlante des assaillans s'est ruée dans la ville de Constantin. Ici, luttant avec un égal héroïsme, sont tombés les derniers défenseurs de la brèche et les plus braves parmi les Janissaires; ici Constantin XI, dernier empereur de Byzance, a trouvé une mort glorieuse au milieu de ses fidèles. Quelque chose a fini là qui fut très grand et qui n'a pas été remplacé : la majesté du nom romain.

Il faut monter sur cette brèche par la pente d'éboulis où s'entassèrent des monceaux de cadavres, pour imaginer la grandeur tragique du drame. Représentons-nous l'instant décisif où, après une superbe résistance, les derniers défenseurs grecs et latins succombent. Quelques-uns s'enfuient par la petite poterne, qui donne accès des remparts dans la ville et par où vient de s'éloigner Giustiniani blessé; on s'écrase pour atteindre cette unique issue; les Turcs s'y précipitent sur les

pas des vaincus, les jettent à bas du rempart. Une immense clameur s'élève de la ville où les cloches des centaines d'églises et de monastères appellent, pour la dernière fois, à la prière les fidèles terrifiés... Au delà du vallon du Lycus, on voit la colline où s'élevaient le palais des Blachernes, dernière résidence des empereurs, et celui de Constantin Porphyrogénète, dont les restes imposans s'adossent au vieux rempart de Théodose (1). Non loin, près de la porte d'Andrinople, au fond d'un repli de terrain, était le célèbre monastère de Chora où fut apportée, durant le siège, l'icône vénérée de la Vierge protectrice de la cité, que la tradition attribuait à saint Luc lui-même. La charmante petite église de ce monastère, toute brillante de mosaïques et de fresques, a survécu aux fureurs du vainqueur et aux tremblemens de terre; c'est cette Kharié-Djami où un imâm en robe jaune safran explique aimablement aux étrangers les symboles chrétiens et les scènes évangéliques qui décorent sa mosquée. Le jour de l'assaut, un parti de Turcs découvrit une poterne abandonnée, juste en face du monastère, entra par là dans la ville, se rua sur le sanctuaire et détruisit la célèbre image, palladium de la cité gardée de Dieu.

En face de la brèche, se pressaient les bataillons turcs de réserve et se reformaient ceux qui avaient donné les premiers dans le terrible assaut; plus loin, derrière les lourdes batteries, se dressait la tente du Sultan Mahomet II, et sans doute c'est là qu'on pouvait voir le jeune vainqueur, dirigeant les colonnes d'attaque, mettant partout l'ordre et la confiance, ces deux élémens essentiels de la victoire, ivre de joie en écoutant les acclamations de ses soldats vainqueurs, et en voyant flotter enfin sur les tours son étendard orné du croissant, à la place des bannières de pourpre de l'Empire. Moment solennel et tragique qui marque le recul de la chrétienté devant l'Islam et ouvre pour l'Europe la question d'Orient!

En face de la porte Saint-Romain, nous sommes resté longtemps, à l'ombre des grands cyprès funéraires, assis à un petit café où deux Turcs, sans parler, fumaient paisiblement leur narghilé. La tranquillité de ce lieu, tandis que l'imagination évoque l'affreux tumulte du 29 mai 1453, invite au recueillement et à la méditation. C'est là que nous avons lu les chapitres les

(1) Cette belle ruine est appelée Tekfour-Seraï.

plus dramatiques du livre de M. Gustave Schlumberger. Avant lui, il n'existait pas, en français, d'ouvrage spécial relatant, avec tous les détails et toutes les précisions que la critique historique permet d'accueillir comme authentiques, l'histoire de ce long siège. En anglais avait paru, en 1903, le livre de Sir Edwin Pears. M. Schlumberger rend à son devancier l'hommage qui lui revient et suit souvent son récit. Comme lui, il nous donne scrupuleusement, jour par jour, d'après les témoignages des assistans et des acteurs, le récit de cette grande tragédie; les faits, discutés avec sobriété et précision, sans luxe d'érudition inutile, se pressent vers le dénouement fatal; le livre est plein de vie, d'animation, de passion même : l'auteur est l'un des assiégés, il partage leurs angoisses, leurs espérances, leur désespoir. Mais, s'il ne cache pas ses sympathies particulières pour les vaincus, il ne dissimule ni les faiblesses ni les erreurs qui ont amené la chute de Byzance, et il rend hommage à la géniale obstination et au courage du vainqueur. Nous ne pouvons pas le suivre dans le récit des épisodes de la grande lutte; cherchons du moins avec lui à dégager quelques faits dominans.

Les remparts de Constantinople méritent une place à part dans l'histoire de la civilisation humaine. Les vagues successives de la Barbarie du Nord et du Midi sont venues s'y briser; les Avares en 625, les Arabes en 654, 661 et 716, les Bulgares en 1014, et combien d'autres encore, se sont vainement acharnés sur ces murs; leur élan s'y est arrêté. De là partaient les Empereurs pour reprendre, après chaque assaut, leur œuvre patiente d'assimilation et de civilisation par les armes, par le christianisme et l'hellénisme; la Porte Dorée voyait le retour de leurs cortèges triomphaux qui s'en allaient vers Sainte-Sophie pour de solennelles actions de grâces en l'honneur du Basileus vainqueur de la Barbarie. Ces remparts, élevés par Théodose II pour remplacer l'enceinte de Constantin, devenue trop étroite, étaient un chef-d'œuvre de l'architecture militaire du moyen âge; ils constituaient pour une armée dépourvue d'armes à feu, une barrière formidable. L'assaillant se trouvait d'abord en présence d'un fossé continu profond de vingt mètres et rempli d'eau, précédé lui-même d'un mur extérieur de trois mètres de hauteur; au delà du fossé, s'étageaient trois remparts successifs; le premier, le moins élevé, surplombait directement le fossé; le

second, crénelé, était haut de sept mètres et dominé par des tours de seize mètres ; le troisième, la muraille intérieure, avait vingt-deux mètres de hauteur ; de la Marmara à la Corne d'Or, vingt-sept tours le renforçaient. Un espace large de cinq mètres séparait l'enceinte intérieure de l'enceinte médiane, les historiens du siège l'appellent *péribole intérieur;* là se tenaient les défenseurs et étaient placées les machines, les armes de jet, là furent mis en batterie les trop faibles canons que possédaient les Byzantins. Entre la muraille externe et la muraille médiane s'étendait un autre *péribole*, dit *extérieur*, qui constituait une première ligne de défense. En haut des tours et du rempart intérieur se tenaient seulement les archers et arbalétriers. Du rempart, on ne pouvait descendre dans la ville que par d'étroites poternes qui, pendant le combat, étaient verrouillées; donc, pas de retraite pour les défenseurs, il fallait vaincre ou mourir. Pendant un assaut, on ne pouvait se battre que sur la muraille et dans les *périboles;* dans un espace si resserré, le nombre était moins important que la valeur individuelle des soldats. Constantinople aurait peut-être, longtemps encore, bravé les fureurs des assaillans, si le Sultan n'avait réuni contre elle la plus formidable artillerie qui eût jusqu'alors fait son apparition dans l'histoire.

Un Hongrois nommé Orban (1), passé maître dans l'art de fondre les gros canons, avait mis ses talens au service du Basileus; mais Constantin était pauvre, et surtout il était servi par de malhonnêtes fonctionnaires, qui détournèrent à leur profit une partie du traitement alloué à l'ingénieur hongrois, de même qu'ils gardèrent pour eux l'argent destiné à réparer les murailles; Orban, mécontent, alla offrir ses services à Mahomet II qui lui donna plus d'or qu'il n'en souhaitait, pourvu qu'il lui assurât la supériorité en artillerie. Il fondit à Andrinople une pièce en bronze de dimensions colossales; elle avait, dit-on, trois pieds de diamètre; il fallut deux mois, des centaines de bœufs et une armée d'ouvriers, terrassiers, charpentiers pour la traîner jusqu'au pied des remparts de Constantinople et pour l'installer en face de l'un des points faibles du rempart ; elle ne pouvait tirer que sept fois par jour et une fois la nuit; après chaque coup, on la couvrait d'épaisses étoffes de laine et

(1) Orban, Orbain ou Urbani; il était Hongrois ou Valaque.

on versait dans l'âme des flots d'huile ; elle lançait des boulets de marbre noir, très dur, qui pesaient 1 200 livres. Cette pièce formidable finit par éclater en tuant son constructeur, mais elle fut remplacée, et d'ailleurs elle n'était pas seule ; le Sultan avait au moins trois très gros canons appuyés par toute une artillerie moyenne et petite. Mahomet II semble avoir été lui-même un artilleur habile, c'est lui qui choisit l'emplacement des batteries et veilla à leur installation. L'effet fut formidable ; chaque coup abattait des pans entiers de tours ou de murailles ; ce sont les canons qui ont ouvert les trois larges brèches par où les assaillans s'emparèrent de la ville. L'effet moral fut peut-être plus désastreux encore ; ces formidables détonations, cet écroulement irréparable du rempart consternèrent les imaginations : la catastrophe approchait ; Dieu et la Panagia abandonnaient la cité. Pourtant les braves qui combattaient autour de Constantin et des capitaines génois et vénitiens ne perdirent pas courage : avec des troncs d'arbres, des balles de laine, des tonneaux remplis de terre, ils édifièrent des remparts de fortune derrière lesquels ils luttèrent pied à pied. La supériorité de l'artillerie turque, voilà, militairement parlant, la cause de la chute de Constantinople.

Il en est une seconde, bien connue, qu'il suffira de rappeler : c'est le transport, par-dessus la colline de Péra, d'une partie de la flotte turque jusqu'au fond de la Corne d'Or. Les Génois et les Vénitiens, qui combattaient avec les Grecs, étaient maîtres de la mer. Non seulement leur flotte était à l'abri dans la Corne d'Or, protégée par la chaîne qui fermait le port entre la Pointe du Sérail et Galata, mais leurs gros navires à voiles possédaient une supériorité absolue sur les petits bateaux et les galères du Sultan. Le 20 avril, quatre bâtimens génois qui arrivaient d'Italie au secours de la ville assiégée, tinrent tête, plusieurs heures durant, à l'effort acharné des centaines de bateaux de l'amiral Baltoglou et finalement pénétrèrent dans la Corne d'Or, non sans infliger aux Turcs des pertes sensibles. Le Sultan, exaspéré de cet échec, chercha l'occasion d'une revanche. Tous les efforts pour briser la lourde chaîne qui fermait le port ayant échoué, il résolut de tourner la difficulté en transportant des bateaux par-dessus la colline abrupte de Péra pour les faire descendre dans la Corne d'Or. L'opération, qui a étonné les contemporains et consterné les Byzantins, n'était pas sans pré-

cédens : déjà le « khagan » des Avares, lors du siège de 625, l'avait exécutée. Quatorze ans avant le grand siège, les Vénitiens avaient ainsi fait passer une escadre de l'Adige dans le lac de Garde, et l'archevêque Léonard de Chio, l'un des chroniqueurs du siège, nous dit que ce fut le même ingénieur vénitien qui dirigea les travaux pour le Sultan Mahomet II. L'opération est moins prodigieuse qu'elle n'en a l'air. Les bateaux turcs étaient des bâtimens légers appelés « fustes, » sortes de grandes barques à rames, qu'il ne fut pas très difficile de tirer hors de l'eau, d'installer dans une sorte de forme en bois et de faire glisser, à grand renfort de bœufs et de bras d'hommes, sur un plancher graissé recouvrant le sol et formant une sorte de chemin artificiel. Ce qui est étonnant, c'est la célérité et l'ordre avec lesquels l'opération fut conduite, sous les yeux du Sultan lui-même. A l'aube du 22 avril, les Génois de Galata et les Grecs, du haut de leurs remparts, purent voir avec stupeur soixante-dix navires turcs grimper la côte abrupte, au son des fifres et des tambours, redescendre l'autre pente et flotter dans la Corne d'Or. Cette manœuvre audacieuse obligea les Grecs à garnir de défenseurs le rempart du côté de la Corne d'Or et à tenir au complet les équipages des navires. Toutefois, cette grave complication ne leur enleva pas la supériorité navale ; les navires turcs restèrent dans la Corne d'Or sans oser attaquer les gros bateaux génois et vénitiens. Ceux-ci gardèrent si bien la maîtrise de la mer qu'au moment où la ville fut prise, ils purent mettre à la voile et s'en aller sans être inquiétés. Il est certain que si Constantin XI eût été un lâche, il aurait pu facilement s'enfuir par mer et éviter son tragique destin.

Les deux adversaires, dans ce grand duel de deux civilisations et de deux races, furent vraiment dignes l'un de l'autre. Celui qui allait porter dans l'histoire le titre de « Sultan Fatih » n'avait que vingt-cinq ans. Depuis son avènement, une pensée unique occupait son esprit : Constantinople. Toutes les facultés de son intelligence, toutes les énergies de son être, étaient tendues vers ce but suprême. M. Schlumberger nous montre bien comment il avait patiemment préparé, par une campagne diplomatique très habile et par un intense entraînement militaire, la redoutable entreprise où il voulait immortaliser son nom. Le Prophète avait dit que le plus grand prince de l'Islam serait celui qui prendrait Constantinople ; il voulut être celui-là :

un Turc réussirait là où les Arabes avaient échoué. Toutes les chances de succès que la prévoyance la plus active peut assurer à un souverain, Mahomet II les mit de son côté avant de dresser ses batteries devant les murs théodosiens. Dans l'exécution, il se révéla général habile ; admirable entraîneur d'hommes, il exigea de ses troupes l'ordre et la discipline ; en artillerie, il fut un novateur ; l'assaut final fut préparé et dirigé avec une science et une énergie dignes d'un grand capitaine.

Le dernier héritier des Césars ne se montra pas indigne de la grande lignée qui allait se terminer avec lui. Il déploya, pour conjurer le danger, une noble activité, cherchant des alliances, conjurant les princes de la Chrétienté de ne pas laisser périr son trône et sa ville. Pendant le siège, il fut royalement brave, toujours le premier aux remparts, courant sans cesse, sur sa jument arabe, partout où sa présence pouvait ranimer les courages ; il fit preuve de fermeté, de tact politique et d'esprit d'organisation. Pas un instant, il ne s'abandonna lui-même. Il eut, jusqu'au degré héroïque, la vertu d'espérance ; il aurait pu fuir, il aurait pu obtenir, après l'échec des premiers assauts turcs, une capitulation honorable que son ennemi lui offrait ; il préféra la lutte jusqu'à la mort. Un prince a toujours, dans une pareille extrémité, des conseillers pusillanimes qui savent lui démontrer que le parti le plus prudent est aussi le plus sage ; l'auteur anonyme de la *Chronique moscovite*, qui fut sans doute un témoin oculaire du siège, nous raconte que, dans l'entourage du Basileus, on lui remontrait que l'intérêt même de son empire était qu'il s'embarquât sur les galères génoises et qu'il allât chercher le secours de son frère le despote de Morée, des Albanais et de leur terrible Scanderbeg, de Jean Hunyad, du Pape et des princes chrétiens. L'empereur, dit la chronique, écouta en silence ses conseillers et leur fit cette réponse : « Votre conseil est excellent. Je vous en remercie. Je sais combien la démarche que vous me proposez d'accomplir pourrait être utile à notre cause, puisque, ainsi que vous le dites fort bien, tout peut arriver, mais jamais je ne me déciderai à abandonner dans une telle infortune mon clergé, les saintes églises de la capitale, mon trône et mon peuple. Que dirait de moi l'univers ? Je vous supplie, au contraire, de me demander de ne pas vous abandonner. Oui, je désire mourir ici

avec vous tous (1). » Quand il ne resta plus à sauver que l'honneur du nom chrétien et du nom romain, Constantin tira son épée et se fit tuer en combattant sur la brèche de la porte Saint-Romain. En vérité, le dernier des Césars n'inspire pas seulement la pitié, mais aussi l'admiration : c'est une belle figure de l'histoire.

Chez l'empereur Paléologue, la volonté de ne pas périr fut égale à l'ardeur de vaincre qui animait son adversaire, mais les moyens d'action n'étaient pas égaux. Le sultan commandait une armée d'au moins 150 000 hommes, dont 12 000 Janissaires. Les Janissaires étaient alors la plus redoutable troupe organisée qu'il y eût en Europe. C'étaient des soldats de métier, enfans chrétiens dérobés ou livrés en tribut par les peuples vaincus et convertis à l'Islam ; sans famille, sans patrie, ils ne connaissaient que le Sultan et la Foi ; ils étaient constamment entraînés à la guerre et leurs imâms entretenaient chez eux le fanatisme musulman.

L'armée du Sultan n'était donc pas composée uniquement de soldats de race turque; outre les Janissaires, Mahomet II commandait aux contingens des princes et des peuples chrétiens, sujets ou vassaux de l'empire : c'étaient environ 30 000 hommes. Beaucoup parmi les plus habiles conseillers de Mahomet II étaient chrétiens ou renégats. Zagan-pacha, le plus ardent de ses lieutenans, était un Albanais renégat; son amiral, Baltoglou, un Bulgare renégat; Orban, le fondeur des grosses bombardes, un transfuge hongrois; les sapeurs qu'il chargea de creuser des mines sous les remparts ennemis étaient des Serbes; chrétien aussi l'ingénieur qui fit passer les vaisseaux par-dessus les collines. L'intérêt ou la nécessité avait amené ces hommes dans le camp turc. Il ne faut pas se représenter les Turcs comme tout à fait étrangers aux Grecs ou aux autres peuples chrétiens du Balkan; des mariages avaient uni les maisons régnantes, des princes fugitifs avaient trouvé asile dans les cours rivales. Un prince turc nommé Orkhan combattit en brave sur les remparts de Constantinople. Déjà, au XIIIe siècle, Isaac Comnène avait passé une partie de sa vie à la cour du Sultan d'Iconium; son fils aîné, frère du fameux Andronic II, avait épousé la fille d'un émir musulman. Au XIVe siècle, pour la première fois, on vit un

(1) Schlumberger, p. 188.

prince byzantin, Cantacuzène, marier sa fille Théodora au Sultan turc de Nicée, Orkhan. On vit même un fils du Sultan Bajazet, laissé en otage à Constantinople, y devenir l'ami du prince Jean, le futur Jean VIII, se convertir spontanément et mourir chrétien en 1418. Depuis 1390, les Turcs étaient déjà si nombreux à Constantinople que le Basileus leur avait accordé une mosquée et un cadi. Les Turcs avaient adopté certaines coutumes ou mœurs de la civilisation grecque, et réciproquement; il y avait eu même des projets d'alliance politique; les Grecs de Byzance, surtout depuis qu'ils avaient perdu leurs provinces d'Europe et d'Afrique, étaient devenus des Orientaux: n'eût été la religion, ils se fussent trouvés, sans doute, moins loin de Mahomet et de ses Turcs que des « Francs » de l'Occident et de leur Pape.

L'étude des rapports de l'empire byzantin avec la catholicité occidentale jette une vive lumière sur les derniers jours de Byzance. La ville des Césars, dans les deux derniers siècles de son histoire, est redevenue, comme au temps de Constantin, une cité gréco-latine. Même après la chute de l'empire latin fondé par les Croisés en 1204, l'influence de l'Occident méditerranéen alla grandissant. En Occident était la force militaire. Les Génois et les Vénitiens se partageaient le commerce de la Méditerranée orientale; leur mercantilisme avait dénaturé l'esprit de croisade; ils avaient des colonies dans tous les ports du Levant. La chrétienté d'Occident, au XIIIe et au XIVe siècle, développait les principes de vie que le catholicisme latin avait déposés en elle; une civilisation originale, dans tout l'éclat de sa forte jeunesse, s'y épanouissait et faisait resplendir les lettres et les arts. L'Orient, au contraire, séparé par le schisme de cette grande source de vie et de progrès, se repliait sur lui-même, s'étiolait dans un particularisme étroit, s'enfermait dans une civilisation figée et hiératique. Les plus intelligens des empereurs de Byzance avaient compris la nécessité de rajeunir le Byzantinisme; plusieurs d'entre eux épousèrent des princesses latines; ils favorisèrent le développement de la colonie génoise de Galata. « Sous le règne de l'empereur Manuel, aimé de Dieu, écrit Guillaume de Tyr, le peuple latin avait trouvé auprès de lui le juste prix de sa fidélité et de sa valeur. L'empereur dédaignait ses petits Grecs comme des hommes mous et efféminés et, ayant lui-même de la grandeur d'âme et une bravoure

incomparable, il ne confiait qu'aux Latins le soin de ses plus grandes affaires, comptant avec juste raison sur leur dévouement et leur vigueur. Comme ils étaient fort bien traités par lui et qu'il ne cessait de leur prodiguer les témoignages de son extrême libéralité, nobles et roturiers accouraient de tous les coins du monde vers celui qui se montrait leur plus grand bienfaiteur (1). »

Ce Manuel Comnène avait fait épouser à son fils Alexis une sœur de Philippe-Auguste, Agnès de France, qui fut impératrice sous le nom d'Anne. Plus tard, une Anne de Savoie, mariée à un Paléologue, contribua beaucoup à la décadence finale de l'empire et au progrès des Turcs en Europe (2). Manuel II vint à Paris au temps de Charles VI, en l'année 1400; ses deux fils Jean VIII et Constantin, qui furent les deux derniers empereurs de Byzance, épousèrent des princesses latines.

Mais le peuple et le clergé de Constantinople ne comprirent jamais cette politique des empereurs; le peuple détestait dans le latinisme le souvenir de l'assaut et du pillage du 12 avril 1204, il méprisait les « Barbares » d'Occident et les « idolâtres » de Rome et se croyait seul dépositaire de la foi et de la civilisation. A plusieurs reprises, de sanglantes émeutes, encouragées par le clergé ou conduites par quelques ambitieux qui exploitaient les passions de la foule, éclatèrent contre les Latins. Ce fut bien pire quand Jean VIII Paléologue, en 1439, vint au concile de Florence, accompagné du patriarche Joseph et suivi du somptueux cortège que Benozzo Cozzoli a représenté dans la charmante fresque du Palais Riccardi, et proclama l'union des deux Églises. Au mois de décembre 1452, tandis que l'empereur Constantin XI faisait célébrer à Sainte-Sophie une fête solennelle, en l'honneur de la fin du Grand Schisme, où le Cardinal Isidore, légat du Pape, et le Patriarche Grégoire, officièrent en commun en présence du Basileus et de sa cour, la foule, hors de l'église, excitée par l'agitateur Gennadios, par les moines et le bas-clergé, ne cessait de crier : « Mort aux Azimites et à leur idolâtrie! » Le parti antiromain trouvait de hauts appuis parmi les premiers personnages de l'empire. Qu'avaient besoin les fils dévots de la toute-puissante Panagia du secours du Pape et des

(1) Voyez les très intéressantes *Figures byzantines* de M. Diehl : 2e série, p. 111 (1 vol. in-16; Colin).

(2) *Ibid.*, p. 243.

Latins? Les reliques des Saints, les icônes très vénérées, gardiennes, depuis si longtemps, de la cité, suffiraient à la protéger. Jusque sous le feu des canons turcs, une partie des Grecs préférait le Sultan au Pape. Le grand-duc Notaras, le premier personnage de la cour après l'empereur, ne se gênait pas pour déclarer qu'il aimait mieux voir dans Constantinople le turban du Sultan plutôt que la mitre romaine. La grande majorité des Grecs avait cessé, depuis la cérémonie de décembre, de fréquenter Sainte-Sophie, qu'ils regardaient comme souillée par l'idolâtrie romaine, et ceux-là même qui, par politique, acceptaient l'Union, ne le faisaient qu'à contre-cœur, dans l'espoir d'obtenir l'alliance des princes catholiques. Même aux momens les plus tragiques du grand siège, une sourde mésintelligence ne cessa de se manifester entre Grecs et Latins.

Les malheureux Byzantins avaient cependant grand besoin de l'aide des Latins. Dans l'immense cité, bien dépeuplée il est vrai, le Basileus n'avait pu réunir que 4 973 combattans grecs. C'est le chiffre singulièrement précis donné par l'historien Prantzès, l'ami et le meilleur serviteur du Basileus, qui fut lui-même chargé de ce douloureux recensement. Durant le siège, les premiers rôles furent tenus par des capitaines génois et vénitiens et les postes les plus difficiles confiés aux 3 000 braves soldats italiens qu'ils commandaient. Le Génois Jean Giustiniani, condottière de grand renom, arrivé à la veille du siège avec deux vaisseaux, trois cents marins et quatre cents soldats munis de côtes de mailles, accepta de combattre « pour l'honneur de Dieu et celui de toute la Chrétienté » et de défendre la partie la plus exposée du rempart, près de la porte Saint-Romain. Le Basileus lui donna le commandement supérieur de toutes les troupes. Il fut le héros du siège et sa chute, pendant l'assaut final, fut le signal de la chute de la place. La cardinal Isidore lui-même commandait une portion du rempart. Les Italiens étaient en tout 3 000. Malheureusement, la concorde ne régnait pas entre eux : Vénitiens et Génois, rivaux pour le commerce, se détestaient. Tous firent vaillamment leur devoir, mais enfin, ces étrangers combattaient pour leurs intérêts, non pas *pro aris et focis*. Le brave Giustiniani lui-même, lorsqu'il tomba grièvement blessé, songea à son salut et, malgré les supplications de Constantin, il se fit ouvrir une poterne qui donnait accès dans la ville et se fit porter à bord de son vaisseau ; cette issue

ouverte fut une tentation fatale pour les combattans épuisés et débordés ; ils s'y précipitèrent, et tout fut perdu.

Les Génois de Galata se considéraient comme formant une colonie indépendante ; ils cherchèrent à garder la neutralité, négociant avec le Sultan, l'assurant de leur bon vouloir et sollicitant sa protection. Quand les vaisseaux turcs furent transportés par voie de terre dans la Corne d'Or, au pied même des remparts de leur cité, ils auraient pu gêner beaucoup, empêcher même l'opération ; ils se gardèrent bien de le faire. Ces marchands avisés auraient bien voulu sauver la ville, car ils prévoyaient que, Constantinople prise, leur indépendance serait compromise, mais la peur des représailles turques les retenait : entre ces deux périls, en gens de mer qu'ils étaient, ils louvoyèrent. Le Sultan, de son côté, les ménageait ; l'hostilité déclarée de Galata aurait pu contrarier les opérations du siège et provoquer l'intervention d'une flotte génoise, portant des troupes du duc de Milan ; mieux valait temporiser ; par intimidation et diplomatie, Mahomet II obtint la neutralité, peut-être bienveillante, du podestat de Galata (1). Après la victoire, le sultan exigea la démolition des remparts et la remise des armes, mais il confirma, par de nouvelles capitulations, les privilèges des Génois, leur accorda le droit de commercer dans tout l'Empire, et de conserver les coutumes et privilèges qu'ils tenaient des Basileis, à l'exception du droit de sonner les cloches. Les Génois, dans cette terrible aventure, furent avant tout commerçans.

Aucun grand État chrétien ne secourut la ville assiégée. Jean Hunyad, qui avait signé en 1451 un armistice avec le Sultan, lui fit savoir, quelques jours après le commencement du siège, qu'il avait résigné ses pouvoirs de régent du royaume de Hongrie entre les mains du jeune roi Vladistlav, et que, désirant donner au nouveau prince sa pleine liberté d'action, leurs engagemens réciproques se trouvaient annulés. C'était une menace, pour prix de laquelle il demanda au Basileus la cession de la ville de Mesembrya ; mais la menace ne fut pas suivie d'effet. Le 20 mai cependant, une ambassade venue pour annoncer au Sultan l'avènement du nouveau Roi insista auprès de lui pour qu'il levât le siège, ajoutant que, s'il ne le faisait pas, les Hon-

(1) V. Schlumberger, p. 173 ; mais il faut se méfier, quand il s'agit des Génois, des informations de source vénitienne.

grois seraient obligés d'intervenir. Trois jours après, la ville était prise ! Le roi d'Aragon, qui, par avance, réclamait l'île de Lemnos, n'expédia aucun secours. Le despote de Serbie, Georges Brancovitch, envoya au Sultan une ambassade pour le rassurer sur ses intentions. La flotte vénitienne tarda à se montrer dans les parages de l'Archipel ; il fallut toutes les instances et les subsides du Pape pour la décider à faire voile ; vingt ou trente navires sous les ordres de Messire Jacques Loredan étaient arrivés à Chio, où, depuis un mois, ils attendaient des vents favorables, quand la nouvelle du désastre leur parvint. Ce secours aurait sauvé Constantinople. Malgré son immense supériorité numérique, l'armée du Sultan désespéra plusieurs fois du succès. Avant l'assaut final, le grand-vizir Khalil Pacha, qui avait toujours été opposé à la guerre, conseilla de lever le siège. Il montrait avec insistance les Hongrois, les Vénitiens menaçans. Il est très probable que, si un secours de quelque importance fût venu renforcer les assiégés, la ville eût réussi, cette fois encore, à repousser les assaillans.

Aucun secours ne parut, et la ville succomba. Le dernier chapitre de M. Schlumberger décrit dramatiquement le massacre et le pillage qui suivirent. A cette époque, dans toute l'Europe, le cri de « Ville gagnée ! » annonçait toujours un pillage, souvent un massacre. Avant l'assaut, le Sultan avait promis à ses soldats trois jours de pillage ; tout ce que contenait la cité impériale, hommes, femmes, enfans, richesses devrait être le butin des vainqueurs. Cette promesse fut accueillie, dans le camp turc, par d'immenses acclamations. L'archevêque Léonard de Chio, qui les entendit, en demeurait terrifié : « Oh ! si vous eussiez entendu comme nous leurs cris incessans, dit-il dans sa relation, en vérité, vous vous seriez émerveillés ! » Après un aussi long siège et si difficile, la fureur des assaillans, qui avaient subi de très grandes pertes, s'était exaspérée, d'autant plus que d'imprudens Grecs, assurément de ceux qui avaient soin de se tenir le plus loin du combat, leur lançaient du haut du rempart des injures et des invectives. Il n'est donc pas étonnant que l'entrée des vainqueurs ait été ensanglantée par des massacres, d'autant plus qu'à côté des troupes régulières, l'armée du Sultan comptait des corps nombreux de Bachi-Bozouks.

On tua surtout les vieillards, qui n'avaient pas de valeur marchande, et on réserva pour l'esclavage les plus jeunes. Ce

qui est remarquable, c'est l'ordre relatif que la volonté du Sultan et des chefs turcs parvint à faire régner dans un tel tumulte. Les Turcs furent définitivement maîtres de la ville le 29 mai entre neuf et dix heures du matin, et, à midi, constate M. Schlumberger, un ordre du Sultan, répété par ses crieurs, arrêta le massacre. Le pillage promis se fit aussi avec un certain ordre. Les maisons déjà occupées par des soldats turcs étaient signalées par une petite banderole qui indiquait aux autres qu'ils eussent à se pourvoir ailleurs de butin. Les marins abandonnèrent leurs bateaux pour prendre part au pillage, ce qui permit aux navires chrétiens qui étaient dans le port, chargés de richesses et de fugitifs, de s'éloigner sans combat. Après trois jours, tout rentra dans l'ordre, le *yassak* turc fut obéi. Le Sultan Fatih fit son entrée dans sa nouvelle capitale à la tête de bataillons parfaitement ordonnés et disciplinés. Il se rendit droit à Sainte-Sophie, monta sur l'autel et, tourné du côté de La Mecque, il fit sa première prière, tandis qu'un imâm, du haut de la chaire, récitait la confession de foi sunnite. Depuis cette heure, l'église de Constantin, le temple de la Divine Sagesse, est une mosquée.

Trois jours durant, la ville immense fut livrée au pillage; soixante mille prisonniers furent vendus ou attribués comme esclaves aux vainqueurs. La soldatesque assouvit sa luxure non seulement sur les femmes et les jeunes filles des meilleures familles de Byzance, mais aussi sur les adolescens et les enfans; les chefs donnaient l'exemple : les fils du grand-duc Notaras, celui de l'historien Phrantzès, payèrent de leur tête le crime de préférer la mort au déshonneur. Les immenses richesses d'art entassées depuis des siècles dans la ville des Césars furent dispersées, perdues, gaspillées; les bibliothèques, qui renfermaient sans doute le trésor de la sagesse et de l'art antiques, furent anéanties, ainsi que les merveilleuses enluminures des manuscrits sacrés. « Ce fut, dit M. Schlumberger, un indescriptible appauvrissement pour l'intelligence humaine. » Sur les incomparables mosaïques, sur les splendides fresques des églises, l'Islam étendit le suaire de ses chaux blanches. Et c'en fut fini de la civilisation byzantine qui avait jeté, à certaines époques, un si vif éclat et qui avait prolongé jusqu'aux temps modernes la grande ombre de l'Empire romain.

Le Sultan était trop intelligent pour ne pas comprendre

quelle perte le pillage de tant de trésors était pour lui-même et pour la grandeur turque. Dès son entrée à Sainte-Sophie, la légende veut qu'il ait frappé de son cimeterre un soldat qui brisait le dallage de marbre de ce « monument des infidèles. » Sa volonté rétablit l'ordre ; il donna au patriarche grec l'investiture religieuse et civile avec juridiction sur tous les chrétiens de son Empire; et ainsi fut créé un statut légal pour les chrétiens survivans.

L'historien Cantemir nous raconte que le Sultan Mahomet, entrant en vainqueur dans le magnifique palais des Blachernes, saccagé par sa propre armée, se sentit pénétré de tristesse et se prit à réciter des vers persans sur ce thème éternellement dramatique des vicissitudes humaines : « Aujourd'hui l'araignée est devenue la gardienne du palais des empereurs et a tissé sa toile devant sa porte : le hibou fait retentir les échos des tombes royales d'Efrasaïb de son chant lugubre. » Le Grec Critobule, de son côté, prêtant ses propres pensées au jeune vainqueur contemplant sa conquête, lui fait dire avec des larmes : « Quelle ville avons-nous livrée à la dévastation ! » On ne peut se défendre de pareils sentimens en contemplant les ruine de ces murs orgueilleux qui, pendant tant de siècles, ont bravé tous les assauts de la « Barbarie » et où poussent aujourd'hui les cyprès et les myrtes. Dans l'enceinte de ces murailles, au jour où les Turcs entrèrent pour l'immense destruction, vivait un empereur magnifique, une bureaucratie exacte et savante, de hauts dignitaires et des fonctionnaires qui se disputaient des insignes, des décorations, des faveurs, tout un clergé de prêtres et de moines zélés, subtils flaireurs d'hérésie, acharnés ennemis de « l'idolâtrie » papiste. Tout cela fut anéanti en un jour. Devant ces ruines de la cité rayonnante, comme parmi les pierres de l'Acropole ou du Colysée, on se prend à répéter les vers d'Homère que, devant les ruines de Carthage vaincue, l'historien Polybe surprit sur les lèvres de Scipion Émilien : « Un jour aussi verra tomber Troie, la cité sainte, et Priam et son peuple invincible. »

René Pinon.

A TRAVERS
LES ORIGINES D'UNE GUERRE[1]

Au mois de mars 1907, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, soumettait à l'approbation du Président de la République un décret instituant au quai d'Orsay une commission chargée de réunir et de publier les documens diplomatiques relatifs à la guerre de 1870-1871. Approuvée par le chef de l'État et formée aussitôt, la Commission se mit à l'œuvre sur-le-champ, sous la présidence de M. Deluns-Montaud, ministre plénipotentiaire, chef de la division des Archives du département. Ce haut fonctionnaire étant décédé l'année suivante fut remplacé par M. Joseph Reinach qui, depuis cette époque, dirige les travaux et publications dont son prédécesseur avait eu l'initiative.

Dans le rapport que M. Pichon adressait au Président de la République à l'appui de sa proposition, se trouvent résumés les motifs qui la justifiaient. Le ministre, s'autorisant des modifications que les événemens de 1870 ont fait subir à la carte politique de l'Europe, rappelait que, depuis cette époque, des écrivains de tous les pays se sont exercés à retracer l'histoire de ces jours tragiques et à en tirer des enseignemens pour la politique ou pour la guerre. On sait en effet que les jugemens et les appréciations à cet égard ont été abondans et qu'encore à l'heure où nous sommes, la fécondité des historiens ne semble pas épuisée. Études des opérations militaires, exposés des

(1) *Les Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871.* Recueil de documens publiés par le ministère des Affaires étrangères; 8 vol. in-8. Paris, Gustave Ficker.

motifs dont s'inspirèrent les belligérans avant d'en venir aux mains, récits justificatifs publiés par les personnalités qui avaient eu alors la lourde charge du gouvernement et par celles qui, à des titres divers, avaient contribué à l'attaque ou à la défense de notre territoire, rien n'a manqué à la vaste enquête ouverte du côté des vainqueurs comme du côté des vaincus, à l'effet d'établir les responsabilités d'un événement qui a transformé, pour un temps, les assises de l'équilibre européen.

Toutefois l'auteur du rapport, signalant le caractère incomplet et parfois tendancieux de ces nombreux travaux, en tirait cette conclusion qu'en vue de combler des lacunes inévitables, il était devenu nécessaire « de réunir et de mettre au jour, dans un esprit de complète impartialité, des documens qui permettraient de raconter en pleine connaissance de cause l'histoire d'une époque si féconde en enseignemens. » — « Les conséquences de la guerre, ajoutait-il, ont été infinies ; quelles que soient les idées qui prévalent à cette heure à leur sujet, l'intérêt paraîtra capital de bien déterminer le rôle et les responsabilités de chacun dans sa préparation, dans sa déclaration et dans les négociations qui l'ont précédée, accompagnée ou suivie. Il ne sera pas d'un moindre intérêt de préciser les causes de notre isolement à l'heure où les hostilités s'engagèrent et les motifs pour lesquels telles Puissances, sur l'aide desquelles nous étions peut-être en droit de compter, nous ont fait défaut. »

Rechercher les origines diplomatiques de la guerre, complément nécessaire de l'étude de ses origines historiques, tel était donc l'objet de la publication que la Commission entreprenait. On en comprendra l'importance lorsque nous aurons dit que les neuf volumes actuellement parus, bien qu'ils n'embrassent qu'une période de trois années, 1863-1866, ne contiennent pas moins de deux mille cinq cent trente dépêches, lettres ou circulaires, datées de toutes les capitales de l'Europe et au bas desquelles se trouve la signature des divers personnages qui composaient alors l'élite de la diplomatie. Ce vaste recueil atteste l'effort méritoire de la Commission et permet de prévoir qu'il ne lui en faudra pas un moins grand pour mener sa tâche à bonne fin. Il est vrai qu'elle en sera dédommagée par la gratitude des historiens qui auront désormais sous les yeux la presque totalité des documens propres à donner plus d'autorité à leurs récits, surtout si les gouvernemens étrangers suivent

l'exemple que leur donne le gouvernement français et s'ils y mettent la même loyauté que lui.

Toutes ces pièces n'ont pas la même importance. Si les unes nous révèlent les vues des gouvernemens, leurs variations et l'état d'âme des souverains et des hommes d'État, à l'heure où elles ont été écrites, il en est d'autres qui ne reflètent qu'une impression plus ou moins accidentelle et fugitive, recueillie au passage, résultant d'une chose vue ou d'une parole entendue, qu'effacera celle du lendemain et qui, sans influence sur les événemens, n'a de prix pour l'histoire que parce qu'elle éclaire les phases successives par lesquelles ils ont passé avant de se dénouer. En outre, plusieurs de ces documens ont été utilisés déjà dans des ouvrages antérieurs et ne sont plus pour nous une nouveauté. Mais, quel que soit leur degré d'intérêt et d'importance, leur réunion dans leur ordre chronologique en rend la lecture singulièrement suggestive, en ce sens qu'en nous rappelant des souvenirs aussi douloureux pour nous qu'inoubliables, elle les précise et y répand la lumière au profit de la vérité : c'est en cela que l'ouvrage dû à l'initiative de M. Stephen Pichon et mis sur pied par la commission ministérielle, constitue un trésor documentaire d'une valeur incontestable.

En tête du premier volume et à la suite du rapport adressé par le ministre au Président de la République, s'en trouve un autre qui lui a été adressé à lui-même par les membres de la Commission. Ils y exposent d'abord l'embarras qu'ils ont éprouvé lorsqu'ils ont voulu assigner une date précise aux origines de la guerre et les raisons pour lesquelles ils les ont placées à la fin de l'année 1863, et au commencement de l'année 1864, c'est-à-dire au début des péripéties dont les duchés de l'Elbe furent la cause et le théâtre. Bien que ces péripéties soient encore présentes à toutes les mémoires, il y a lieu de les résumer ici brièvement, afin de rendre compréhensible ce qui va suivre.

En 1852, cédant à la nécessité de mettre un terme aux conflits qui s'étaient élevés depuis trop longtemps dans le Schleswig et le Holstein incorporés à la Confédération germanique, quoique faisant partie du royaume danois, les grandes Puissances réunies à Londres avaient signé, le 8 mai, un traité par lequel, après avoir obtenu du souverain de ce pays la promesse de réformes intérieures que commandait la justice, elles adoptaient et prenaient sous leur protection le principe de

l'intégrité de la monarchie de Danemark, et garantissaient en outre à la maison royale l'ordre de la succession au trône, telle qu'elle l'avait réglée. Malheureusement, quelques années plus tard, le conflit que la diplomatie européenne s'était flattée d'apaiser, renaissait à la suite des récriminations des populations allemandes établies dans les duchés, à qui les réformes réalisées semblaient insuffisantes. La Diète germanique était alors intervenue par les armes pour soutenir leurs prétentions, ne parlant de rien moins que de détacher des États danois, contrairement au traité de 1852, les deux provinces qui donnaient lieu au litige et d'en faire un État autonome sous le gouvernement du duc d'Augustenbourg. Les troupes fédérales venaient d'y entrer sans rencontrer de résistance, lorsque, se substituant à la Diète malgré ses protestations, l'Autriche et la Prusse s'étaient arrogé le droit, qui n'était que le droit du plus fort, d'avoir seules raison de l'opposition du Danemark. Au mois de janvier 1864, après des combats sanglans, elles occupaient les duchés et, si l'Autriche semblait disposée à s'en remettre pour leur sort aux décisions de la Diète, la Prusse laissait percer le dessein de ne s'en dessaisir ni pour les abandonner au duc d'Augustenbourg, ni pour les restituer au Danemark.

Antérieurement à cette date, et lorsque la crise qu'elle rappelle venait aggraver les alarmes de l'Europe, déjà troublée par l'insurrection polonaise et par les visées de l'Italie sur la Vénétie et sur Rome, l'empereur Napoléon avait, le 4 novembre 1863, proposé aux Puissances la réunion à Paris d'un Congrès où toutes seraient représentées. Pour justifier sa proposition, il faisait valoir que l'édifice politique de l'Europe, élevé à Vienne en 1815, s'écroulant de toutes parts, il était urgent de lui en substituer un autre, c'est-à-dire « de régler le présent et d'assurer l'avenir » sur des bases plus justes et plus propres à garantir la paix. Un grand Congrès, où toutes les questions politiques seraient discutées et toutes les difficultés résolues dans un intérêt commun, pouvait seul accomplir cette tâche pacificatrice. Sauf l'Angleterre et l'Autriche, tous les gouvernemens, avec ou sans réserves, s'étaient montrés favorables au projet de l'Empereur. L'Angleterre l'avait écarté par un refus formel. Quant à l'Autriche, tout en reconnaissant l'utilité de cette réunion, elle n'y voulait participer qu'à la condition que les Puissances signataires du traité de 1852 y seraient seules admises et qu'on n'y

traiterait que les affaires du Danemark. La proposition de Napoléon III était ainsi tombée dans l'eau et, bientôt après, une offre de médiation faite par l'Angleterre allait avoir le même sort. La Prusse et l'Autriche, pendant ce temps, poursuivaient l'exécution de leurs desseins à travers de multiples incidens qui devaient les brouiller et les armer, en 1866, l'une contre l'autre. Tel est en résumé l'événement dans lequel les membres de la Commission dont l'œuvre est sous nos yeux ont placé le berceau de la guerre de 1870.

Ils ne se dissimulent pas qu'il y a dans leur choix une certaine part de convention. Mais ils font justement remarquer que la période à laquelle ils se sont arrêtés est celle où, dans la confusion où l'Europe se trouva tout à coup jetée, commencent à se révéler les mobiles et les ambitions du gouvernement prussien. D'autre part, en remontant plus haut pour retrouver les origines de la guerre, ils eussent rencontré sur leur route des événemens qui, par des étapes successives, les auraient ramenés de siècle en siècle jusqu'au plus lointain passé. Notre histoire nationale n'est-elle pas alimentée à tout instant par les rivalités de la France avec l'empire allemand?

Il faut cependant constater qu'encore aujourd'hui, les historiens ne sont pas entièrement d'accord sur la date à laquelle il convient de placer les origines de la guerre. L'un d'eux et non des moindres, Émile Ollivier, est d'avis « qu'on a démesurément grossi cette affaire du Danemark en la présentant comme la source d'où sont sortis tous nos maux et qu'il n'y a aucun lien nécessaire entre 1863 et 1870. » Peut-être est-ce trop dire, et serait-il plus juste de reconnaître que si le gouvernement impérial commit, en 1863, la très lourde faute de laisser l'Autriche et la Prusse comploter ensemble et porter la plus grave atteinte à l'intégrité de la monarchie danoise garantie par le traité de 1852, il commit, en 1866, une faute plus lourde encore en laissant la Prusse écraser l'Autriche. N'est-ce pas surtout de cette faute que nous avons subi trop longtemps les douloureuses conséquences? Sans insister autrement sur la question de savoir à laquelle des deux dates précitées est la source de nos malheurs, il est aisé de mettre d'accord les opinions contradictoires en rappelant que, de 1863 à 1866, ont été commises de notre côté des fautes irréparables et qu'en conséquence, si l'on veut s'en tenir aux causes immédiates de la

guerre, indépendamment de la plus visible de toutes, qui est la candidature Hohenzollern, c'est dans cette période qu'il les faut chercher.

D'autres toutefois, pour être d'un caractère différent, ne sont pas moins décisives. Mais, avant d'y regarder, il me paraît utile de formuler une observation préliminaire. Les auteurs du rapport adressé au ministre des Affaires étrangères semblent s'attacher, en recherchant les origines de la guerre de 1870, à établir une différence entre ses origines diplomatiques et ses origines historiques. Cette différence existe-t-elle autant qu'ils paraissent le supposer et, dans la réalité, ces origines ne se confondent-elles pas? Peut-on, en un mot, séparer les unes des autres? Pour ma part, je ne le crois pas : c'est dans leur ensemble, je dirai même dans leur confusion ou, si l'on préfère, dans leur suite logique, que j'aperçois comme en un bloc les causes immédiates et les causes lointaines du conflit retentissant qui se dénoua par la défaite de nos armes. Il en est deux cependant qui dominent toutes les autres : en premier lieu, le ressentiment séculaire de la Prusse contre la France, qui la disposait à voir dans celle-ci une ennemie et une rivale que l'intérêt national commandait d'abattre; puis la présence, du côté prussien, de l'homme d'État qui, dans les temps modernes, a incarné, avec le plus d'éclat et le plus de bonheur aussi, ce qu'on est convenu d'appeler le génie politique, bien que ce ne soit souvent que la résultante des faveurs de la fortune. Bismarck a résumé dans sa personne comme dans sa conduite toutes les jalousies, toutes les convoitises, toutes les haines de la Prusse. Patriote ardent, ambitieux de renommée, il a voulu passionnément la guerre, c'est lui-même qui nous en a fait l'aveu. Il n'y a vu que des avantages pour son pays. Au début du conflit allemand-danois, elle lui semblait déjà nécessaire, et il s'est efforcé de la rendre inévitable.

Voici plus de trente ans qu'un éminent diplomate, le regretté Rothan, le constatait dans ses belles études sur la politique française en 1866 : « On ne peut contester, disait-il, que le comte de Bismarck attachait le plus grand prix au conflit des duchés de l'Elbe, ni la peine qu'il s'est donnée de longue date pour diviser et pour paralyser les Puissances le plus directement intéressées au maintien de l'intégrité de la monarchie danoise et empêcher que celle-ci fût secourue. » Rien n'est plus vrai et,

pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les documens officiels qui viennent d'être tirés de nos Archives. Ils nous fournissent à tout instant, dès le début de la crise danoise, des preuves de la duplicité du ministre prussien.

En 1864, tandis qu'il se réjouit ouvertement d'être « sur le pied d'une alliance croissante avec l'Autriche » et d'avoir dissipé un dissentiment qui s'était élevé entre elle et la Prusse, à propos d'un traité de commerce, il dit à l'un de ses confidens : « Je la ménage un peu sur ce point pour qu'elle me laisse les mains plus libres dans les duchés. D'ailleurs, nous sommes d'accord sur les grands principes, et, si quelque incident nouveau soulève momentanément une discussion entre nous deux, ce ne sera qu'une dissidence passagère et de courte durée. Pour toutes les grandes affaires, nous marchons et nous marcherons ensemble. » Lorsqu'on se rappelle ce qui s'est passé en 1866, on ne peut lire ces propos sans stupéfaction et ne pas se demander si, dès ce moment, Bismarck ne jouait pas une comédie vis-à-vis de son alliée. Comment pouvait-il supposer que l'Autriche lui laisserait les mains libres pour faire dans les duchés ce qu'il se proposait d'y faire, c'est-à-dire s'approprier non seulement ce qu'on lui laisserait prendre, mais encore ce qu'il saurait prendre si, d'aventure, on le lui refusait? Assurément il est plus sincère lorsque, après avoir constaté que sur certains points il est d'accord avec l'Autriche, il ajoute : « Le temps fera le reste. La mission de la Prusse est de s'étendre. Nous devons toujours y penser. Il faut que nos prévisions soient vastes, qu'elles aient un large horizon. »

D'autres aveux justifient plus formellement encore l'affirmation de Rothan. A propos du désir exprimé à la même époque par le roi de Prusse de se rencontrer avec l'empereur Napoléon, Bismarck révèle à un confident que cette entrevue, si elle a lieu, n'aura pas pour objet « de conclure une alliance sérieuse avec la France. » Une telle alliance serait, selon lui, sans efficacité et il constate avec satisfaction que le souverain français se trouve en ce moment complètement isolé en Europe, ainsi que le démontre le piteux avortement de son projet de congrès. Si le roi de Prusse cherche à se rencontrer avec Napoléon, « ce n'est que pour rendre l'Autriche plus souple en lui montrant qu'il ne dépend que de nous de marcher d'accord avec le Cabinet des Tuileries. »

Les desseins que trahit ce langage éclatent ainsi en plusieurs circonstances entre lesquelles l'historien n'a que l'embarras du choix. En voici une encore qui mérite d'être rappelée. A peine l'Autriche et la Prusse sont-elles entrées dans les duchés que l'on constate une différence sensible dans l'attitude des deux Puissances. Autant l'Autriche se montre modérée, autant la Prusse se montre ardente dans ses revendications contre le Danemark. L'Angleterre ayant offert sa médiation et demandé qu'un armistice soit conclu pour permettre la réunion d'une conférence à laquelle seraient soumises les prétentions réciproques des belligérans, l'Autriche se rallie à ce projet et se déclare résolue à soutenir le principe de l'intégrité de la monarchie danoise. La Prusse, au contraire, signifie qu'elle n'en veut tenir aucun compte et que la conférence ne l'empêchera pas de continuer la guerre jusqu'à ce que le Danemark ait accepté les conditions qu'elle veut lui imposer. Ce qui est plus grave encore, c'est que les dispositions conciliantes de l'Autriche n'exercent aucune influence sur la marche des événemens et qu'en dernière analyse, c'est la politique de la Prusse qui ne cesse de prévaloir, au grand regret de l'Europe qui s'inquiète et se demande si les contradictions qu'on remarque dans les allures de l'un et de l'autre allié sont feintes ou réelles. Personne ne veut admettre « qu'ils aient mobilisé quatre-vingt mille hommes, dépensé beaucoup d'argent et de sang, » uniquement pour imposer au Danemark des réformes dans les duchés, et on commence à les soupçonner, la Prusse surtout, de vouloir purement et simplement s'annexer ces pays.

Il est donc vrai que Bismarck dans toute sa conduite nous a montré ce que peuvent une volonté énergique aux prises avec l'indécision d'autrui. A la marche irrésolue et capricieuse du gouvernement français, à l'inertie de l'Angleterre, il a opposé l'activité audacieuse et réfléchie d'un homme d'État qui, s'étant proposé un but, déploie pour l'atteindre la prévoyance, la persévérance, la dissimulation et, pour tout dire, l'esprit de ruse poussé jusqu'à la perfidie.

Ce qu'il poursuit de longue date avec une indomptable ténacité, c'est la substitution en Allemagne de la prédominance prussienne à la prédominance autrichienne ; il entend que de Vienne la couronne impériale passe à Berlin. Il ne craindra pas de déclarer que « c'est par le fer et par le feu que doit

se dénouer la querelle ouverte depuis Frédéric et Marie-Thérèse pour la domination en Allemagne. » La prise de possession des duchés de l'Elbe est un premier pas vers le but qu'il poursuit. Lorsqu'il associe l'Autriche à cette conquête en commençant à la partager avec elle, c'est dans le dessein de lui disputer bientôt la part qu'il lui en laisse et de faire surgir de leur rivalité une cause de guerre. Au milieu des obstacles qui de tous côtés s'élèvent autour de lui, il ne doute pas qu'il arrivera à ses fins, obtiendra la victoire et réalisera ainsi les ambitions qu'il a conçues pour la grandeur de son pays. Mais son projet n'est qu'un acheminement vers un autre objet. L'Empire allemand reconstitué au profit de la Prusse, il couronnera son œuvre en vengeant sa patrie de la défaite d'Iéna et des humiliations de Tilsitt. Rappeler cet état d'âme de Bismarck, qui, plus ou moins avoué, fut aussi celui de plusieurs de ses compatriotes militaires et civils, c'est mettre en lumière une des causes immédiates de l'événement de 1870.

Mais il y a aussi les causes lointaines, c'est-à-dire les vieilles préventions de la Prusse contre notre pays, auxquelles j'ai fait allusion et qui l'ont rendue plus sensible aux défaites que nous lui avons infligées qu'aux victoires qu'elle a remportées sur nous. Ici, et sans remonter plus haut que la Révolution, les preuves abondent. Lorsqu'en 1792, la guerre éclate entre l'Autriche et la République française, le roi de Prusse se hâte de faire cause commune avec l'Empereur et de cette campagne il ne conservera que l'humiliant souvenir de Valmy. En 1795, il se détache de la coalition, mais à contre-cœur, et parce que les revers des alliés ont épuisé ses ressources. L'ambassadeur de la République, Barthélemy, qui négocia cette paix, constate qu'elle fut de la part du monarque prussien un aveu d'impuissance et déclare expressément dans ses *Mémoires* que ce prince ne s'y décida que parce qu'il ne pouvait plus continuer la guerre. Comment donc ne pas voir une part de comédie dans les manifestations auxquelles il se livre, la paix une fois conclue, pour faire croire que c'est de bon cœur qu'il a déserté la coalition et encouru les reproches de ses alliés d'hier abandonnés par lui? En signant le traité qui le réconcilie avec la France, il nourrit le secret espoir de reprendre ultérieurement les armes contre elle.

En 1800, à la requête de Talleyrand, il s'entremet pour

opérer un rapprochement entre la Russie et la République ; mais c'est moins pour rendre service à celle-ci que pour servir ses propres intérêts en créant une ligue contre ce qu'il ose appeler « l'incalculable avidité de l'Autriche et de l'Angleterre, » comme si lui-même n'avait pas témoigné d'une égale avidité en prétendant à une part des conquêtes qu'elles espéraient faire. Talleyrand, qui a recouru à l'intermédiaire du Cabinet de Berlin pour ouvrir des négociations avec la Russie, ne se trompe pas sur ce qu'il peut attendre de la Prusse et ne compte guère sur son bon vouloir : « Nous ne pouvons douter, écrit-il, que son intermédiaire ne soit pas moins officieux au fond qu'en apparence. » Il sait que si l'Autriche a espéré, durant la période révolutionnaire, profiter des malheurs de la monarchie française pour mettre la main sur l'Alsace, sur la Franche-Comté et même sur la Provence, le roi de Prusse s'est flatté d'avoir sa part dans ces conquêtes.

Déçu de ce côté, l'ambitieux monarque, au cours des années qui suivent, reste en paix avec Napoléon, et son attitude lui vaut de notables agrandissemens de territoire. Aussi se garde-t-il bien de prendre part à la levée de boucliers, entreprise contre la France à la fin de 1805, par la Russie et l'Autriche. Sa conduite en cette circonstance donne la mesure de sa duplicité. Il commence par déclarer que, dans la guerre qui s'engage, il restera neutre, mais, en même temps, il conclut avec Vienne et Saint-Pétersbourg un traité secret d'alliance qui, dans sa pensée, n'aura d'effet que si, comme il le souhaite, Napoléon est vaincu. Brusquement le canon d'Austerlitz déjoue ses calculs. Napoléon est maître de Vienne et c'est au palais de Schœnbrunn où il s'est installé qu'il reçoit dans le cabinet de Marie-Thérèse les félicitations que le ministre prussien Haugwitz lui apporte de la part de son maître. L'Empereur les prend pour ce qu'elles valent. — « Voilà un compliment dont la fortune a changé l'adresse, » dit-il en raillant.

Néanmoins, il propose à son interlocuteur, qui l'accepte aussitôt, un traité d'alliance. Porté à Berlin, ce traité est ratifié par le Roi, malgré la convention qu'il a conclue avec la Russie et l'Autriche. Mais il existe à Berlin un parti de la guerre où figurent la reine Louise, son beau-frère le prince Ferdinand, de vieux généraux comme Brunswick, Blücher, Hohenlohe et autres. Ce parti s'indigne à la pensée que les Français feront la

loi à la Prusse. Napoléon a pu vaincre les Autrichiens et les Russes, mais il n'aura pas raison des Prussiens. « Pour leur assurer la victoire, il ne sera pas besoin de sabres, disent-ils, des gourdins suffiront. » Blücher met le comble à ces vantardises en prédisant que la première rencontre entre Prussiens et Français sera la répétition de Rosbach.

Le roi de Prusse se laisse entraîner par ces excitations. Le 7 octobre 1806, il envoie à Napoléon un ultimatum exigeant comme première condition l'évacuation immédiate de l'Allemagne et que ce mouvement de retraite commence dès le lendemain. Pour toute réponse, Napoléon fait marcher son armée. La campagne dure trente-neuf jours. Lorsqu'elle s'achève, la Prusse n'existe plus. Plus tard, Henri Heine le reconnaîtra. A Saalfeld, à Iéna et à Auerstaedt l'armée prussienne a été anéantie; elle a laissé sur les champs de bataille des milliers de morts et de blessés, sans parler des nombreux prisonniers, des canons et des drapeaux tombés aux mains des vainqueurs. L'un des frères du Roi, le prince Louis-Ferdinand, a été tué; un autre, le prince Auguste, a dû rendre son épée et avec lui la plupart de ces généraux qui s'étaient flattés avec tant de jactance de détruire à jamais la puissance française. Napoléon est entré à Berlin, et la famille royale est en fuite. A dater de ce moment et jusqu'en 1812, le Roi vaincu n'est plus dans les mains de l'impérial vainqueur qu'un jouet condamné à subir toutes ses exigences et tous ses caprices. C'est là ce que la Prusse ne devait plus oublier, et il suffit de rappeler ce tragique souvenir pour faire comprendre comment et pourquoi sa haine est devenue plus ardente et a réveillé ses anciennes convoitises.

Lorsque commence la campagne de Russie, elle est contrainte comme l'Autriche de marcher avec Napoléon. Mais, comme l'Autriche, elle n'attend pour le trahir qu'une occasion propice. Lorsque le destin semble se prononcer contre lui, deux corps allemands abandonnent brusquement l'armée impériale et tournent leurs armes contre elle. Maintenant, le ressentiment prussien, grossi des griefs de l'Allemagne presque entière, ne se contiendra plus. C'est en 1815 qu'il atteint toute sa violence. Le 8 juillet, vingt jours après Waterloo, les armées alliées entrent dans Paris. Les troupes prussiennes sont commandées par le feld-maréchal Blücher, et c'est lui qui se montre le plus acerbe et le plus intraitable de nos ennemis. Il faut l'attitude résolue

du roi Louis XVIII et l'intervention de l'empereur Alexandre pour l'empêcher de faire sauter le pont d'Iéna, et sa volonté, désarmée en cette circonstance, se dédommage par la rigueur des avanies qu'il prodigue aux vaincus partout où ses soldats sont en possession du territoire envahi.

Pendant les négociations pour la paix, la Prusse se distingue par ses exigences et par sa cupidité ; il faut que de nouveau l'empereur de Russie intervienne en faveur de la France qu'il ne veut pas laisser écraser, alors que la Prusse ne poursuit pas d'autre but. Il en sera de même en 1818, au congrès d'Aix-la-Chapelle. C'est malgré la Prusse que le négociateur français, le duc de Richelieu, obtiendra, avec l'appui de l'empereur Alexandre, la libération anticipée du territoire et l'entrée de la France dans la quadruple alliance.

Ces événemens mémorables ne sont pas seuls à établir que la Prusse n'a pas cessé de poursuivre le dédommagement de ses anciens désastres et qu'avant 1870 elle n'était pas encore consolée de l'humiliation infligée à son patriotisme pendant la durée du premier Empire. Waterloo ne lui a pas suffi. Nous en avons d'autres preuves : il y a les aveux du maréchal de Moltke, reconnaissant qu'à peine adolescent, il a été la proie d'un inlassable désir de tirer vengeance des malheurs de son pays ; il y a le mot significatif adressé en 1866, à un diplomate, par le roi de Prusse, au moment où allaient s'ouvrir les hostilités entre Vienne et Berlin : « Si nous avons maintenant la guerre entre nous, nous nous réconcilierons un peu plus tard en faisant une autre guerre en commun. » Il y a enfin les multiples commentaires de Bismarck où, avec une franchise qui touche au cynisme, il révèle les procédés auxquels il a recouru pour rendre inévitable une guerre avec la France. Cette guerre, c'est sa guerre ; il l'a préparée, tout en affectant vis-à-vis du gouvernement français, dont l'inaction favorisait ses desseins, une confiance qui ne fut jamais sincère et qui dissimulait les plans les plus hostiles.

Ce fait indéniable autorise une double supposition, d'abord que, dans sa pensée, l'annexion des duchés de l'Elbe à la Prusse, à l'exclusion de l'Autriche, devait mettre aux prises les deux Puissances et, si l'Autriche succombait dans la lutte, favoriser le conflit avec le gouvernement français à une échéance plus ou moins rapprochée ; ensuite, que, si celui-ci eût été assez heureux pour conjurer la guerre à l'heure où elle

éclata, elle aurait éclaté plus tard. Bismarck n'aurait pas été embarrassé pour faire naître ultérieurement des circonstances dont elle eût été le dénouement nécessaire. Le gouvernement impérial avait eu en face de lui des adversaires dont l'inimitié avait ses racines dans le passé que je viens d'évoquer et qui étaient résolus à faire naître et à saisir toutes les occasions de porter à la France des coups mortels. Bismarck a été le plus fort d'entre eux et il a réussi. Sans doute on doit admettre que son savoir faire a été exagéré. On n'ignore pas que, dans la partie de « risquons tout » qu'il avait engagée audacieusement, il faillit, à plusieurs reprises, se casser les reins, et qu'il dut maintes fois au bon vent qui soufflait dans ses voiles, de conjurer les périls auxquels il s'était exposé. Tout, au contraire, s'est réuni contre nous, et la mauvaise fortune qui nous a atteints et frappés a été d'ailleurs singulièrement aidée par nos fautes.

Elles n'ont été que trop réelles. Il ne semble pas cependant qu'elles soient aggravées, — je ne parle ici que pour les années antérieures à 1866, — par les documens que met au jour le recueil publié par le ministère des Affaires étrangères, lequel ne nous conduit encore qu'à cette date. Après les avoir lus, on est même amené à se demander s'il n'y a pas excès de sévérité à accuser le gouvernement impérial « de s'être laissé conduire par des considérations exclusivement dynastiques » et trop souvent en opposition avec ce que commandait l'intérêt français. Au surplus, ne serait-il pas étonnant que dans une monarchie, il ne fût pas tenu compte de l'intérêt dynastique, lequel après tout n'est pas nécessairement en contradiction avec l'intérêt national et le plus souvent au contraire se confond avec lui? Il me semble donc qu'à cet égard, un jugement définitif ne pourra être rendu que lorsque la publication documentaire qui m'a mis la plume à la main sera achevée. J'en dirai tout autant d'un autre grief formulé dans l'introduction de l'ouvrage, et d'où il résulterait, s'il était fondé, « que la diplomatie du second Empire, toujours attentive, souvent avisée et clairvoyante, a été malheureusement contrecarrée par une diplomatie occulte. » Les documens publiés jusqu'ici ne le prouvent pas. Ce n'est pas à dire que dans la suite ils ne nous en donneront pas la preuve; mais, jusqu'à ce moment, une réserve impartiale s'impose. Elle est d'autant plus facile que, dans la circonstance, la question à résoudre ne présente plus qu'un intérêt purement historique.

Fût-il démontré que, sous le second Empire, il y a eu une diplomatie occulte, la responsabilité du gouvernement impérial telle qu'elle est établie aujourd'hui n'en serait pas plus aggravée qu'elle ne serait diminuée par la preuve contraire.

Quant aux fautes commises, il faut en faire deux parts : d'un côté, celles que nous constatons dès le début de la crise des duchés de l'Elbe, de l'autre, celles qui, à la veille et au lendemain de Sadowa, vinrent ajouter de nouveaux périls à tous ceux que nous avaient déjà créés les ambitions de la Prusse. De cette seconde part, nous n'avons pas à nous occuper ici, la publication du ministère des Affaires étrangères s'arrêtant au moment où les défaites de l'Autriche vont imposer au gouvernement impérial de nouveaux devoirs et où il n'est que trop certain qu'il n'en a pas entrevu la nécessité, ou que, s'il l'a entrevue, il ne s'y est pas conformé. Reste donc la première part et, pour celle-ci, il serait contraire à toute équité de ne pas reconnaître que le gouvernement impérial n'a pas été seul responsable de l'abstention qui a été observée et que, s'il a eu le tort de ne pas donner aux autres gouvernemens l'exemple de la décision et de la fermeté, ils ont tout fait pour lui faire entendre qu'ils ne le suivraient pas dans les voies coercitives. Assurément, il répugnait à y entrer; mais, peut-être, s'y serait-il décidé, s'il avait pu espérer le concours de l'Angleterre ou celui de la Russie. La certitude que ce concours lui ferait défaut a certainement encouragé ses dispositions et contribué à l'engager dans l'attitude qu'on lui a vu prendre.

Cette attitude est exposée tout au long dans la circulaire que, le 12 février 1864, le ministre des Affaires étrangères de France adressait à nos agens diplomatiques pour leur rappeler la conduite qu'avait tenue le gouvernement impérial dès l'ouverture du conflit. « Sa politique, disait-il, a été constamment une politique de conciliation et de paix. S'inspirant à la fois de ses sympathies anciennes pour le Danemark et des ménagemens qui lui semblaient dus au sentiment national de l'Allemagne, il a prêté les mains à toutes les tentatives d'arrangement. A défaut du congrès qu'il avait proposé sur la situation générale de l'Europe, il a accepté l'idée d'une conférence proposée par le gouvernement anglais et d'un armistice qui aurait eu pour effet de maintenir le *statu quo* politique et militaire pendant la durée des négociations, lequel aurait eu pour effet de suspendre la

marche des deux puissances germaniques. Elles y ont répondu en alléguant qu'elles ne pouvaient rester plus longtemps inactives et, pour prévenir l'intervention de la Diète allemande, elles vont entrer elles-mêmes dans le Schleswig et l'occuper à titre de gage afin de contraindre le Danemark à remplir ses obligations et d'écarter les chances d'un conflit entre ce pays et la Confédération. Vainement, la France a fait observer que l'intervention des deux Puissances offrait le même danger que celle de la Diète et que d'ailleurs la possession du Holstein était déjà entre les mains des États confédérés un gage suffisant, Vienne et Berlin n'ont rien voulu entendre. Leurs armées sont entrées dans le Schleswig, le sang a coulé et la guerre continue.

« C'est en vain que les deux Cabinets reconnaissent le principe de l'intégrité établi par le traité de 1852, on peut craindre que les vainqueurs ne soient exposés à subir des entraînemens. Dans cette circonstance, le gouvernement impérial ne saurait voir avec indifférence un peuple de deux millions d'âmes aux prises avec deux des plus grands États de l'Europe et consent d'avance à toute démarche propre à arrêter l'effusion du sang. »

Voilà certes qui témoigne d'intentions excellentes. Mais les intentions ne suffisent pas toujours et l'expression de celles du Cabinet des Tuileries ne pouvait être que platonique envers des gens résolus à ne pas se laisser arrêter en chemin par de vagues paroles. Pour leur donner toute l'autorité qu'elles devaient avoir, il aurait fallu se montrer prêt à les appuyer d'une action effective. Cette action, si elle avait été annoncée dès le début de la crise, aurait eu sans doute d'heureux résultats sans qu'il fût nécessaire d'y donner suite. Il y a eu là une faute initiale qui reste à la charge du gouvernement impérial, bien que, à mon avis, d'autres en soient responsables au même degré que lui : ceux qui pouvaient intervenir avaient, volontairement ou non, fait le jeu de la Prusse. Les conséquences ont été ce que l'on sait. La guerre de 1866 a été fatale à l'Autriche; celle de 1870 l'a été à la France et pèse encore sur elle.

En présence de ces résultats, est-il possible de nier les fautes du gouvernement français, durant la période qui les a préparés? On ne peut contester davantage qu'il aurait pu les empêcher, non plus peut-être en 1866, mais en 1864, lorsque existait encore plus d'un moyen d'empêcher la Prusse de s'approprier les duchés de l'Elbe. En laissant à la Prusse la liberté

d'agir à son gré, a-t-il espéré obtenir des dédommagemens territoriaux du côté du Rhin ? En ce cas, il ne tardera pas à se convaincre qu'il s'est trompé et malheureusement il ne sera pas seul à subir les conséquences de son erreur.

L'ouvrage qui m'a inspiré l'étude et les réflexions qu'on vient de lire comprend actuellement, je l'ai dit, neuf volumes. Le huitième se clôt sur une dépêche en date du 3 mai 1866, écrite par le duc de Gramont, ambassadeur de France à Vienne, à Drouyn de Lhuys. Il y est dit « que le projet de désarmement réciproque sur lequel l'Autriche et la Prusse étaient tombées d'accord est définitivement repoussé par le Cabinet de Berlin. » Désormais donc la guerre est inévitable et quand l'Autriche sera vaincue, les ambitions de la maison de Hohenzollern pourront librement se réaliser. La leçon à tirer de cette publication, qui remonte si haut pour rechercher les origines de la guerre de 1870 et qui aurait pu remonter plus haut encore, est enfermée dans le vieux mot latin : *principiis obsta*. On a dit que Bismarck avait été si fort encouragé dans son audace par l'abstention de l'Europe en 1864, qu'il avait cru que tout lui serait désormais permis et qu'il pouvait effectivement tout se permettre. Il ne s'est pas trompé. Quand nous avons voulu l'arrêter, il était déjà trop tard, et il a construit sur nos ruines l'immense édifice qui, pendant quarante-quatre ans, a pesé sur le monde d'un poids si lourd. Peu de lectures sont aussi passionnantes que celle des huit volumes que nous a déjà donnés M. Joseph Reinach, et nous n'en connaissons pas de plus propre à nous instruire des procédés que la Prusse a employés au profit de sa fortune et au détriment de la nôtre.

ERNEST DAUDET.

PATRICE MAHON [1]

Il est mort en héros. Il avait réclamé comme une faveur d'être envoyé au poste le plus périlleux. Dans les combats autour de Wissembach, il fut chargé d'une mission particulièrement difficile. Il n'est pas revenu. Ainsi est tombé, à la frontière, en défendant le sol de la patrie contre l'envahisseur, le lieutenant-colonel d'artillerie Patrice Mahon qui, sous le pseudonyme d'*Art Roë*, avait été l'un des plus brillans collaborateurs de cette *Revue*. Cette mort sur le champ de bataille, il en avait bien des fois évoqué l'idée et pour en admirer l'incomparable beauté. Il l'avait enviée comme la fin la plus digne d'un soldat. Le premier livre qu'il ait publié, jeune officier de vingt-cinq ans, contient à ce sujet des pages qu'il est impossible de relire aujourd'hui sans une profonde émotion et auxquelles l'événement prête un sens tragique. Il était de ceux qui supportaient impatiemment une longue paix dans une France humiliée et meurtrie. Quand il ramenait ses hommes au quartier, après quelque manœuvre, il s'irritait qu'on en fût toujours à ces simulacres de guerre, sans en venir jamais à la guerre véritable. « Cela n'arrivera donc jamais que ce portail nous vomisse, armés en guerre, et nous projette sur la route, en marche définitive, vers les combats, vers les hasards, vers les ennoblissantes douleurs! » Elle devait arriver, l'heure si ardemment souhaitée; elle ne pouvait manquer de sonner; tout ce qu'il demandait alors, c'est que lui fût épargnée la lente agonie sur un lit d'hôpital : « Mieux vaut la fin inattendue qu'on rencontre sur un champ de bataille ; mieux vaut la balle aiguë, mieux le coup de sabre hasardé

(1) Art Roë : *Pingot et moi; Sous l'Étendard ; Racheté ; Mon Régiment Russe* (Calmann-Lévy). Articles dans la *Revue des Deux Mondes* depuis le 15 juin 1893.

dans la galopade et le ventre à terre ; mieux l'obus qui nous enlève dans une gloire de poussière. Il y a dans la mort de guerre une violence et une soudaineté qui s'accordent bien à l'absurdité du phénomène. Et puisqu'il est entendu qu'elle ne choisit pas, cette mort, n'y a-t-il pas de la convenance à marcher de front au-devant d'elle ? Puis, comme c'est à ce moment-là notre devoir de nous laisser faucher de la sorte, le deuil est moins lourd à ceux qui nous aimaient. » Puisse ce souhait être exaucé, lui aussi, et l'éclat de cette mort rendre moins lourde à porter une douleur devant laquelle nous nous inclinons tous avec une tristesse respectueuse !... Avant toute chose, j'ai voulu saluer le soldat mort au champ d'honneur et rendre hommage à l'une des plus nobles parmi les victimes dont le sang vient d'être versé pour la France.

Je m'honore d'avoir été l'ami de Patrice Mahon. Nos relations dataient de son premier livre. J'avais désiré connaître celui dont ces pages ingénues peignaient au vif l'âme forte et tendre. Mes yeux le revoient tel qu'il était alors, grand, mince, élégant, avec un visage qui frappait d'abord par l'énergie, qui charmait ensuite par l'extrême douceur du regard. De toute sa personne se dégageait une impression de gravité et de noblesse. On se sentait en présence d'un de ces êtres d'élite qui ont un idéal et qui vont tout droit, guidés par lui. Il aimait passionnément son métier. Il l'aimait pour cette certitude d'avoir trouvé grâce à lui le chemin du devoir, de ce devoir simple et clair qui remplit tous les instans, donne une discipline à toute la vie, supprime les tâtonnemens, les hésitations, le doute, met la conscience en repos. Il aimait le métier militaire parce que c'est l'école du désintéressement et du dévouement, et parce que, dans notre époque de lucre, il a échappé presque seul aux influences mauvaises qui ont corrompu et faussé tant d'autres professions. Il l'aimait parce qu'entre tous ceux qui s'y consacrent il existe un même lien, une même foi, qui est la religion de l'honneur. Peut-être l'aimait-il surtout pour cette menace de danger qui plane toujours sur l'armée et pour cette perspective du sacrifice qui en est la fin dernière. Soldat dans l'âme, il l'était par instinct, par goût, par vocation; il l'était aussi par choix réfléchi, sa nature méditative ne pouvant se passer de rechercher la raison des choses, et le travail de sa pensée lui ayant démontré qu'aucune carrière ne dépasse pour l'élévation et l'utilité du but, celle des armes. Il n'avait d'ailleurs ni la rudesse affectée de l'homme des camps, ni la morgue du spécialiste dédaignant quiconque ne porte pas l'uniforme. Très instruit, très lettré, il avait une curiosité largement ouverte au mouve-

ment intellectuel. Il était persuadé que la culture est pour l'esprit non pas un ornement, mais une force. Il lisait beaucoup de livres et de ceux qui exigent le plus d'effort : en campagne, on avait beaucoup de chances de trouver dans son paquetage un *Pascal* ou un *Spinoza*. Il recherchait la conversation des hommes éminens : le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé, Ferdinand Brunetière faisaient grand cas de cet interlocuteur si intelligent, si sérieux et si modeste. Nullement officier de salon, il fuyait les papotages mondains. Au contraire, dans un cercle intime, en confiance avec des esprits qu'il sentait frères du sien, il aimait à agiter les problèmes dont sa pensée, naturellement tournée vers la philosophie, était sans cesse préoccupée. Alors une flamme s'allumait dans ses yeux, et sa voix, légèrement voilée, avait des intonations si pénétrantes ! Une teinte de mélancolie nuançait ses propos, comme on voyait à sa lèvre, sous la longue moustache, un pli d'amertume. Lui-même en a indiqué la cause : « Malgré nous, nous tombons dans la mélancolie propre à ceux de notre génération : nous sommes nés avant 1870 ; les lendemains de la guerre nous ont fait une sombre enfance. » Cette mélancolie est bien celle de l'officier sans cesse ramené, par le souci même de sa profession, au souvenir de nos désastres. L'âme française ne pourra être libérée que lorsque se sera dissipé le cauchemar de l'hégémonie allemande. C'est cet espoir d'une délivrance qui poussait à la frontière le colonel Mahon et qui a entretenu en lui jusqu'au bout la sainte exaltation...

Cette volonté de l'action et ce goût de la pensée, ce complet dévouement à sa tâche et ce désir de se mêler à la vie commune, cette noblesse d'âme, cette finesse de nature, cette dignité de vie, cette simplicité de manières, cette bonne grâce, ce mélange enfin des meilleures qualités de notre race évoquera, pour les amis de Patrice Mahon, le souvenir de celui qu'ils ont aimé. Mais ceux même qui ne l'ont pas connu devineront que le portrait est ressemblant. Car je ne m'étais proposé que de tracer une image individuelle ; mais il se trouve qu'elle personnifie toute une catégorie. Les yeux fixés sur celui qui vient d'offrir sa poitrine aux balles allemandes, j'ai dessiné sans y tâcher le type accompli de l'officier français d'aujourd'hui.

Or ce soldat était né écrivain. Il avait reçu en naissant ce don, qui est en même temps un besoin, d'analyser ses impressions, de traduire sa pensée en images pour se la mettre à soi-même sous les yeux et la communiquer aux autres. Cela aussi était chez lui une vocation. Il ne crut pas qu'elle fût incompatible avec la vocation militaire. Il ne lui sembla pas nécessaire de transposer le vers célèbre et de dire,

en simple prose : j'aurais été littérateur, si je n'étais soldat. Le souvenir lui revint d'officiers qui s'étaient fait, dans le monde des lettres, une assez jolie place, Stendhal, surtout Alfred de Vigny, qui fut son maître à penser comme Mérimée fut son maître à écrire, qu'il prit pour modèle, et avec qui il avait plus d'une analogie : même conception de la grandeur et de la servitude militaire, même élévation de sentimens, même stoïcisme un peu triste. Il est vrai que Vigny comme Stendhal n'avait fait que passer par l'armée ; Patrice Mahon entendait bien y rester. Mais dans la vie de l'officier, même le plus laborieux, il y a des instans de loisir. Ce furent ces « loisirs, » — Vauban disait : oisivetés, — que Patrice Mahon consacra à cet autre métier, celui d'écrire, qui semble, aux tâcherons de lettres que nous sommes, si absorbant et qui fut pour lui un repos, une distraction, un affranchissement de la pensée. La littérature fut pour lui la fleur qu'on respire et dont le parfum vous rafraîchit dans une randonnée fatigante. La comparaison est de lui : volontiers il donnait à ses idées un tour poétique. En manœuvres, il fit la rencontre d'une jeune femme qui, s'étant postée sur son passage, lui tendit son enfant et lui offrit une rose. Il vit dans cette offrande parfumée le symbole même de sa vie « orientée vers la guerre, et pourtant vouée au beau. » Heureuse trouvaille d'expression, formule concise et brillante qui résume la double inspiration de cette carrière et qu'on pourrait mettre en épigraphe à l'œuvre tout entière de l'officier écrivain. La littérature, c'était encore pour lui la fenêtre ouverte sur les libres espaces. Certain jour, occupé à la solution d'un problème de balistique, il s'était isolé au bord de la mer. « Je me suis installé, pour dessiner mon appareil, dans une casemate, et, par l'embrasure qui est ma fenêtre, j'ai vue sur la berge, les navires, les barques, les mouettes, le rire innombrable des flots. Voilà ma vie : être attaché de tout cœur aux besognes du métier et garder pourtant une petite lucarne ouverte sur le beau et sur l'éternel. » Aussi bien, la littérature, à la façon dont il la comprenait, ne le détournait pas de son métier d'officier ; elle lui était un moyen d'en rechercher le sens pour lui-même, et de l'expliquer aux profanes. Cette préoccupation est celle à laquelle il revient sans cesse. Même dans la partie imaginative de ses livres, je ne crois pas qu'il ait écrit une ligne qui ne s'y rapporte. L'armée, celle d'aujourd'hui, celle d'hier, l'armée dans sa continuité vivante, est le personnage collectif, la grande figure centrale à laquelle aboutissent toutes les avenues dans cette œuvre d'enthousiasme et de réflexion, œuvre de bonne foi et œuvre de foi.

Le premier livre d'Art Roë, *Pingot et moi*, est fait avec la matière même de ces fonctions, nouvelles pour lui, auxquelles s'initie allégrement le lieutenant d'artillerie frais émoulu de l'École, et que réjouit son premier contact avec la réalité. « Analyser les impressions qu'un jeune officier éprouve en entrant au service, dire sa surprise de découvrir, jour par jour, cette vie belle entre toutes, son bonheur d'agir, sa fierté de vouloir, sa jouissance de posséder des hommes et de leur appartenir, » tel est le sujet. Pour épisodes, les incidens que chaque année ramène dans la vie d'un régiment. Pour décor, la caserne, le camp, le terrain de manœuvres, un village pavoisé en l'honneur de nos troupes, une ferme hospitalière, etc. Un trait qu'on remarque tout de suite chez l'écrivain débutant, c'est le talent qu'il a de voir et de peindre en quelques touches nettes et saisissantes. Il a un sentiment très vif de la nature. Il peut dire, sans crainte d'être démenti : « La nature m'a toujours parlé. » Çà et là des tableaux rapidement enlevés, de brèves visions de plaines, de bois, de coteaux, indispensables à la peinture de cette vie militaire qui est une vie de plein air. Voici un coin de paysage, tout imprégné de fraîcheur matinale et printanière. « La manœuvre au matin, en mai, c'est vraiment ravissant. Le ciel est plein d'une lumière fraîche, les arbres allongent parmi le gazon leurs ombres changeantes, vite diminuées ; et tout autour du polygone, des frondaisons encadrent l'aire nue, la forêt développe sa robe de tous les verts. Alors il fait bon vivre ! Pour peu que l'allure soit vive, on se sent des ailes. Ai-je encore une âme ? Non, elle s'est envolée. Voyez les hirondelles qui font des circuits au ras du sol, poussent des cris d'amour, et, par momens, culbutent, montrent leurs ventres blancs... Mon âme est une de ces hirondelles. » Jamais d'ailleurs Art Roë ne décrit pour décrire. Mais il sait comme le milieu extérieur influe sur les sentimens. Et il sait aussi que les choses ont une physionomie, une signification morale : « On a vu les états-majors se promener le long des crêtes, silhouettes noires sur le ciel bleu : les fanions des généraux ondulaient sous le vent, *légers comme des espérances*. » On citerait, dans *Pingot et moi*, vingt autres de ces passages dont un connaisseur dirait : cela est peint. De même en sera-t-il dans les livres qui suivront. Dès la première rencontre et une fois pour toutes, je signale cette manière pittoresque d'une si vigoureuse sobriété.

Mais j'ai hâte d'arriver à l'essentiel : l'esprit du livre. L'auteur a eu soin de nous avertir qu'il faut chercher ici non pas un livre, au sens ordinaire du mot, mais quelque chose de mieux : l'âme d'un

homme. C'est la confession d'un officier français. Pour nous en faire comprendre tout le sens et mesurer toute la portée, les circonstances viennent à notre aide : il n'est que de la mettre en regard de cette « Confession d'un officier prussien » que M. T. de Wyzewa analysait ici même, il y a un mois, dans un article si saisissant. On se rappelle en quels termes il décrivait, d'après l'auteur allemand, ce pesant esclavage matériel et moral qu'est la vie militaire chez nos ennemis, cet étouffement de l'individualité personnelle chez l'officier, cette déformation de l'idée de l'honneur, ce splendide isolement où se tient l'armée en dehors de la nation, cette haine de la caserne qui vient au soldat de l'horreur qu'il ressent pour le traitement infligé par ses chefs. Prenez exactement le contre-pied, vous aurez Pingot et son lieutenant. Le trait caractéristique est ici le parti pris chez l'officier de jeter par-dessus bord la formule de l'obéissance passive, aujourd'hui vieillie et mal en accord avec les mœurs modernes, et de la remplacer par celle de l'obéissance volontaire. Plus l'officier excellera à ce rôle pour ainsi dire persuasif, et plus grand sera l'effort que, dans un moment critique, il pourra demander à ses hommes. Cette confiance, comment l'inspirer, sinon par l'exemple? De là vient que l'officier soit tenu plus qu'un autre à une conduite irréprochable : il vit en quelque sorte sous l'œil de tous ceux qui dépendent de lui et qui ont besoin d'estimer celui qui les commande. Ce qu'il faut ensuite, c'est qu'il pénètre dans l'âme de ces simples, qu'il étudie les mobiles qui les font agir, les ressorts qu'on peut faire mouvoir chez eux, qu'il les traite non pas comme des machines à obéir, mais comme des êtres humains, qu'il se considère comme leur frère aîné, qu'il remplisse vis-à-vis d'eux son devoir d'aînesse. Art Roë n'hésite pas à dire que l'officier a charge d'âmes. Dans une vision humoristique, il imagine qu'au jour du jugement dernier il aura à répondre pour tous ceux dont il aura peu ou prou été le lieutenant. Ils seront là quinze cents dans la vallée de Josaphat qui diront : « C'est la faute du lieutenant. Il ne nous a pas punis au bon moment ; il a été trop sévère, il a été trop bon ; il ne nous a pas donné de conseils, il nous a donné de mauvais exemples. » Donc il se penche sur la psychologie de ces humbles ; il pratique à leur égard la véritable sympathie, non celle qui est un vain apitoiement de littérateurs, mais celle qui est une vertu efficace et agissante. Il en est tout de suite récompensé. Ce sont de si braves gens ! « Combien je préfère nos pauvres troupiers à ces poussahs dont la société est pleine, et comme leur contact est plus sain ! » Il en est récompensé par ce

désir de le satisfaire qu'il constate chez tous ses hommes : s'il tombe sur Pingot quelque punition, ce n'est pas d'être puni qui le chagrine, c'est d'avoir mécontenté son lieutenant. Ainsi s'établit du haut en bas de la hiérarchie ce lien créé par l'affection réciproque, cette communion qui fait vraiment de l'armée, — suivant un mot dont la signification ne se révèle tout entière qu'aux heures décisives, — une grande famille, et de tous ceux qui, chacun à sa place, y occupent leur poste, des frères d'armes.

Ce livre a aujourd'hui vingt et un ans de date. Il plut, dans sa nouveauté, par sa saveur originale et par son entrain juvénile. Je viens de le relire. Il a gardé tout son charme ; il a pris une valeur que lui ont ajoutée les événemens. Il restera comme un témoignage à l'honneur de cette armée dont il reflète si fidèlement l'âme généreuse.

Sous l'étendard appartient à la même veine. C'est encore un « journal. » La suscription qui le situe au « camp de Cercottes » indique bien l'intention de l'auteur. Il a voulu étudier ce phénomène, atavique et moderne, qui fait que chaque année, à une époque fixée par les règlemens, des hommes cultivés sortent de la ville pour s'en aller camper dans les champs et vivre là d'une manière demi-sauvage, qu'ils y emportent avec eux leur devoir, qu'ils s'y exercent ensemble et s'y trouvent heureux. Mais ici, plus que dans *Pingot et moi*, l'idée de l'objet vers lequel tend toute l'organisation de l'armée, — la guerre, — est plus intimement mêlée au récit. On y entend, en maints endroits, gronder le canon. Aussi l'enchaînement est-il tout naturel qui amène l'auteur à méditer sur certains épisodes de notre histoire militaire. Si près des champs qu'a illustrés l'héroïsme de Sonis, comment résisterait-il à la tentation d'y faire un pieux et douloureux pèlerinage ? Il y a dans l'aspect des lieux, dans les souvenirs des survivans, une vertu évocatrice d'une rare puissance. On lit, le cœur étreint par l'angoisse, ces pages, si simples, si dénuées de tout ce qui vise à l'effet et pourtant d'un effet si intense, où l'officier qui parcourt le terrain même où se livra la bataille de Loigny et en interroge chaque repli, fait revivre à mesure tout l'effort, tout l'héroïsme déployés par les nôtres devant ce village perdu pour cette entreprise désespérée... Mais déjà cette manière anecdotique et personnelle de traiter un sujet d'histoire ne suffisait plus à Art Roë. L'ambition lui venait d'être l'historien qui ne hasarde pas une ligne dont la vérité ne lui soit garantie par un document. Il a fait de *L'Assaut de Loigny*, qui termine le volume, un modèle de récit d'histoire militaire. Il y a mis tout à la fois l'érudition du chercheur, la science du technicien, le

talent de l'artiste et cette flamme intérieure que rien ne remplace et dont rien ne rend compte.

Ces recherches d'histoire contemporaine n'étaient pour Art Roë qu'une première étape. Il devait être conduit logiquement à faire porter son enquête sur un passé plus éloigné. L'histoire est une des études qui s'imposent à l'officier, parce que la guerre est de tous les temps et parce que nulle part la tradition n'a sa place mieux que dans l'armée. Les engins dont on se sert se sont terriblement perfectionnés, mais on campe, on marche, on se bat aujourd'hui comme au temps de Napoléon, si ce n'est même de Xénophon. Ce sont les mêmes dispositions et ce sont les mêmes organes, parce que c'est la même nature humaine. Ce goût de l'histoire, qui est chez Art Roë un des traits dominans, se traduit dans *Racheté*, roman historique, plus historique que romanesque. L'officier d'aujourd'hui a voulu se représenter ce qu'étaient les officiers d'autrefois, et quels officiers! ceux de la Grande Armée. Donc, il a mis l'un d'eux aux prises avec le plus formidable ennemi qu'ils aient eu à combattre : les neiges de la Russie, les glaces de la Bérésina. Jacques Vergy est chargé de porter un ordre du maréchal Ney au général d'Hénin : il s'égare dans la morne immensité ; il continue sa marche errante jusqu'au jour où il est blessé par un cosaque et recueilli dans une maison où on le soigne. Il n'y a pas d'autres événemens, et c'est merveille qu'on ait pu écrire trois cents pages avec ces seuls élémens, solitude, torpeur, froid, silence :

Après la plaine blanche, une autre plaine blanche.

Mais on devine sans peine qu'Art Roë ne s'est pas proposé pour but unique de tenir une gageure et de réaliser un effet de peintre : blanc sur blanc. Ce livre est fait pour une idée, celle qu'exprime à Jacques Vergy le compagnon de sa tragique retraite : « L'important, c'est de vouloir vivre, et le dangereux, c'est de laisser la mélancolie l'emporter sur la volonté. » Quiconque s'abandonnait, dans ces plaines glacées, était perdu : ceux qui ont survécu, c'est par un miracle de leur volonté. N'est-ce pas le symbole même de la loi qui régit l'existence des peuples? Dans ce steppe immense qu'est l'histoire, — et qu'on a comparé à un cimetière, — combien de nations dorment ensevelies! Celles-là seules ont survécu qui ont eu l'énergique volonté de vivre, qui se sont raidies contre le froid près de les gagner, qu'aucune souffrance n'a abattues et qui ont juré de durer quand même.

Est-ce la Russie d'autrefois qui mit l'auteur de *Racheté* sur le chemin de la Russie moderne? N'est-ce pas plutôt le courant de nos alliances qui l'entraîna, éveillant son attention sur cette armée russe appelée à combattre avec la nôtre dans la guerre future? Ce qui est certain, c'est que, dès l'année 1897, et quoiqu'il s'en défende, il eut le pressentiment de l'avenir et fut à son heure un précurseur. Il eut la curiosité de connaître le régiment qui, en Russie, correspondait au sien. Il alla le chercher dans sa garnison de Rovno, parmi les boues de Volhynie. Il y vécut, cœur à cœur, avec les camarades de là-bas: Patrice Mahon était devenu Patriki Veniaminovitch. Il a retracé dans *Mon Régiment russe* ce séjour au milieu d'une armée alliée et amie. C'est là éminemment un livre d'avant-garde : « Détaché du rang, je deviens soldat d'avant-postes : grâce au mot d'ordre européen, je franchis les lignes allemandes, je parais dans le camp russe en hôte et en ami. Ainsi ma présence ici tient à de bien plus grandes choses, et je pourrais me flatter de porter sur moi un signe des temps... Remplir de mon mieux un rôle d'éclaireur, regarder, interroger, lire, étudier, observer, comparer, puis écrire dans ma langue ce que j'aurai écouté dans celle-ci, révéler à l'armée dont je suis quelque chose de l'armée d'ici, c'est l'œuvre nouvelle à laquelle je me réjouis d'être appelé. » Une amitié précieuse devait l'aider puissamment dans cette tâche, celle du général Dragomirov qui, séduit par cette nature d'élite, l'avait pris en sympathie et avait fait de lui quelque chose comme son aide de camp français. Patrice Mahon ne devait-il pas, quelque temps plus tard, se retrouver aux côtés de Dragomirov, lorsque celui-ci vint rendre visite à notre état-major? La personnalité si originale de celui qui a été le réformateur de l'armée russe, et qui en a créé en partie l'organisation actuelle, domine tout le livre. Le général révèle à son interlocuteur français sa méthode, les principes dont il s'est inspiré dans son œuvre. Ces dialogues militaires sont d'un intérêt passionnant. Si je les ai mal compris, on pardonnera à un profane; mais, à ce qu'il me semble, l'idée qui s'en dégage est toujours celle sur laquelle Napoléon ne se lassait pas de revenir : que la plus grande qualité pour un chef d'armée, c'est le bon sens.

On m'excusera pareillement de passer sur les détails techniques, dispositions, formations, et le reste, et d'aller de préférence aux parties descriptives. Nous tous qui, à l'heure où j'écris, consultons anxieusement l'horizon pour y apercevoir l'avance des troupes russes, regardons-les manœuvrer dans le livre d'Art Roë. Demandons à un témoin le secret de l'aide puissante qu'elles nous apportent. « Rien

n'est fatal, rien n'est religieux comme la marche d'un régiment russe : un magnétisme étrange mène cette masse ferrée. » Plus loin, voyons rouler ce torrent, se ruer cette force qui va : une charge de Cosaques : « Leurs petits chevaux, braqués sur le mors, courent d'une allure égale et battent le sol meuble avec leurs sabots non ferrés ; passent les cavaliers sombres, sans bruit, car l'équipement du cosaque est fait de choses molles et qui ne cliquettent pas ; puis les longues queues poudreuses pendent parallèlement, les croupes baies s'éloignent, mur vivant où chatoient des reflets mordorés. Les six *sotnias* ont ainsi défilé successivement ; elles vont plus loin converser, se ployer, et traverser avec cette élégante instabilité qui est le propre de la cavalerie. Revenues à la fin en colonne serrée, leur masse frémit et bout comme dans un vase trop étroit ; elle voudrait s'étendre et se répandre, et tout d'un coup, — des voix qui commandent, des bras qui se lèvent — elle déborde en effet de droite et de gauche avec un bruit de houle elle se déverse avec cette extrême vitesse, normale pour le cosaque ; c'est maintenant une charge puissante qui roule et qui gronde vers nous... Grand tableau, que jamais escadrons français ne verront plus, j'espère. » Tableau de violence irrésistible, mais aussi de salut, que nos vœux appellent, au contraire, dans l'espoir que l'envahisseur succombera entre la double poussée des masses russes et des escadrons français.

De cet ensemble d'écrits il serait facile de dégager des idées générales sur l'armée, sur le rôle de l'officier, une philosophie de la guerre. Art Roë a écrit quelque part cette phrase si juste : « Un peu de philosophie éloigne peut-être de l'armée, mais il est bien certain que beaucoup de philosophie y ramène. » Il voyait dans l'armée l'image d'une société complète, sinon de la société idéale. Il y trouvait l'école des meilleures vertus. C'est pourquoi il se réjouissait que la nation tout entière passât par ses rangs : à ses yeux, c'était elle l'éducatrice, à qui nous envoyons nos enfans, et qui nous rend des hommes. Non du tout qu'il partageât la chimère des dangereux utopistes qui, persuadés que l'ère des batailles était à jamais fermée, rêvaient d'une sorte d'armée civile où l'officier enseignerait au soldat toutes les sciences, hors celle de se battre. Lui, au contraire, n'envisageait l'armée qu'en fonction des combats futurs. C'était le thème de ses entretiens avec Dragomirov. L'association militaire, disaient-ils, n'est qu'une assurance mutuelle contre le danger extérieur ; en échange d'une part de la sécurité commune, chacun des contractans engage une part de sa liberté : la discipline, l'uniforme, les fatigues,

les châtimens, voilà les concessions demandées à l'individu pour réaliser le commun salut. Dans ses rapports avec les soldats, une pensée, toujours la même, dirigera l'officier; il se dira : « Voici la poignée d'hommes que demain peut-être je mènerai à la bataille. Et alors, ils feront leur devoir parce que je serai là... » Qui ne voit maintenant ce qui donne à l'œuvre de Patrice Mahon, en dehors même de la valeur d'art, son importance et son intérêt durable? C'est un document de premier ordre sur l'esprit qui régnait depuis vingt ans dans cette armée française, destinée à affronter l'ennemi sur les champs de bataille de 1914.

A cette étude si incomplète, il y aurait tout au moins un chapitre à ajouter : il serait consacré aux Nouvelles, peu nombreuses, mais si achevées, qu'a publiées Art Roë. Si je me borne à les citer, c'est qu'elles ont paru ici même et que nos lecteurs ne les ont pas oubliées. Ils n'ont pas oublié *Papa Félix*, cette touchante histoire d'un grenadier de l'Empire qui, dans la campagne d'Égypte, ayant eu le malheur de tuer une femme qui allaitait un enfant, adopte le pauvre petit et l'élève par un miracle de bonté rude et ingénieuse. Ils n'ont pas oublié *Le Coup de Canon*, cet épisode du siège de Strasbourg : un officier servant lui-même la pièce qu'ont abandonnée ses canonniers fourbus. Ces nouvelles et d'autres, pour le relief et l'expressive concision, soutiennent la comparaison avec les chefs-d'œuvre du genre. Elles auront leur place dans les anthologies. Nous les relirons; nous les ferons lire aux jeunes gens pour les entretenir dans le double culte de l'art et de la bravoure. Nous leur parlerons de celui qui les écrivit, afin qu'ils lui ressemblent. Nous leur montrerons dans l'écrivain l'officier. Nous dirons comment il a lutté sur la frontière française, pour donner le temps d'arriver à son régiment russe. Et fiers d'avoir compté parmi les familiers de cette maison un si noble représentant de notre race, chaque fois que nous voudrons hausser nos cœurs et purifier nos âmes, nous évoquerons pieusement sa figure pensive auréolée de gloire.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

L'AME ALLEMANDE
ANALYSÉE ET JUGÉE PAR LES ALLEMANDS

Unkultur, par M. Curt Wigand. Un vol., Berlin, 1905. — *Die Erben*, par M. Carry Brachvogel, un vol. Leipzig, 1904. — *Unter dem Joch*, par M. Otto Krille, un vol., Berlin, 1914.

Un certain nombre d'Allemands éclairés, ennemis d'un chauvinisme étroit et borné, avaient nourri l'espoir que, tôt ou tard, le parti socialiste allemand s'emploierait à établir le bilan moral de notre nation, c'est-à-dire que, se souvenant du jugement, trop profondément vrai, de Bebel qui nous définissait « un peuple de laquais, » il entreprendrait d'étudier, avec la loupe en main, les différens vices et travers de l'âme allemande contemporaine. Mais, hélas! l'espoir de ces Allemands a été déçu. Et rien d'étonnant à cela, si l'on songe que nos socialistes, prolétaires ou non, sont, eux aussi, des Allemands, avec une nature et des mœurs tout semblables à celles dont nous aurions voulu qu'ils entreprissent l'étude. Tout au plus s'en rencontre-t-il un petit nombre qui, jusqu'à un certain point, ont réussi à s'affranchir des clichés de la phraséologie courante : mais ceux-là même, en dépit de leurs bruyantes protestations d'internationalisme, portent trop manifestement sur les yeux les visières communes à toute leur race pour qu'on puisse jamais les supposer capables de tenter, à ce point de vue, le plus digne effort civilisateur.

C'est un auteur allemand, M. Curt Wigand, — d'ailleurs très zélé patriote, et d'une physionomie morale assez proche de celle que nous révélaient, l'autre jour, les curieuses « confessions » du capitaine Pommer (1), — qui déplore ainsi l'impuissance fatale des socialistes

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1914.

de son pays, non seulement à réformer, mais même à étudier et à nous décrire les « différens défauts de l'âme allemande contemporaine. » Après quoi le voici qui, du moins, entreprend lui-même cette tâche « civilisatrice, » décidément impossible aux successeurs de Bebel en raison des « visières » nationalistes, — ou, pour mieux dire, nationales, — qui leur couvrent les yeux; et, si tous nos éditeurs parisiens n'avaient pas cru devoir interrompre momentanément leur carrière professionnelle, j'aurais bien souhaité que l'un d'eux nous offrît, durant ces longues semaines de méditation et de recueillement patriotiques, une version française de la très instructive brochure où M. Wigand, s'adressant à ses frères allemands, leur signale quelques-uns des traits les plus caractéristiques de ce qu'il appelle leur « inculture, » leur manque désastreux de « civilisation (1). »

Non pas, en vérité, que la brochure de M. Wigand nous apporte une peinture complète, approfondie, de « l'âme allemande contemporaine, » quelque chose d'un peu équivalent à ces témoignages mémorables (et peut-être plus accablans encore que le sien), qui naguère nous sont venus tour à tour de Gœthe et de Heine, de Schopenhauer et de Nietzsche, des plus hauts esprits de sa race, unanimes à mépriser ou à détester l'atmosphère de « barbarie » dont ils se sentaient enveloppés, — pour ne pas dire : eux-mêmes irrémédiablement imprégnés. Je comparerais plutôt les observations de M. Wigand à une série de photographies « instantanées, » reproduisant avec une exactitude absolue toute espèce de menus aspects divers, isolés, de l' « inculture » allemande. C'est comme si l'auteur, nous promenant à son bras, un après-midi de dimanche, par les rues et les places de sa ville natale, se bornait à nous désigner du doigt les particularités les plus frappantes des monumens ou des figures qu'il rencontrerait au hasard de ses pas. Mais nous devinons qu'il connaît si parfaitement jusqu'aux moindres recoins de sa ville natale, et que d'année en année son cœur a si cruellement souffert au contact de cette puanteur, matérielle et morale, contre laquelle ne sauraient plus valoir désormais ni ses propres efforts ni ceux de personne autre! Un mélange douloureux de colère et de honte fait trembler ce cœur naïf de patriote allemand, contraint à dénoncer la « barbarie » de ses frères; et d'autant plus chacune de ses paroles trouve d'écho en nous, d'autant plus clairement nous apercevons la portée générale, la signification « symbolique » de

(1) Je dois ajouter qu'une excellente traduction de la brochure de M. Wigand a été faite, il y a quelques années, par MM. W. Bauer et R. de Freycinet; encore inédite, elle finira, tôt ou tard, par trouver le chemin du public.

chacune des innombrables petites images qu'il déroule sous nos yeux. Écoutons-le s'ingénier, par exemple, à nous expliquer la susdite définition de Bebel, appelant la race allemande « un peuple de laquais : »

Nulle part au monde autant qu'en Allemagne on n'éprouve le besoin de se « donner du galon, » de se faire passer pour un personnage. Je me souviens, à ce sujet, d'une petite scène éminemment significative. Je voyageais dans un de nos tramways électriques de Berlin. Tout un côté de la voiture était occupé, à l'exception d'une seule place restée libre. Arrive un gros homme, qui s'installe aussitôt à cette place libre, gênant considérablement les autres voyageurs. Comme le banc opposé était presque vide, cette façon d'agir de l'intrus lui vaut naturellement un accueil peu aimable, et ses deux voisins immédiats lui cèdent tout au juste un espace pareil à celui qu'ils occupent eux-mêmes. Sur quoi le *poussah* de jurer et de tempêter avec tant de bruit que le conducteur se voit forcer de l'inviter à se tenir tranquille. Nouvelles invectives, cette fois, à l'adresse du conducteur. « Misérable drôle, vous ne savez pas à qui vous avez affaire ! » C'est ce que j'ignorais aussi, au moment où j'assistais à cet épisode tragi-comique : mais un hasard est venu me renseigner, fort peu de temps après, sur la qualité du terrible personnage. Celui-ci se trouvait être, tout simplement, un figurant de l'un de nos théâtres de banlieue !

Cette manie de prendre des airs de supériorité absolument gratuits, et de vouloir en imposer aux gens que l'on ne connaît pas, contraste singulièrement avec la platitude servile qui constitue, elle aussi, l'un des traits essentiels du caractère allemand ; et nulle part ce contraste n'est aussi frappant que dans le monde des fonctionnaires de toute catégorie. Je demeurais à Londres depuis plus d'un an, et il y avait environ trois ans que je n'avais plus revu l'Allemagne, lorsque, un jour, une affaire m'amena au consulat allemand. J'entrai dans le bureau d'un employé subalterne qui, d'abord, se mit à m'apostropher brutalement pour me demander ce que je voulais, avec ce ton de sous-officier hargneux que connaissent trop tous ceux qui ont eu l'occasion de vivre en Allemagne. Mais lorsque pareille chose arrive à un Allemand en Angleterre, où la grossièreté et l'arrogance quasi professionnelles du fonctionnaire sont absolument ignorées, on comprend qu'il s'en trouve doublement affecté.

Sans compter que le même employé, quand je lui eus indiqué l'objet de ma visite, eut à me conduire dans le bureau du consul, et me permit alors de constater à loisir l'envers du caractère naturel allemand : car à peine cet homme tout à l'heure si arrogant eut-il appris que j'allais m'entretenir avec son chef, qu'aussitôt je le vis devenir d'une politesse toute humble, pour ne plus cesser dorénavant de me parler sur le ton le plus prévenant et le plus obséquieux.

J'ai la conviction que ce triste défaut du caractère allemand, ce mélange de platitude devant le supérieur et de morgue brutale à l'égard de l'inférieur, n'est pas jugé aussi sévèrement qu'il le mérite, même par ceux qui se rendent le mieux compte de tout ce qu'il a pour nous d'humiliant. On

entend très souvent affirmer chez nous que le « servilisme » allemand ne pourra manquer de disparaître peu à peu, sous l'influence de l'extension de notre empire et sous celle de l'affermissement de notre conscience nationale. J'envie l'optimisme de ceux qui parlent ainsi, à la condition toutefois que leurs paroles ne soient pas le simple résultat d'une attitude prise par eux, précisément, afin de tranquilliser leur « conscience nationale, » aussi bien vis-à-vis d'eux-mêmes que des autres. Tous ceux qui ne sont pas des chauvins volontairement aveuglés devraient reconnaître que le peuple allemand tout entier, — sans excepter les plus farouches démocrates, — souffre toujours encore d'un mal très grave, très profond, et probablement incurable : le manque d'indépendance morale, et comme un besoin absolu d'asservissement.

On peut dire que l'Allemand de tout âge et de toute condition est toujours « au port d'armes, » « les talons réunis. » C'est là, en quelque sorte, une tenue nationale allemande, une véritable institution, et qui fonctionne dès l'entrée à l'école. Au lieu de reconnaître, avec les maîtres de la pédagogie ancienne et moderne, que le professeur doit tâcher à devenir l'ami de l'élève, nos professeurs allemands, du haut en bas de l'échelle universitaire, se complaisent dans le rôle d'officiers instructeurs. *Oderint, dum netuant!* « libre à eux de me haïr, pourvu seulement qu'ils me craignent! » voilà, sauf de très rares exceptions, l'*alpha* et l'*omega* de toute notre pédagogie allemande ! Quant à former les caractères, objet que l'on n'atteint qu'en se gagnant la confiance et l'affection de l'élève, c'est de quoi ces messieurs n'ont jamais eu et n'auront jamais le moindre souci. « Que deviendraient à ce compte, — nous objectent-ils, — l'autorité, la subordination, l'obéissance sacro-sainte de l'inférieur envers son supérieur ? »

Sur ce point comme sur tous les autres, la sollicitude patriotique de M. Wigand lui a permis de voir clair. Je trouve, notamment, une confirmation formelle de son témoignage dans un livre qui m'est tombé entre les mains ce matin même, un livre intitulé : *Sous le joug*, et consacré au récit des années de jeunesse d'un poète socialiste allemand, M. Otto Krille. C'est en effet « sous le joug » que se sont écoulées toutes ces premières années de la vie de M. Krille, depuis l'entrée du petit garçon dans une sorte d'école d'enfans de troupe de Dresde jusqu'au jour où, enfin, sa mauvaise santé et ses opinions socialistes lui ont valu d'être congédié de l'école saxonne de sous-officiers de Marienberg. Et l'auteur a beau s'armer d'une indulgence respectueuse pour nous décrire les figures individuelles de ses différens maîtres : ceux-ci ne nous en apparaissent pas moins semblables plutôt à d'honnêtes geôliers qu'à de vrais professeurs.

Dès le premier jour de mon admission à l'école d'enfans de troupe, — nous dit-il, — j'ai senti que, dans l'ensemble, il existait un état de guerre

permanent entre les élèves de l'école et tout le personnel des fonctionnaires de la maison. Un certain instinct, probablement engendré par le régime militaire de l'école, nous contraignait à regarder notre directeur et tous nos maîtres comme autant d'ennemis naturels, ayant expressément pour métier de nous faire souffrir. Il régnait autour de nous une atmosphère d'hostilité profonde et sourde, une atmosphère déjà pareille à celle qui a toujours régné dans toute caserne allemande (1). Les fonctionnaires, de leur côté, avaient l'air de nous croire toujours plus capables de mal que d'actions innocentes. D'où résultait que mainte peccadille commise par ignorance enfantine nous était comptée comme un délit grave, une infraction volontaire et préméditée; et par là se trouvait empoisonnée notre confiance, jusque dans ses sources les plus intimes, si bien que, même à l'endroit des plus sympathiques de nos maîtres, nos cœurs d'enfans ne pouvaient s'empêcher de nourrir un sentiment secret de haine ou de rancune.

La conséquence d'un tel mode d'éducation nous est décrite par M. Otto Krille presque dans les mêmes termes dont se servait, tout à l'heure, M. Curt Wigand.

Le régime de notre école pouvait, à la rigueur, faire de nous des êtres corrects, ponctuels, pratiquement utilisables, mais non certes des hommes : et il fallait vraiment que l'élève de l'école eût en soi un caractère personnel bien fortement enraciné pour qu'il ne risquât point de le voir anéanti sous les coups d'une discipline aussi privée d'âme.

C'est ainsi que, par exemple, les petits garçons de l'école saxonne étaient tenus de soumettre toujours à leurs maîtres aussi bien les lettres qu'ils écrivaient à leurs parens que celles qu'ils en recevaient.

Le procédé avait un avantage incontestable, — ajoute ironiquement M. Krille, — l'avantage de nous obliger à ne parler jamais qu'avec éloge de nos maîtres et de tout l'appareil de notre vie scolaire : mais déjà, dès cette date, je comprenais vaguement que c'était là un moyen de tuer en germe, chez nous, l'indépendance intérieure, la liberté et la franchise du vouloir, — un moyen de faire de nous des créatures éternellement subordonnées et serviles.

Il y aurait encore à tirer maints renseignemens précieux des souvenirs autobiographiques de M. Otto Krille, à la fois sur l'éducation des jeunes gens qui composent aujourd'hui les armées allemandes et sur les traits essentiels de cette « âme nationale » qu'ils apportent en naissant et qui persiste en eux, souvent à leur insu. Il m'aurait plu, en particulier, de montrer avec quelle ingénuité singulière M. Krille

(1) Et comment ne pas nous rappeler, à ce propos, l'affirmation du capitaine Pommer, suivant laquelle il n'y a pas un sujet allemand qui ne revive avec horreur le temps de son séjour à la caserne?

contredit lui-même, par l'exposé des faits de sa jeunesse, ses assertions touchant la prétendue « indépendance naturelle » qui l'aurait naguère poussé à échanger l'uniforme des élèves de l'école des sous-officiers de Marienberg contre le veston de velours de l'ouvrier et orateur socialiste. En réalité, lui aussi, comme tous ceux de ses compatriotes qui nous ont raconté leur conversion au socialisme, — sans en excepter même ce Bebel dont je rappelai ici l'aventure, il y a tout juste une année, — lui aussi s'est borné à s'affranchir d'une discipline pour se soumettre non moins docilement à une autre ; et c'est ce qu'avait déjà deviné le directeur de l'école d'enfans de troupe de Dresde, lorsqu'au retour de certain congé, il avait interdit au petit Krille de fréquenter dorénavant la maison d'un de ses oncles, socialiste notoire, tenancier d'un estaminet où se réunissait un groupe de ses coreligionnaires politiques. Oui, d'un bout à l'autre de son livre, M. Krille nous révèle une âme naturellement « asservie, » et sans que même nous puissions soupçonner son éducation militaire d'avoir eu d'autre effet que d'entretenir et de stimuler simplement, dans son cœur, un inconscient besoin inné de « subordination. »

Mais peut-être y a-t-il, au contraire, un sentiment qu'a véritablement semé dans l'âme malléable de M. Krille cette éducation qu'il déplore, tout en se reconnaissant hors d'état d'en effacer la vigoureuse empreinte ? A plusieurs reprises, durant le cours de son récit, il rappelle avec une nuance de raillerie dédaigneuse l'acharnement avec lequel tous ses professeurs, à Marienberg comme d'abord à Dresde, instruisaient leurs élèves à détester la France. L'animosité antifrançaise de ces maîtres est même un de ses principaux griefs « intellectuels » contre eux : par où se manifeste, une fois de plus, l'authentique socialiste, — ou plutôt « démocrate-social, » — accoutumé à suivre les traditions « francophiles » de Karl Marx et du vieux Liebknecht. Oui ; mais nous savons aujourd'hui que le vent de la guerre a suffi pour balayer, de tous les cœurs des « démocrates-sociaux » allemands, ces prétendues sympathies françaises que déjà M. Curt Wigand, naguère, soupçonnait bien judicieusement de n'être qu'une « phraséologie » toute superficielle.

A la différence du Liebknetcht de 1870 qui, sans renier jamais son patriotisme d'Allemand, s'était fait mettre en prison avec son élève et compagnon Bebel pour avoir refusé d'approuver la guerre contre la France, nous savons de quelle manière M. Liebknecht le fils, et avec lui tous les chefs et soldats de l'armée « démocrate-sociale, » ont brusquement rejeté leur masque d' « internationalisme » aussitôt que leur

empereur leur a annoncé que l'heure du grand « coup » avait enfin sonné. Ne les avons-nous pas vus, hier encore, ces bruyans renégats de la tradition de Karl Marx, échouer piteusement dans une démarche qu'ils avaient osé tenter auprès des socialistes italiens, — avec l'espérance vraiment folle de décider ces frères des prolétaires opprimés de Trente et de Trieste à s'allier contre nous avec les deux séculaires bourreaux des races « inférieures? »

Il a suffi d'un souffle de vent pour éparpiller aux quatre coins de l'horizon les cendres de l' « internationalisme » des « compagnons » allemands; et par-dessous ces cendres flottantes s'est montrée toute vive l'empreinte de l'éducation « nationale » que nous décrit M. Otto Krille, — celle-là même que des centaines d'instituteurs-tortionnaires s'efforçaient d'imposer sous des coups de gourdin aux enfans polonais, tandis que, d'autre part, je l'entendais promenée harmonieusement par les calmes rues de Starnberg, où chaque matin, devant nos fenêtres, les élèves de l'école locale passaient en chantant, sous la direction d'un jeune maître d'école, un chant patriotique dont le refrain contenait, parmi d'autres articles d'un programme idéal, les deux mots *Franzosen schlagen*, « assommer les Français! » On aimerait à savoir ce qu'est devenu, dans ces « conjonctures, » l' « internationalisme » de M. Otto Krille ; et jusqu'à quel point le poète socialiste allemand continue à regretter, aujourd'hui encore, que ses anciens maîtres ne l'aient pas assez habitué à nous estimer : mais en tout cas son livre nous renseigne utilement sur la source première d'un grand flot de haine qui, je ne saurais trop le répéter, n'est pas du tout naturel à l'âme allemande. S'il n'est sans doute pas vrai que le maître d'école prussien nous ait vaincus à Sedan, c'est lui sûrement qui ensuite, pendant près d'un demi-siècle, a transformé en une malveillance à la fois méprisante et jalouse l'admiration respectueuse qu'avait toujours inspirée jusqu'alors, à tout cœur allemand, la race « supérieure, » — ou tout au moins « égale, » — des compatriotes de Turenne et de Napoléon.

Et maintenant, il faut que je revienne aux précieux « instantanés » de M. Curt Wigand. J'ouvre la brochure au hasard, et me voici retrouvant par-dessous les observations de mon compagnon de promenade, mille impressions de mes propres séjours anciens à Berlin ou à Francfort! Le « thème » dominant de la série d'images est, cette fois, ce que M. Wigand lui-même appelle, d'un mot français, la « muflerie » de ses compatriotes :

Je parlais, tout à l'heure, de la rudesse et de la brutalité qui persistent et s'affirment plus que jamais dans l'âme de notre peuple. Ces défauts se rencontrent à tous les degrés de la société allemande, depuis les couches les plus basses jusqu'à celles qui se prétendent les plus « cultivées. » Les étudians qui, à Iéna, il y a quelques années, se sont amusés à jeter dans la rue tout le mobilier d'un certain nombre d'hôtels ou de « pensions meublées » de la ville, ou bien encore ces « nourrissons des muses » qui, chaque jour, dans nos villes d'université, se font un principe d'insulter toute femme qu'ils rencontrent marchant ou voyageant seule, ces jeunes gens de « bonne famille » ne se placent-ils pas exactement au même niveau que la horde de « calicots » ou d'employés de bureau qui, chaque jour également, se vantent d'avoir réussi à saccager un jardin public ou privé, comme aussi au même niveau que cette bande d'ouvriers qui, apercevant devant soi des femmes ou des jeunes filles du « monde, » ne manquent pas d'entonner plus ou moins bruyamment une chanson obscène?

Et, circonstance aggravante, il se trouve toujours chez nous des personnes disposées à juger avec une indulgence extrême de semblables méfaits, surtout lorsqu'il s'agit de notre jeunesse universitaire, en invoquant pour eux l'excuse de l'alcool. Comme si l'on pouvait mettre au compte de l'alcool des actes d'une barbarie aussi systématique, aussi évidemment issus du plus profond de l'être qui se complaît à les accomplir! A Paris aussi et en Angleterre, l'alcoolisme sévit : mais qui donc y entend parler de pratiques de vandalisme ou de monstrueuse grossièreté comme celles qui, chez nous, font quasiment partie obligée de tout programme de divertissement un peu « relevé? » Je me souviens, à ce propos, de ces Italiens qui, à Paris, exposent et vendent leurs figurines de plâtre sur le parapet du Pont-Neuf. Souvent je les ai vus se tenir à quelque distance de leur étalage, ou même s'absenter pendant un quart d'heure, sans qu'il vînt à l'idée de personne de briser à dessein, pour le plaisir, une seule de leurs légères et fragiles statuettes. Pareille chose serait absolument impossible à Berlin.

Oui, certes, ici encore tous mes humbles souvenirs personnels se réunissent pour confirmer le témoignage de M. Curt Wigand! Et pareillement l'épisode de ma jeunesse, que je racontais il y a quinze jours, ne se trouve-t-il pas en partie expliqué par la définition que nous offre ensuite l'écrivain allemand d'un sentiment qui pourrait bien, en effet, appartenir en propre aux compatriotes de mon terrible vieux chef de gare de Cologne?

Je dois signaler encore quelques dernières particularités distinctives du caractère allemand. Si le mot allemand *Schadenfreude* (joie de nuire) n'a pas d'équivalent dans la langue des autres nations, qui sont forcées de recourir à une périphrase pour exprimer ce plaisir méchant que nous procure la vue du malheur d'autrui, — ou, plus exactement, le plaisir que nous procure la conscience d'avoir causé le malheur d'autrui, — ce n'est

certainement pas là un simple effet du hasard. Il va sans dire que ce trait de caractère existe aussi, plus ou moins prononcé, chez certains individus des autres nations : mais, chez eux, il n'apparaît en quelque sorte que comme le résultat d'un état d'esprit exceptionnel, d'une impulsion toute momentanée; tandis que l'Allemand, au contraire, est vraiment atteint d'une *Schadenfreude* naturelle et chronique...

A cette joie que procure le malheur d'autrui s'ajoute et se rattache, dans toute âme allemande, un amour passionné de la délation. Il n'y a pas au monde un peuple où les délateurs soient aussi nombreux que chez nous, ni non plus aussi satisfaits de soi-même et aussi estimés de leur entourage. Notre loi sur le crime de lèse-majesté ne les fournit-elle pas, au reste, d'un instrument merveilleux, à l'aide duquel il lui est aisé de faire jeter en prison quiconque leur déplaît?... Après quoi il faut les entendre, ces dénonciateurs avérés, crier de toutes leurs forces leur indignation contre les « Babylones » étrangères, proclamer avec emphase l'éminente supériorité de l'ordre de choses tel qu'il fonctionne dans leur patrie!

Je ne puis malheureusement songer à citer encore, comme je l'aurais désiré, le chapitre consacré par M. Curt Wigand à l'examen d'une autre des manifestations les plus saisissantes de l'état profond d' « inculture » de ses compatriotes, — la grossièreté méprisante et trop souvent cruelle de leur attitude ordinaire à l'égard des femmes.

L'Allemand authentique est incontestablement, — nous dit notre judicieux observateur, — l'être le moins chevaleresque de l'Europe entière : il ignore absolument jusqu'aux règles les plus élémentaires de la courtoisie, dans ses rapports avec l'espèce de créature inférieure qu'est, à ses yeux, la femme. Je ne parle pas même de son habitude de ne jamais céder sa place à une dame, en wagon ou en omnibus, de ne jamais aider sa propre femme à descendre de voiture, etc. Mais dites-moi s'il existe ailleurs un pays où l'on dévisage, en public, les femmes enceintes avec une curiosité aussi indiscrète, avec un cynisme aussi répugnant! Jamais deux étudians, deux employés de bureau ou de magasin, ne manqueront, lorsqu'ils passeront auprès d'une femme enceinte, de se pousser du coude avec un clignement d'œil significatif, ou même de se désigner du doigt la taille arrondie de la future mère.

On devine aisément ce que doit être, dans ces conditions, toute la vie « galante » de l'Allemagne, depuis les brasseries des villes d'université, où la principale occupation « amoureuse » des jeunes étudians consiste à se saoûler en compagnie de leurs pauvres petites Gretchen, jusqu'à ces « cafés de nuit » berlinois que Méphistophélès aurait pu montrer à Faust comme les lieux du monde où s'étale assurément le plus au large la « bestialité humaine, » sans le moindre effort de retenue ou de déguisement. Mais le plus curieux est que, si nous en croyons M. Wigand, ces « cafés de nuit » sont en train de

devenir fameux dans toute l'Allemagne, et qu'il n'y a pas désormais une jeune bourgeoise de Stettin ou d'Ingolstadt qui ne rêve d'assister un moment, à l'ignoble trafic de chair vive qui s'y déroule du soir au matin. « Un jeune couple de provinciaux qui étaient venus passer une semaine à Berlin, et à qui je recommandais, pour leur dernière soirée, une pièce nouvelle du Théâtre-Allemand, m'ont déclaré sans détours qu'ils entendaient consacrer cette soirée à une visite du Café National, en ajoutant que, s'ils rentraient à E... sans avoir vu le fonctionnement nocturne de cette célèbre Halle aux Filles, tout le monde, là-bas, se moquerait d'eux! »

Car le fait est que, d'une manière générale, — et y compris même, à ce qui semble, l'admiration de ce trafic éhonté des « cafés de nuit » de Berlin, — le fait est que les Allemands d'aujourd'hui se complaisent dans leur « inculture » et en tirent vanité, avec une tendance de plus en plus accentuée à considérer leur « manque de civilisation » comme le triomphe d'une « culture » spéciale, foncièrement « allemande, » et aussi supérieure à toutes les autres qu'elle en est différente. Si bien qu'au lieu de tâcher à se « civiliser, » les compatriotes de M. Wigand n'ont pas cessé, depuis quarante-quatre ans, de s'enfoncer toujours plus avant dans leur « inculture, » développant quasi à dessein les défauts naturels de leur race, tandis que, d'autre part, ils laissaient périr toute sorte de qualités péniblement acquises autrefois par leurs pères. Il s'est produit chez eux une transformation intellectuelle et morale que M. Wigand n'hésite pas à qualifier de « dégénérescence, » mais sans s'arrêter autant que nous l'eussions voulu à rechercher les causes de tout ordre qui ont ainsi contribué à faire, des Allemands de 1914, des êtres infiniment différens de leurs grands-pères de 1870. Et c'est, au contraire, surtout la recherche de ces causes qui semble avoir préoccupé un autre écrivain allemand, M. (ou peut-être Mme) Carry Brachvogel, auteur d'un très curieux récit intitulé : *Les Héritiers, roman de la Nouvelle Allemagne.*

Tout de même que M. Wigand, en effet, M. (ou Mme) Carry Brachvogel aperçoit un abîme entre l'âme allemande de jadis et celle d'aujourd'hui ; et cette dernière ne lui paraît pas seulement changée, mais aussi tristement diminuée et déchue, plongée dans une barbarie dont le trait dominant serait, à l'en croire, la substitution d'un bas égoïsme sensuel aux habitudes anciennes de crainte et de respect.

Affirmations qu'auraient de quoi appuyer, d'ailleurs, maints autres

témoignages non moins autorisés : car il ne m'est guère arrivé, depuis une dizaine d'années, d'ouvrir un roman allemand sans en entendre sortir avec plus ou moins de force le même cri d'alarme, — sauf pour moi à n'en avoir compris pleinement le sens et la portée qu'au contact de certains faits récens qui n'ont pas provoqué ma seule indignation, mais encore celle du monde entier. Ai-je besoin de les énumérer? Que les Allemands qui sont en train de procéder de cette manière à l'exécution de leur projet « national » d'écrasement du génie français ne gardent plus, dans leurs cerveaux et leurs cœurs, qu'un très petit nombre des qualités de leurs pères, — voire de leurs qualités purement « professionnelles » d'entrepreneurs et exploiteurs de guerres, — c'est ce que reconnaissent à peu près unanimement tous ceux qui, de près ou de loin, ont eu l'occasion d'étudier la vie allemande ; mais le grand mérite de l'auteur des *Héritiers* est, comme je l'ai dit, d'avoir tenté de découvrir les causes de cette « dégénérescence » incontestable de la vieille âme allemande. Comment et pourquoi les « héritiers » des vainqueurs de 1870 se trouvent-ils en danger de perdre bientôt la riche succession qui leur est échue? Tel est le problème qu'a posé devant nous M. (ou Mme) Brachvogel : je tenterai à mon tour, prochainement, d'indiquer brièvement de quelle originale et instructive façon il a cru pouvoir le résoudre.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Pendant que nous écrivons, une grande bataille se poursuit entre Paris et les Vosges. Nous avons confiance que le dénouement sera favorable à nos armes; mais, s'il en était autrement, si la fortune nous était contraire, nous prendrions une nouvelle position militaire et nous continuerions de nous battre. Le sort définitif de la guerre ne dépend d'ailleurs pas uniquement de nous. Il suffit que la coalition dont nous sommes un des élémens l'emporte finalement, et elle l'emportera. Bien loin d'être ébranlée, sa résolution s'est encore affermie pendant ces derniers jours et s'est manifestée sous une forme diplomatique. Quelle que soit l'importance des opérations militaires, celle de la Déclaration que les représentans de l'Angleterre, de la France et de la Russie, sir Edward Grey, M. Paul Cambon et le comte Benckendorff, ont signée à Londres, n'est pas moins grande ; elle l'est même davantage, parce qu'elle domine toute la situation militaire et politique, et qu'elle est la garantie de l'avenir aussi bien que du présent. Voici le document :

« Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernemens respectifs, font la déclaration suivante :

« Les gouvernemens de Grande-Bretagne, de France et de Russie s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre.

« Les trois gouvernemens conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser de conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés. »

Cette Déclaration est, pour les trois Puissances qui l'ont faite, la Charte de la guerre. Leurs fortunes peuvent être diverses et changeantes au cours des opérations, mais elles resteront intimement

unies jusqu'à la fin. La guerre sera commune, la victoire le sera aussi. En un mot, c'est une alliance. Avec la Russie, nous en avions déjà une, mais ni la Russie, ni nous n'en avions avec l'Angleterre : cette omission est réparée. Nous avons cette fois partie liée autant que partie peut l'être. Si l'Allemagne a pu croire qu'un des trois alliés se lasserait de la guerre avant les autres, soit parce qu'elle serait particulièrement lourde pour lui, soit parce qu'il se laisserait séduire aux promesses qu'on pourrait lui faire, aux avantages qu'on pourrait lui consentir, cette illusion se dissipe. Nous sommes un bloc indissoluble. Si elle ne détruit pas la Russie, l'Angleterre et la France, l'Allemagne sera détruite par elles. L'alternative est impérieusement posée.

Il y a dans tous les pays des alarmistes, qui obéissent quelquefois, sans même le savoir, à des suggestions venues du dehors et qui, à chaque échec partiel, s'appliquent à semer le découragement autour d'eux : pour éviter la défaite, ils sont tout prêts à en accepter, à en subir tout de suite les conséquences. Il y en a chez nous comme ailleurs, comme partout, mais, grâce à Dieu ! ils y sont rares, leur voix n'est pas entendue, ils n'ont aucune influence sur l'opinion. C'est surtout dans le monde des politiciens professionnels qu'on a pu, ces jours derniers, en découvrir quelques-uns, et personne n'en sera surpris, car on connaît cette engeance qui représente officiellement le pays et à laquelle le pays ressemble si peu. Le gouvernement, usant de son droit, a déclaré close la session parlementaire de 1914 : cette précaution n'était sans doute pas inutile. Le gouvernement reste ainsi le seul maître de l'heure où il jugera à propos de réunir de nouveau les Chambres. Bien que la Déclaration de Londres n'ait pas eu pour objet principal de répondre aux alarmistes, eux aussi l'auront entendue et ils sauront désormais que les trois alliés, fermement résolus à ne pas se séparer les uns des autres, iront jusqu'à l'extrême limite de leurs forces pour abattre l'ennemi commun. Mais c'est le petit côté de l'affaire, le grand côté est ailleurs. Avons-nous besoin de dire combien nous sommes heureux que l'Angleterre soit enfin sortie des réserves où elle s'était enfermée jusqu'ici, pour contracter enfin une alliance de guerre avec la Russie et avec nous ? Il y a depuis longtemps de l'autre côté du détroit, et en grand nombre, des hommes instruits, intelligens, perspicaces, prévoyans, fidèles aux vieilles traditions de leur pays, qui se rendaient fort bien compte de la solidarité qui unit les intérêts des trois pays, et même ceux de quelques autres encore, en face de l'ambition illimitée de l'Allemagne. Si l'alliance n'avait tenu qu'à eux, ils l'auraient faite sans plus tarder. Mais il y a aussi, en

Angleterre, un parti qui pousse l'esprit pacifique jusqu'au pacifisme doctrinaire, et ce parti dispose, même dans le gouvernement, de moyens puissans au profit de sa volonté d'abstention. Le gouvernement allemand a des intelligences à Londres. L'empereur Guillaume a eu d'autant plus de facilité à faire croire à ses intentions pacifiques que ces intentions paraissent bien avoir été longtemps sincères ; mais, quand elles ont cessé de l'être, tous les yeux ne se sont pas ouverts à la fois. Aujourd'hui encore, il y en a qui restent fermés. C'est contre ce parti que le gouvernement a eu à lutter et il faut savoir une grande reconnaissance à sir Edward Grey, à M. Asquith et à ceux de leurs collègues qui les ont aidés dans cette tâche, d'avoir déployé l'énergie et l'habileté nécessaires pour l'emporter. On peut mesurer le chemin qu'ils ont parcouru en quelques jours en comparant leurs premiers discours parlementaires à ceux qu'ils ont prononcés depuis et, en fin de compte, à la Déclaration dont nous avons plus haut reproduit le texte catégorique.

Il est vrai que le gouvernement allemand les a merveilleusement aidés. Nous avons déjà relevé quelques-unes de ses maladresses, mais les événemens marchent si vite entre nos chroniques, que nous n'avons encore rien dit des extraordinaires conversations que M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'empire, et M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères, ont eues avec l'ambassadeur d'Angleterre, M. Goschen. Tout le monde les a lues dans les journaux, mais il faut les rappeler ici, car leur omission priverait nos lecteurs d'un élément indispensable à leur information. Il s'agissait de la neutralité de la Belgique, et M. Goschen demandait à ses interlocuteurs si l'Allemagne la respecterait. — Nullement, ont-ils répondu ; nous avons besoin de passer par la Belgique pour porter tout de suite à la France un coup décisif, et, par conséquent, nous y passerons. D'ailleurs, le fait est déjà accompli et, quand même nous voudrions revenir en arrière, il serait trop tard. — Le gouvernement allemand avait sans doute cru habile de mettre l'Angleterre en face d'un fait accompli, et il se montra très surpris de la gravité que M. Goschen paraissait y attacher. — Comment ! s'écria alors M. de Bethmann-Hollweg, pour un mot, le mot neutralité, qui, en temps de guerre, a été si souvent méprisé ; comment ! pour un petit morceau de papier, la Grande-Bretagne va faire la guerre à une nation apparentée dont le seul désir est d'être une amie ! L'acte de la Grande-Bretagne est inconcevable. Je la tiens pour responsable des terribles événemens qui pourront s'ensuivre. — Un Livre Blanc anglais a livré cette conver

sation à la publicité, ainsi qu'une correspondance échangée entre le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne, correspondance d'où il résulte que le roi, dans son désir ardent du maintien de la paix, a poussé à l'extrême les concessions qu'il proposait de faire à l'Allemagne et à l'Autriche. Mais l'empereur Guillaume a tout repoussé. Il a poursuivi la mobilisation de ses troupes avec une hâte fiévreuse, et la correspondance entre les deux souverains, peut-être faut-il dire entre les deux hommes, car ils parlaient le langage de la familiarité et de la confiance, a été brusquement interrompue par les premiers coups de canon. La publication de ces documens a produit l'effet que le gouvernement anglais en avait espéré. L'opinion britannique qui, jusqu'à ce moment, avait été un peu flottante, un peu hésitante, un peu molle, a été entraînée par un sentiment généreux et indigné, et M. Asquith a pu tenir le langage qui correspondait à ce sentiment.

On a vu alors quelle différence il y a entre l'âme anglaise et l'âme allemande : la première formée à l'école de la liberté, de la discussion loyale, de la responsabilité pour tous et enfin de la civilisation la plus élevée, la seconde à celle du matérialisme politique, qui ne voit en toute chose que l'intérêt immédiat et brutal, immole à cet intérêt les droits d'autrui les plus sacrés et n'accepte pour soi d'autre devoir que celui de la discipline aveugle, servile et muette. Le choc de deux mentalités aussi différentes, aussi opposées, devait faire jaillir des étincelles lumineuses. L'éloquence de M. Asquith s'est élevée à la hauteur des événemens pour célébrer l'héroïque résistance de la Belgique et flétrir ses envahisseurs. — La tâche qui nous incombait, a-t-il dit, était une de celles auxquelles une grande nation ne pouvait se dérober sans se couvrir d'une honte éternelle. Nous étions contraints par des obligations précises et supérieures d'affirmer et de maintenir l'existence menacée d'un État neutre. La Belgique n'avait aucun intérêt à elle propre à défendre, si ce n'est les intérêts suprêmes et prépondérans de chaque État, grand ou petit, digne de ce nom, à savoir : le maintien de son intégrité et de sa vie nationale. La défense de Liége sera toujours le thème d'un des plus beaux chapitres des annales de la liberté. Les Belges ont conquis la gloire immortelle d'un peuple qui préfère sa liberté à son bien-être matériel, à sa sécurité, à la vie elle-même. Nous les saluons avec respect. Nous sommes avec eux de cœur et d'âme, parce que, à leur côté et avec eux, nous défendons en même temps qu'eux deux grandes causes : l'indépendance des petits États et l'inviolabilité des obligations internationales. Et M. Asquith concluait que la responsabilité de la guerre retombait tout entière sur la seule

Allemagne. — Nous abrégeons ce discours qui aurait mérité d'être reproduit tout entier : on n'en a jamais entendu, on n'en entendra pas de longtemps un semblable à Berlin. Il y a, entre le langage de M. Asquith et celui de MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow, plusieurs siècles de civilisation. Ce sont des hommes d'une autre éducation intellectuelle, d'une autre culture morale, d'une autre race qui parlent. Et nous nous sentons de la même famille humaine que les Anglais.

Les publications britanniques, les discours de M. Asquith, de sir Edward Grey, de lord Kitchener, ont atteint leur but : aujourd'hui, l'opinion anglaise est unanime comme la nôtre. Cependant il y a quelque chose de plus éloquent encore que tous les discours, ce sont certains faits. Les journaux ont parlé des actes de barbarie qui ont été commis par les soldats allemands. Eh quoi ! au xxe siècle, on tue des femmes, des enfans ! On les met de force devant les soldats pour empêcher l'ennemi de tirer ! On viole, on assassine ! Ces anachronismes révoltans troublaient les consciences, mais l'esprit, quelquefois, restait hésitant : n'y avait-il pas quelque exagération dans ces récits d'épouvante? Nous étions, nous, trop près des événemens pour pouvoir douter ; chaque jour des témoins authentiques venaient tout confirmer ; mais ceux qui étaient loin, très loin, de l'autre côté de l'Océan, hésitaient à croire à tant d'abominations. La mort violente de Louvain les a subitement éclairés d'une lumière irrécusable et effroyable. Louvain, ville charmante, tout imprégnée d'histoire, embellie par l'art, centre d'étude, de recueillement, de méditation, un des joyaux de la Belgique, un des trésors de l'humanité, Louvain a été saccagé. Ses principaux monumens sont détruits, ses bibliothèques ont été détruites, comme autrefois celle d'Alexandrie. Lorsqu'on l'a appris, un cri de douleur et d'horreur s'est élevé dans le monde entier. Un acte pareil suffit pour déshonorer une guerre, et l'Allemagne en gardera au front une marque ineffaçable. Elle s'en soucierait sans doute très médiocrement si, tout de même, la réprobation universelle n'était pas lourde à porter, si lourde que, un jour ou l'autre, on finit par fléchir sous le poids. L'Allemagne a éprouvé le besoin de s'expliquer. Un journal suisse a publié une note dont toutes les apparences sont celles d'un communiqué et, bientôt après, M. de Bethmann-Hollweg en personne a adressé à la presse américaine un long factum qu'on peut résumer en deux mots : Louvain a mérité son sort ; comme des soldats allemands étaient réunis sur une de ses places, des coups de feu sont partis de plusieurs

fenêtres, ses blessés ont été achevés sur le champ de bataille ; on conviendra que de pareils actes exigeaient une vengeance immédiate et terrible !

C'est ce dont, au contraire, personne ne conviendra dans le monde civilisé. Quaud même, — ce que nous ne croyons nullement, — les faits allégués seraient vrais, serait-ce une raison suffisante pour anéantir une ville et y a-t-il proportion entre la cause et l'effet? Si on répond oui, il n'y a guère une ville que les Allemands, s'ils le veulent bien, ne seront pas en droit de détruire, car il n'y a en pas une qui ne contienne quelques hommes exaltés, déséquilibrés peut-être, égarés par patriotisme qui ne se contient plus. Moralement, ils ont des excuses, certes, mais on comprend que l'ennemi ne les accepte pas et qu'il croie une répression rigoureuse nécessaire et légitime. Eh bien! qu'il l'exerce sur les malheureux imprudens, mais non pas sur toute une population, mais non pas sur les pierres mêmes d'une ville. Si des coups de fusil ont été tirés à Louvain, les soldats allemands n'ont-ils pas vu de quelle maison ils sont partis? Sont-ils entrés dans cette maison? Y ont-ils fait une enquête? Ont-ils recherché les auteurs d'un acte à leurs yeux criminel? Non, ils ont incendié la ville, détruit les maisons, démoli les édifices, réduit à néant des chefs-d'œuvre des plus grands maîtres. Ils étaient sans doute sûrs, en procédant ainsi, de ne pas, dans le tas, manquer les coupables. Mais les autres? On se croirait reporté à la guerre des Albigeois et au mot sinistre : Tuez tout, Dieu saura reconnaître les siens ! Il y a eu un frémissement dans le monde à la nouvelle de la destruction de Louvain, et non seulement dans l'ancien, mais dans le nouveau. L'Amérique compte un trop grand nombre d'Allemands pour que l'Allemagne n'y ait pas des sympathies nombreuses; cependant la distance, un milieu différent, les habitudes de pensée que donnent les mœurs de la liberté y affranchissent les esprits. Les Américains ont le sens pratique des Allemands, mais ils ont le respect du droit, ils se préoccupent de civiliser la guerre, de l'humaniser autant qu'il est possible, ce qui est toujours bien peu! ils ont joué un rôle important dans les conférences de La Haye. L'opinion américaine a été profondément émue par le désastre de Louvain et désormais elle suit les incidens de la guerre avec un redoublement d'attention; elle demande à être renseignée, à savoir, à être mise à même de juger et elle a le sentiment que son jugement aura quelque poids. La soldatesque germanique se moque de l'opinion américaine comme de tant d'autres choses, mais l'empereur Guillaume, qui y a tou-

jours beaucoup tenu, serait encore plus changé que nous ne le croyons s'il avait cessé d'en faire cas. Aussi la ville de Paris a-t-elle éprouvé une vraie satisfaction, au moment où le corps diplomatique l'a quittée à la suite du gouvernement, d'apprendre que l'ambassadeur des États-Unis y était resté, que son successeur y était venu, que son prédécesseur y était revenu. Ce sont des témoins que l'Amérique a au milieu de nous, qui regardent, qui voient et qui sauront parler.

L'attitude de Paris est d'ailleurs admirable de sang-froid et de courage. Quelle différence avec le Paris de 1870, qui ressemblait à une cuve en ébullition, où les élémens les plus troubles, toujours violens, souvent impurs, apparaissaient presque seuls à la surface! Aujourd'hui le calme de la population est absolu : on a pris par avance son parti de tout ce qui peut arriver, et on attend. Un petit fait a montré l'état des esprits, nous voulons parler de l'avion allemand qui, plusieurs jours de suite, a volé sur la ville en y jetant des bombes. Ces bombes, à la vérité, n'ont fait à peu près aucun mal. Non seulement Paris n'a pas pris au tragique la menace de l'avion allemand, mais il ne l'a même pas pris au sérieux et, s'il faut le dire, s'en est amusé : il y avait presse, dans les rues, pour regarder passer l'oiseau mécanique. On a été heureux toutefois d'en être débarrassé, lorsque des avions français ont commencé à apparaître à leur tour : on l'avait assez vu. Et enfin la situation générale commençait à devenir préoccupante. L'avion avait fait l'effet d'un jouet assez inoffensif, mais toutes les pensées se tournaient vers la grande armée d'invasion, qui continuait sa marche sans que rien eût pu encore l'arrêter, et qui chaque jour approchait de Paris. Si les choses continuaient ainsi, on commençait à calculer à quel moment le canon allemand se ferait entendre. Un jour, on a appris que le gouvernement avait quitté la ville et qu'il s'était dirigé sur Bordeaux. L'exode n'avait été ni annoncé, ni préparé, ni exécuté ostensiblement, ce que nous avons d'ailleurs regretté. On pouvait craindre quelque panique : ne fallait-il pas que le danger fût imminent, puisque le gouvernement s'en allait? En fait, l'impression a été nulle. Le gouvernement a laissé derrière lui une proclamation qui expliquait la résolution qu'il avait prise, mais tout le monde l'avait comprise et admise par avance. On a trouvé naturel que le gouvernement s'éloignât, non pas à cause du danger, s'il y en avait, mais parce que, son devoir s'étendant à la France entière, il ne pouvait pas s'exposer, soit à être enfermé dans Paris, soit, si l'enceinte de défense était forcée sur quelque point, à être la victime d'un coup de main. Un gouvernement doit rester toujours

libre de son action. C'est ce qu'a senti le gouvernement belge lorsqu'il s'est transporté de Bruxelles à Anvers, et aussi le gouvernement serbe lorsqu'il a quitté Belgrade pour se mettre en sûreté à Kragujewatz. Maintenant, si notre malheur veut que les Allemands viennent à Paris, ils peuvent le faire avec un minimum d'inconvéniens pour la défense nationale. Ils ne trouveront ni un gouvernement avec qui traiter, ni un établissement financier à rançonner, car la Banque de France a suivi le gouvernement, après avoir mis son encaisse en sûreté, et les grands établissemens de crédit ont imité cet exemple. L'entrée des Allemands à Paris serait pour eux un avantage moral dont nous ne dénions pas la valeur, mais un bénéfice matériel très réduit.

La situation, cette fois encore, est tout autre qu'en 1871. A cette époque, la chute de Paris a entraîné celle de la France : Paris succombant, la résistance n'était plus possible ailleurs. Nous étions épuisés et, n'ayant pas d'alliés, nous n'avions aucune assistance à attendre du dehors. La capitulation de Paris rendait disponible l'armée allemande qui l'assiégeait et dont l'énorme masse devait retomber sur nos armées de province, déjà exténuées. Aujourd'hui, au contraire, notre ressource et notre espoir sont dans nos armées restées intactes, et si une armée allemande assiège Paris ou cherche à y pénétrer, elle y usera là une force offensive qui aurait été peut-être plus efficace ailleurs. Enfin, puisque c'est à propos du départ du gouvernement de Paris que nos souvenirs se sont reportés à 1870-1871, marquons encore, avec le passé, une différence importante. Le gouvernement de la Défense nationale étant, dans ses élémens principaux, composé des députés de Paris, se fit scrupule de le quitter. Paris était à ses yeux non seulement la capitale, mais une sorte de ville sainte que l'honneur ne permettait pas de déserter, et on vit le spectacle dérisoire d'un gouvernement qui, restant à Paris, envoyait en France, pour remplir son rôle, une délégation composée de MM. Glais-Bizoin, Crémieux et Fourichon. On ne pouvait, relativement à Paris, faire à la France plus petite part! Par bonheur, Gambetta comprit ce que la situation avait de paradoxal : il s'échappa de Paris en ballon pour aller porter à la Délégation de Tours l'appui de son âme ardente, de son intelligence et de son activité. La Délégation prit alors une allure nouvelle : tout le possible fut fait et l'honneur sauvé. Mais c'était une grande faiblesse pour la France que le gouvernement fût bloqué à Paris, sans même en excepter le ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, qui, dans sa superstition parisienne, hésita

même à se rendre à la Conférence de Londres et finalement s'en abstint. On demeure étonné devant l'état d'esprit des hommes de cette époque. Ceux d'aujourd'hui ont montré une intelligence plus éclairée de leur devoir : ils ont mis le gouvernement de la France hors de la portée de l'ennemi.

Quant aux événemens de la guerre, nous avons peu de chose à en dire : d'abord ils nous sont mal connus, ensuite ils continuent de se dérouler. Ils nous sont mal connus parce que, avec une prudence dont nous n'avons garde de nous plaindre, — nous la louons fort au contraire, — les autorités militaires qui nous renseignent le font avec une extrême réserve. Les communiqués officiels sont d'une brièveté sibylline et il est presque impossible de lire entre les quelques lignes dont ils se composent. Au début de la guerre, du temps de M. Messimy, ils étaient beaucoup plus larges, mais ils étaient diffus, et la lumière qu'ils nous apportaient éclairait mal le contour des choses : nous préférons ceux d'aujourd'hui, bien qu'ils nous mesurent la vérité au compte-goutte. Les notions succinctes qui s'en dégagent sont les suivantes. A la grande bataille de Charleroi, livrée en Belgique, notre aile gauche a souffert. Dans l'intention de nous tourner d'abord et de nous envelopper ensuite, les Allemands avaient concentré sur ce point leur effort principal. Un contingent anglais a supporté l'assaut avec nous ; il a fait preuve d'un grand héroïsme et nos propres troupes ont mérité le même éloge; mais, devant des forces très supérieures, le général Joffre a jugé qu'il valait mieux se replier un peu en arrière et chercher plus au Sud une meilleure ligne de combat. Lui seul était juge de ce que comportait la situation, et tout porte à croire qu'il l'a compris puisque, si nous n'avons pas encore obtenu un succès important, nous n'avons subi non plus aucun revers caractérisé. Notre armée a fait de grandes pertes, mais tout porte à croire que celles des Allemands sont plus grandes encore. Pendant les jours qui ont suivi, la manœuvre des deux armées ennemies n'a pas changé. Bien que la bataille ait continué sur l'immense ligne que l'on sait, elle a été particulièrement importante à l'extrême-gauche française, à l'extrême-droite allemande. Les Allemands n'avaient pas renoncé à la volonté et à l'espérance de nous tourner par là. C'était leur plan. N'ayant pas, pour l'exécuter, hésité à violer la neutralité de la Belgique, ils ont voulu avoir au moins l'avantage matériel d'un acte aussi osé, mais ils n'y ont pas réussi, et ils ont dû finalement modifier leurs dispositions. Ils avaient d'abord visé directement Paris ; ils s'avançaient vers la ville en droite ligne et n'en étaient plus qu'à quelques étapes. C'est

à ce moment que le gouvernement en est sorti et que le général Galliéni en a été nommé gouverneur.

Ce choix a été universellement approuvé. Le général Galliéni s'est distingué par son intelligence, son coup d'œil sûr et rapide, sa présence d'esprit, son énergie, dans toutes les missions qui lui ont été confiées : c'est à lui que nous devons notamment la conquête de Madagascar, et, après la conquête militaire, il s'est montré aussi bon administrateur qu'il avait été bon général. En prenant possession de son commandement, il a adressé à la population une proclamation dont la brièveté a plu : il s'est contenté de dire qu'ayant été chargé de la défense de Paris, il remplirait son devoir jusqu'au bout. Ce devoir lui imposait tout de suite une grande activité. Les fortifications de Paris avaient besoin d'être soutenues, épaulées par des travaux qu'on avait trop négligés jusqu'à ce moment. On s'est empressé d'y procéder : il n'y avait pas un moment à perdre. Nous avons eu alors une surprise heureuse : la droite allemande qui était déjà entre Compiègne et Senlis et avait poussé des pointes hardies jusqu'à Pontoise, s'est tout d'un coup incurvée vers l'Est et éloignée. Est-ce pour les motifs que nous avons indiqués plus haut et qui devaient diminuer aux yeux des Allemands le prix de Paris ? Il est plus probable que l'état-major ennemi a senti l'imprudence qu'il y avait de sa part à continuer sa marche sur une ville défendue par une armée nombreuse, en laissant derrière lui une autre armée, et même plusieurs. Il fallait d'abord se débarrasser de ces armées dans une grande bataille. Elle se poursuit en ce moment. Avec une remarquable promptitude de décision et conformément à leur méthode habituelle, les Allemands ont porté leur effort principal sur un point qui n'est plus leur extrême-droite et notre extrême-gauche. La leur, jusqu'ici, avait constamment refoulé la nôtre; maintenant, c'est le contraire; l'extrême-droite allemande se défend avec moins de succès, elle recule Mais le nœud de l'action semble être au centre, du côté de Vitry-le-François. Là, les positions sont disputées avec acharnement de part et d'autre et avec des fortunes qui semblent se balancer, et c'est une angoisse profonde pour Paris de savoir que la gigantesque bataille qui aura un effet immédiat sur son sort se poursuit si près de lui, sans qu'il en sache d'ailleurs autre chose. La scène se passe derrière un rideau baissé.

Et ce n'est pas seulement sur le sort de Paris que la bataille en cours influera, c'est aussi sur le reste de la campagne. Toutefois, cette campagne, on ne saurait trop le répéter, n'est pas limitée aux horizons

français. La France n'est qu'un compartiment dans l'immense guerre qui s'étend sur la plus grande partie de l'Europe. Nous avons des alliés qui travaillent chacun dans le sien à l'œuvre commune. Les Anglais, pour le moment, y travaillent avec nous, à nos côtés, et lord Kitchener a eu raison de dire, il y a quelques jours, que nous apprécions l'appui qu'ils nous donnent. Leur courage impassible est pour nous un précieux réconfort. Mais à l'autre extrémité de l'Europe, il y a les Russes qui, disposant d'un nombre d'hommes supérieur à celui de toutes les armées historiquement connues, marchent à la fois contre l'Allemagne et contre l'Autriche, et la victoire marche avec eux. Celle qu'ils ont remportée sur les Autrichiens est écrasante : elle a réalisé toutes les espérances qu'on avait conçues. C'est en Pologne, en Galicie, que le grand choc a eu lieu. Le gouvernement autrichien, voulant sans doute imiter l'empereur de Russie, a adressé une proclamation aux Polonais russes pour leur annoncer qu'il venait les délivrer, les affranchir enfin de l'odieux joug moscovite. Il faudrait plaindre les Polonais russes s'ils attendaient vraiment cette délivrance : elle ne viendra pas, mais ils s'en consoleront. La bataille et la prise de Lemberg, capitale de la Pologne autrichienne, sont des actes de guerre d'une importance qu'on ne saurait exagérer. Et les Russes continuent leurs succès. Ils sont arrivés aux Karpathes, qui séparent la Galicie de la Hongrie. Que feront-ils maintenant? Franchiront-ils les montagnes, ou, au contraire, suivront-ils leur versant septentrional pour pénétrer en Silésie et se joindre à l'armée qui opère plus au Nord? Ils connaissent leurs forces et n'ont de conseil à prendre que d'eux-mêmes. Mais, évidemment, le principal objectif qu'ils ont à se proposer est Berlin; non pas que leurs intérêts ne soient pas aussi sérieux du côté de l'Autriche que du côté de l'Allemagne, mais parce que, l'Autriche étant d'ailleurs fortement entamée en ce moment, si un grand coup est frappé sur l'Allemagne, et s'il réussit, tout le reste pliera et tombera aussitôt.

C'est à Berlin qu'est le point politique, militaire et psychologique à atteindre. Les Russes le savent bien et ils avancent dans cette direction. Une contre-attaque allemande a un moment ralenti leur marche dans la région d'Osterode : l'incident n'a pas grande importance, mais il montre que les Russes ne sauraient avoir trop de monde au point où leurs armées doivent finalement se réunir. Au Nord, ils sont sur la Vistule. On assure que le gouvernement allemand, sous le coup de la menace qui approche et qui grandit, a déjà rappelé une partie des troupes qu'il avait en Belgique. Nous ne saurions

garantir l'exactitude du renseignement, mais il vient de sources nombreuses et sérieuses et n'a rien que de vraisemblable. Et, s'il n'est pas vrai aujourd'hui, il le sera demain. Dans ses grands traits, la campagne se dessine donc ainsi : défaite de l'Autriche, laquelle a mérité son sort pour avoir manqué à sa mission historique qui était de contribuer à l'équilibre de l'Europe ; marche victorieuse des Russes vers l'Ouest ; échec, en France, du plan de guerre allemand, grâce à l'admirable ténacité de l'armée anglo-française qui supporte aujourd'hui l'énorme poids de presque tout l'effort allemand et n'en est pas écrasée.

Parlerons-nous de la situation des Balkans ? Elle évolue sans avoir pris encore une forme déterminée. La Turquie hésite, affirme sa neutralité et poursuit ses armemens. La Roumanie hésite, elle aussi, tentée par l'occasion qui se présente à elle de compléter son unité nationale aux dépens de l'Autriche et retenue par les résistances de son Roi qui ne saurait oublier qu'il est un Hohenzollern. Toutefois, si la Roumanie laisse échapper l'occasion, la retrouvera-t-elle de longtemps ? La Bulgarie observe. La Grèce se sent menacée par la Turquie et se prépare. La Serbie vient de s'emparer de Semlin, qui couvre Belgrade : c'est un beau succès et un gage pour l'avenir. Mais on ne voit de situation nette qu'en Albanie. Nette est beaucoup dire, car il est difficile de démêler les intrigues qui se croisent dans tous les sens. Durazzo a été pris par les insurgés musulmans et le lamentable prince de Wied est parti sur un navire italien, les autrichiens n'étant pas disponibles. Il a adressé une proclamation à son peuple pour lui dire qu'il partait pour quelque temps, qu'il allait seulement prendre un peu d'air, mais qu'il reviendrait bientôt, et que, en attendant, il ne passerait pas un jour sans penser à eux. Les Albanais sont si ingrats qu'ils ne le paieront peut-être pas de retour. Telle est la fin de cet intermède, qui a été mêlé de comédie et de drame, et c'est la seule qu'il méritait. Mais la situation ne s'en trouve pas éclairée. Il n'y a rien de changé en Albanie ; l'anarchie continue d'y régner en maîtresse ; il n'y a qu'un prince de moins.

Avons-nous besoin de dire que l'Italie suit le développement de cette situation d'un œil extrêmement attentif ?

Le conclave a été un des plus courts qu'on ait eus, sans doute parce que l'Église catholique savait parfaitement ce dont elle a besoin aujourd'hui et se l'est assuré tout de suite. Le cardinal della Chiesa, archevêque de Bologne, a été élu Pape à la place de Pie X. Il n'a que soixante ans, ce qui est jeune pour un Pape, et ce qui donne à croire

que l'Église, ayant trouvé ce qu'elle voulait, désire en conserver longtemps le bénéfice. Si elle ne l'avait pas trouvé, le conclave aurait sans doute, comme cela est arrivé souvent dans l'histoire, élu un pontife très âgé pour réserver l'avenir. On se demandait par avance si le nouveau Pape s'appellerait Léon XIV ou Pie XI, ce qui aurait été de sa part prendre parti tout de suite et, pour satisfaire les uns, aurait alarmé les autres : il a préféré abriter sa liberté sous le nom de Benoit XV. Le souvenir de Benoit XIV, pape d'un mérite distingué, mais déjà un peu lointain, ne pouvait porter ombrage à personne. Son souvenir ne peut être rattaché à aucune de nos controverses et de nos disputes d'hier. Au reste, la personnalité du nouveau Pape n'avait nullement besoin d'être éclairée par le nom d'un de ses prédécesseurs. Le cardinal della Chiesa a été l'homme de confiance du cardinal Rampolla, qu'il a suivi dans sa mission diplomatique en Espagne et ensuite à la secrétairerie d'État : il a été son collaborateur intime pendant vingt ans. Il est donc à croire et nous dirons volontiers à espérer qu'on retrouvera dans Benoit XV, avec les vertus du cardinal Rampolla, la grande intelligence, la mesure en toutes choses, le sens des circonstances, le tact parfait qui caractérisaient ce prélat. Nous sera-t-il permis d'ajouter que le cardinal Rampolla a toujours témoigné de la sympathie à la France ? Parmi les cardinaux *papabili*, on avait parlé du cardinal Ferrata, qui a été autrefois nonce à Paris et y a laissé de bons souvenirs ; il l'avait été auparavant à Bruxelles ; il connaît le monde, il a acquis une grande expérience diplomatique. Le premier acte du Pape a été de confier la secrétairerie d'État au cardinal Ferrata. Nous n'ajoutons rien de plus aujourd'hui, sinon que Benoit XV, à la cérémonie dite de l'hommage qui a suivi son élection, a serré dans ses bras le vénérable cardinal Mercier, archevêque de Malines, en lui disant : « Dans votre personne, c'est tout votre peuple que je plains, que j'embrasse et que je bénis. » Ce geste ira au cœur, non seulement de la Belgique, mais de tous ceux qui souffrent en ce moment.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

er
ve
e,
ar
ui
e
s
n
r
e
-
e
é
.
a
t
,
e
-
l
s
-
-
-
a
s
e
l
-
-
-